

**Les défis de l'Afrique selon la BAD  
De nouveaux concurrents pour la Chine ?**

**Matières premières :  
mieux valoriser les atouts locaux**

**Du café pour la paix**

**Réflexions sur la Coupe du monde de football  
en Afrique du Sud**



## Le siècle de l'Afrique ?





# Akwa Group, l'énergie d'entreprendre

Pionnier dans le secteur énergétique marocain avec un chiffre d'affaires de 25 milliards de dirhams en 2012, AKWA GROUP élargit son portefeuille de marques en investissant dans d'autres domaines d'activité. Le groupe se positionne en Market Leader portant plusieurs réalisations à forte valeur ajoutée comme la Marina d'Agadir, la mise en place du programme de valorisation des 10 kasbahs en vue d'en faire une chaîne de maisons d'hôtes haut de gamme, ou encore la construction et l'exploitation du plus grand centre commercial d'Afrique, le MoroccoMall.



En 2013, AKWAGROUP se lance dans l'ambitieux projet « Four Seasons private residences Taghazout » by Akwagroup. Un hôtel hors catégories et des villas de luxe dont l'investissement est estimé à plusieurs millions de dollars.

Ainsi AKWAGROUP relève le pari de faire de la destination Maroc, connue pour sa civilisation millénaire et ses régions exceptionnelles, un lieu incontournable du tourisme de luxe en Afrique.

**AKWA**<sup>®</sup>  
GROUP

## POINTS DE VUE

- 2 Évaluation de l'aide ; Les malheurs anglo-saxons ; Un musicien plombé ; Le casse-tête de la TVA ; Mesurer le bien-être des enfants ; Une main-d'œuvre mondiale moins chère

## ÉDITORIAL

- 3 Réaliser le potentiel de l'Afrique  
Angel Gurría

## EN BREF

- 4 Avertissement sur les prix du carbone – et les risques liés à l'eau ; Verbatim ; Économie ; Pays en bref ; Culture financière ; Soutien croissant à l'agriculture ; Importance des chaînes de valeur ; Best of

## DOSSIER SPÉCIAL AFRIQUE

- 7 L'Afrique doit transformer l'essai  
Mario Pezzini
- 9 Les défis de l'Afrique  
Entretien avec Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement
- 10 Afrique : maximiser les ressources naturelles  
Jan Rielander
- 11 Podium : ABREC sur les biocarburants et l'énergie renouvelable
- 12 Le défi jeunes de l'Afrique
- 13 Podium : Banque centrale du Nigeria
- 15 Podium : Université de Rabat
- 16 Matières premières : mieux valoriser les atouts locaux  
Caroline Helmreich
- 17 De nouveaux concurrents pour la Chine ? Les partenaires émergents de l'Afrique  
Jean-Philippe Stijns et Bakary Traoré
- 19-21 Vers de nouveaux objectifs mondiaux  
Jon Lomoy
- 20 Coopération fiscale
- 22 Sahel : en quête de sécurité  
Anna Pietikainen
- 24 Les voies de la paix  
Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs en Afrique
- 26 Transports : le Maroc en mouvement  
Entretien avec Aziz Rabbah, Ministre de l'Équipement et du Transport, Maroc
- 29 Prix des vaccins : une piqûre douloureuse  
Kate Elder, Conseillère pour la politique des vaccins, Campagne d'accès aux médicaments essentiels, Médecins sans frontières

- 30 Podium : APIEX, Agence de promotion des investissements et des exportations du Gabon
- 32 Du café pour la paix  
France Charlet, SHIFT – Social Impact Solutions
- 34 Transferts de fonds : de flux en flux  
Gregory De Paepe
- 35 Podium : BRMV, bourse régionale
- 36 La politique industrielle remise au goût du jour
- 37 Éducation sud-africaine
- 38 Équilibre hydrique
- 39 Podium : OCP sur l'agriculture durable
- 40 Après la finale : réflexions sur la Coupe du monde de football en Afrique du Sud  
Entretien avec Nhlanhla Musa Nene, Vice-Ministre des Finances, Afrique du Sud
- 41 Un marché parallèle bien huilé

## GOUVERNANCE

- 43 Fiscalité, décentralisation et relations inter-administrations  
Alan Carter, Dialogue fiscal international

## ÉDUCATION

- 48 Avons-nous les compétences nécessaires pour réussir ?
- 49 Trop d'études ?

## OCDE.ORG

- 50 La Colombie et la Lettonie engagent leur procédure d'adhésion ; Le Costa Rica signe la déclaration sur l'investissement ; La République slovaque rejoint le CAD
- 51 Discours récents d'Angel Gurría
- 52 Programme des conférences ; Frankie.org

## LIVRES

- 53 Avis de tempête ; L'engrenage
- 54 Spécial Afrique : nouvelles publications de l'OCDE
- 55 Nouvelles publications
- 60 De la gouvernance des crises

## BON DE COMMANDE

## BANQUE DE DONNÉES

- 61 L'innovation en Amérique latine ; Qui a le sourire ?
- 62 Principaux indicateurs économiques
- 64 Le coût de l'inégalité ; Le double visage des prix alimentaires



Partenaires émergents page 17



Les compétences du succès page 48



Mary Robinson page 24



Équilibre hydrique page 38


  
**L'Observateur**

www.observateurocde.org  
©OCDE octobre 2013

ISSN 0304-3398  
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66  
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10  
sales@oecd.org

Créé en 1962, le magazine de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16, France  
observer@oecd.org  
www.ocde.org

Publié en français et en anglais par l'OCDE  
RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke  
RÉDACTEUR PRINCIPAL : Ricardo Tejada  
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT : Loïc Verdier  
COORDINATRICE ÉDITORIALE : Diana Klein  
JOURNALISTE : Lyndon Thompson  
ÉDITRICE VERSION FRANÇAISE : Ileana Epsztajn  
ASSISTANTS ÉDITORIAUX : Mikaela D'Angelo,  
Emmanuelle Arnould  
MISE EN PAGE : Design Factory, Irlande  
ILLUSTRATIONS : André Faber, Charlotte Moreau,  
David Rooney, Stik  
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Rory J. Clarke, Loïc Verdier  
RESPONSABLE PUBLICITÉ : Aleksandra Sawicka

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles des articles de *L'Observateur de l'OCDE* doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être accompagnés de la mention « Reproduit (ou traduit) de *L'Observateur de l'OCDE* » et de la date du numéro. Les articles signés ne peuvent être reproduits ou traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires significatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef. Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre les manuscrits non sollicités.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.



# Points de vue



Votre avis nous intéresse.

Écrivez-nous sur  
[observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org)  
ou commentez nos articles sur  
[www.observeuroecd.org](http://www.observeuroecd.org) et  
[www.oecdinsights.org](http://www.oecdinsights.org)

## Évaluation de l'aide

Je viens juste de commencer à réfléchir à la manière dont l'aide devrait être mesurée, et cet article apporte des éléments très utiles sur le déroulement et la substance des travaux du CAD (« Redéfinir l'aide publique au développement », n° 294 T1 2013). Je suis cependant en désaccord avec une phrase : « L'APD est... le seul moyen systématique dont nous disposons pour évaluer les efforts déployés par les pays donateurs "traditionnels" à l'appui du développement. » C'est plutôt le meilleur moyen dont nous disposons pour évaluer l'effort d'aide des donateurs, qui ne représente qu'une faible part de leur action sur le développement. L'indice de l'engagement pour le développement couvre également les échanges, les migrations et autres domaines de l'action publique, et offre une vue beaucoup plus complète (quoiqu'imparfaite).

David Roodman, posté sur [www.oecdobserver.org](http://www.oecdobserver.org)

## Les malheurs anglo-saxons

Les tentatives pour instaurer une reprise durable plus équitable vont être sérieusement compromises par les inégalités de revenu et de patrimoine criantes et croissantes aux États-Unis/dans le monde anglo-saxon (« Vers une reprise durable plus équitable », n° 295 T2 2013). Les pauvres, les exclus et même la « classe moyenne pressurée »

seront mal disposés à l'égard de tout effort pour réduire les inégalités entre les sociétés tant qu'ils seront si durement éprouvés et continueront à souffrir du manque de bien-être. De nombreux éléments témoignant des conséquences négatives d'inégalités frappantes et injustifiées au sein des sociétés américaine/anglo-saxonnes ont été accumulés depuis les travaux novateurs de Wilkinson et Pickett publiés sous le titre *The Spirit Level*. (Voir ce commentaire en ligne pour le lien vers le site de l'UNICEF)

Edward Harkins, posté sur [www.oecdobserver.org](http://www.oecdobserver.org)

## Un musicien plombé

Le plomb était aussi apparemment à l'origine de la surdité et de la mort de Beethoven (« Une criminalité plombée », n° 295 T2 2013, titre en ligne), mais aurait-il sans cela composé ses derniers quartets ?

Ben Jones, posté sur [www.oecdobserver.org](http://www.oecdobserver.org)

## Le casse-tête de la TVA

L'idée d'un « système à taux unique » défendue dans l'article (« Un demi-siècle de TVA : vers un système à taux unique ? » n° 284, T1 2011) montre que l'auteur – et en l'espèce, l'OCDE toute entière – doit prendre conscience de certains faits. La TVA n'est pas une « taxe en aval ». Il faut un taux pour la TVA et un taux distinct pour la taxe en aval. Si le taux de cette dernière est par exemple

de 10 %, le taux de TVA doit être fixé à 1 %. Ce taux doit s'appliquer aux contribuables soumis à un taux forfaitaire et un taux de [0,1 %] aux autres. Pour comprendre le mécanisme, consulter le site [www.gbahu.com](http://www.gbahu.com)  
George Bobylin Ahu, posté sur [www.oecdobserver.org](http://www.oecdobserver.org)

## Mesurer le bien-être des enfants

Dans les foyers pauvres, les enfants deviennent des soutiens de famille, les jeunes filles sont mariées, etc. Le respect de leurs droits doit évidemment compter dans la mesure du bien-être des enfants. Une question se pose cependant : sont-ils des personnes à charge ou dépendantes de leurs parents ? La vulnérabilité des enfants est également liée à celle de leurs familles.

Des enfants boliviens ont créé un syndicat pour lutter contre l'exploitation par les parents et les employeurs. L'analyse du bien-être des enfants pourrait aussi inclure l'accès à la justice, les droits économiques et sociaux, le droit d'expression.

Gaëlle Ferrant, posté sur [www.wikiprogress.org](http://www.wikiprogress.org)

## Une main-d'œuvre mondiale moins chère

La technologie est peut-être l'un des facteurs du déclin de la part des revenus du travail dans les pays de l'OCDE, mais ce n'est pas vrai dans les pays en développement où, selon certaines études, elle a l'effet contraire. Il faudrait faire la différence dans l'article (« Good Jobs Bad Jobs », *OECD Insights Blog*, août 2013). En outre, la mondialisation a été passée sous silence. Elle influe davantage que la technologie sur la part du travail dans le revenu. Elle a entraîné l'arrivée de nombreux travailleurs venus de pays riches en main-d'œuvre, d'où une concurrence accrue sur le marché du travail. Sans parler du recours à la délocalisation, utilisé par les entreprises au moins comme une menace pour contenir la hausse des salaires. La technologie est certes un facteur, mais qui ne doit pas être surestimé.

Carissa Faulkner, posté sur [www.oecdinsights.org](http://www.oecdinsights.org)

**Les commentaires et courriers peuvent être reformulés pour les besoins de la publication. Écrivez-nous sur [observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org) ou sur ces portails : [www.observeuroecd.org](http://www.observeuroecd.org), [www.oecdinsights.org](http://www.oecdinsights.org), ou sur les autres portails mentionnés sur cette page.**



# Réaliser le potentiel de l'Afrique



L'Afrique doit transformer ses structures économiques pour que sa population bénéficie d'une croissance plus forte et plus inclusive

Angel Gurría  
Secrétaire général de l'OCDE

## L'Afrique peut-elle maintenir sa récente performance économique et mieux tirer parti de ses abondantes ressources ?

Depuis 2000, le PIB de l'Afrique progresse au rythme annuel moyen de 5,1 %, soit près de trois fois la croissance de la zone OCDE durant la même période. Ce rythme devrait se maintenir, malgré les difficultés récentes de certains pays et les vents contraires de l'économie mondiale.

La crise mondiale a pesé sur la croissance en Afrique, surtout par le biais de la baisse de la demande mondiale et des prix des produits de base, du ralentissement des flux d'investissement, mais aussi de la non-concrétisation de promesses d'aide. Les perspectives demeurent cependant souriantes. L'économie africaine devrait progresser de 4,8 % en 2013 et de 5,3 % en 2014, entraînée par une augmentation de la production agricole, des services dynamiques et une production pétrolière et minière en expansion.

Le récent dynamisme économique de l'Afrique s'est appuyé sur des politiques macroéconomiques rationnelles et de solides partenariats avec les grands marchés émergents. Le continent réagit désormais mieux aux chocs et a bénéficié d'une forte demande de produits de base, d'une accélération de l'investissement et d'une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Les exportations africaines ont quasiment quadruplé en valeur depuis 2000, pour frôler 582 milliards USD en 2011. L'amélioration de la gestion macroéconomique n'y est pas étrangère, et le déficit budgétaire moyen du continent est désormais proche de zéro.

Malgré ces progrès, le continent se heurte toutefois encore à diverses difficultés structurelles.

Presque 78 % de la population d'Afrique subsaharienne vit dans la pauvreté, et 49 % en dessous du seuil de pauvreté (1,25 dollar par jour en 2010). L'Afrique sera probablement la seule région en développement à ne pas atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015, et elle aura également du mal à atteindre les autres objectifs. Un tiers seulement des Africains a accès à l'assainissement, et un autre tiers n'a pas accès à l'eau potable. Dans ces conditions, la lutte contre les maladies reste une rude bataille.

En outre, les difficultés rencontrées par les États fragiles, dont 200 millions d'habitants ont besoin d'un soutien constant, soulignent l'importance de l'aide au développement et la nécessité pour les donateurs d'inverser la tendance au recul de l'aide.

L'éducation et la création d'emplois sont aussi des priorités. Environ 40 millions de jeunes sont sans travail, leur taux de chômage avoisinant 25 % en Égypte et 50 % en Afrique du Sud. L'Organisation internationale du travail estime que l'Afrique a créé 73 millions d'emplois entre 2000 et 2008, dont 16 millions seulement en faveur des 15-24 ans.

Les inégalités posent également un grave problème, car les disparités de richesse en Afrique sont parmi les plus criantes au monde. En 2010, six des dix pays les plus inégaux au monde se situaient en Afrique subsaharienne. Même avec l'accélération de la croissance, ces inégalités ne se réduisent que lentement.

Les inégalités entre les sexes, dont l'Afrique subsaharienne détient le record, constituent un autre obstacle au progrès. La productivité et la croissance s'en ressentent. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, si les agricultrices avaient accès aux mêmes ressources productives que les hommes, la productivité agricole permettrait de sortir 150 millions d'individus de la faim.

L'Afrique doit transformer ses structures économiques pour que sa population bénéficie d'une croissance plus forte et plus inclusive. Mais comment parvenir à une telle transformation ?

Les ressources naturelles – énergétiques, minérales ou agricoles – du continent lui confèrent un solide avantage comparatif à partir duquel agir. L'OCDE préconise une action à quatre niveaux :

Le premier niveau consiste à adopter des mesures pour améliorer les infrastructures, la logistique et les qualifications, et favoriser le développement du secteur privé. Par exemple, si les problèmes d'infrastructure, de rareté de l'eau, de déficit des qualifications et de pénurie d'énergie étaient résolus en Afrique du Sud, le secteur minier pourrait connaître une croissance annuelle de 3-4 % jusqu'en 2020 et générer au moins 300 000 emplois.

Le deuxième niveau consiste à renforcer le secteur des ressources naturelles en investissant davantage dans des activités à valeur ajoutée et dans le savoir-faire, pour générer plus de recettes publiques et plus d'emplois pour les Africains.

Le troisième niveau implique une gestion plus efficace et durable des ressources naturelles, mettre en place une fiscalité transparente et équitable, promouvoir la concurrence et lutter contre la corruption publique et privée.

Le quatrième niveau consiste à accroître la productivité agricole et développer les interactions avec les industries extractives.

L'heure est venue pour l'Afrique d'une meilleure utilisation de ses ressources naturelles et d'une croissance plus inclusive. L'OCDE est engagée à travailler avec les responsables africains. Nous pouvons partager notre expérience et aider à formuler des politiques meilleures par le dialogue et nos forums mondiaux. Avec les mesures et l'approche stratégique appropriées, les progrès sociaux et économiques récents pourraient augurer d'une prospérité constante et durable en Afrique.

[www.observeurocde.org/angelguria](http://www.observeurocde.org/angelguria)

[www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral](http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral)



Mazzur. Licence accordée à Shutterstock.com

## Avertissement sur le prix du carbone –

L'élimination complète des émissions atmosphériques dues aux combustibles fossiles doit être l'objectif de la deuxième moitié du siècle, selon le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría. Lors d'une conférence en octobre à la London School of Economics, M. Gurría a estimé qu'une transformation du système énergétique mondial s'imposait si les pays espèrent contenir le changement climatique. « Nous ne devons pas ramener les émissions nettes à zéro demain, mais nous allons devoir nous placer sur la bonne trajectoire », a-t-il déclaré.

Selon le rapport *Climate and carbon: Aligning prices and policies*, publié à l'occasion de la conférence, les gouvernements doivent veiller à ce que leurs politiques permettent d'atteindre les objectifs climatiques, surtout au moment où s'engagent les négociations en vue d'un nouvel accord sur le changement climatique en 2015. « Des progrès sont nécessaires sur tous les fronts, mais plus particulièrement sur celui de la tarification du carbone », a souligné M. Gurría, qui s'en est pris aux subventions en faveur de la prospection, la production et l'utilisation d'énergies fossiles. Le discours entier, intitulé *Le défi climatique : objectif zéro émission*, est disponible sur [www.oecd.org](http://www.oecd.org) et [www.oecdobserver.org](http://www.oecdobserver.org).

## – et les risques liés à l'eau

Le changement climatique aggrave également les risques liés à l'eau. En 2050, plus de 40 % de la population mondiale sera soumise à un fort stress hydrique, et 20 % sera exposée aux risques d'inondation, qui menaceront 45 000 milliards USD d'actifs. La pollution de l'eau est également en hausse.

Les gouvernements doivent s'attaquer à ces défis, souligne le rapport *La sécurité de l'eau pour une vie meilleure*.

« Nous sommes prévenus : ces risques augmentent indubitablement », a rappelé le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría, lors de la Semaine mondiale de l'eau en septembre à Stockholm. « Nous devons maintenant nous armer de stratégies de gestion des risques pour éviter les pénuries d'eau et les pollutions, et nous protéger contre les sécheresses et les inondations menaçant les vies humaines, les écosystèmes et les économies ».

Voir [www.oecd.org/eau](http://www.oecd.org/eau)

## Économie

Les grandes économies avancées connaissent une reprise modérée, d'après la **dernière évaluation intermédiaire** de l'OCDE. La zone euro est sortie de la récession, bien que la production reste faible dans plusieurs pays.

Selon les **indicateurs avancés** d'octobre, la croissance se redresse aux États-Unis, au Japon et dans l'UE, et fléchit légèrement en Chine, où elle pourrait renouer avec son rythme tendanciel. Ces indicateurs montrent une possible amélioration au Brésil, en Russie et en Inde. Les indicateurs composites avancés de l'OCDE reposent notamment sur les carnets de commandes, les permis de construire et les taux d'intérêt à long terme, et donnent une indication fiable des tendances et revirements de l'activité économique.

L'**inflation** dans la zone OCDE s'est élevée à 1,7 % entre août 2012 et août 2013, contre

## Verbatim

### Piqûre de rappel

Le plus choquant, c'est que nous perdons notre capacité à trouver des traitements. Presque plus aucun médicament contre les maladies neurologiques ne sort des laboratoires.

Pr. Henry Markram, « Search for dementia cure is fading fast », *The Times*, 19 octobre 2013

### L'Europe fait feu de tout bois

L'Union européenne est le premier importateur mondial de bois d'œuvre. Selon le World Wildlife Fund, jusqu'à 19 % de ces importations pourraient provenir de sources illicites.

Ulrike Haupt, in D+C monthly, octobre 2013 ; voir DandC.eu

### Égalité de traitement

On est en droit de penser que l'égalité à laquelle aspirent les femmes n'est pas celle, strictement numérique, du 50-50 imaginé par les bureaucrates, les chercheurs et bon nombre de féministes [...] Les partisans de cette symétrie quantitative feraient mieux d'envisager le progrès sous l'angle des aspirations des femmes, et non de celles que leur prêtent des feuilles de calcul.

Kay Hymovitz, « Do women really want equality? » in *Time*, 4 septembre 2013

### Évasion fiscale

Au cours des deux seules journées du sommet de Saint-Pétersbourg, 1,7 milliard d'euros se seront envolés vers les paradis fiscaux. Une somme qui suffirait à financer la moitié du budget national 2013 du Sénégal.

Communiqué de presse d'Oxfam appelant le G20 à lutter contre l'évasion fiscale avant le sommet de Saint-Pétersbourg, 4 septembre 2013.

2 % dans l'année précédant juillet 2013. Ce ralentissement est dû essentiellement au net coup de frein du renchérissement de l'énergie (1,7 % sur un an en août, contre 4,5 % en juillet). Les prix de l'alimentation ont légèrement fléchi, à 2,1 % sur un an en août, contre 2,2 % en juillet. Hors prix de l'alimentation et de l'énergie, le taux d'inflation annuel de la zone OCDE est resté globalement stable, à 1,6 % en août.

Le **commerce de marchandises** a ralenti dans la plupart des grandes économies au deuxième trimestre 2013. En glissement trimestriel, la valeur des importations et exportations de marchandises de l'ensemble des pays du G7 et des BRICS a perdu respectivement 1,4 % et 1,8 %.

Le **taux de chômage** de la zone OCDE, à 7,9 % (soit 47,8 millions de chômeurs), est resté inchangé en août par rapport à juillet. Aux États-Unis, il s'est replié de 0,1 point de pourcentage, à 7,3 %, tandis qu'il grimpeait



## Pays en bref

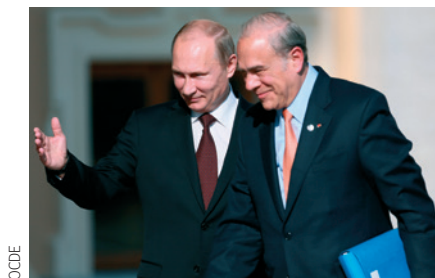
La générosité de la **Suède** la classe au deuxième rang des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui réunit les principaux donateurs du monde. L'an dernier, les apports d'aide publique au développement (APD) du pays se sont élevés à 5,24 milliards USD, soit 0,99 % de son revenu national brut (RNB). Le CAD a félicité la Suède de prévoir son budget afin que celui-ci atteigne l'objectif de 1 % d'APD/RNB chaque année depuis le dernier examen par les pairs, et ce dans une situation de crise mondiale.

D'après l'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE établi par l'OCDE, le régime juridique applicable aux investissements étrangers au **Costa Rica** est plus ouvert que la moyenne des 57 pays pris en compte. L'examen par l'OCDE de la politique d'investissement du Costa Rica indique que les entrées d'investissement direct étranger dans le pays ont progressé à un rythme impressionnant de 13 % en moyenne par an pendant la dernière décennie.

L'**Angleterre** devrait élargir l'offre de formation professionnelle postsecondaire pour répondre à l'évolution des besoins des étudiants et des employeurs, préconise l'OCDE dans un nouveau rapport. Le pays dispose d'un vaste système universitaire de qualité délivrant des licences en trois ans, mais les étudiants ne sont pas assez nombreux dans les filières professionnelles plus courtes.

de 0,3 point de pourcentage au Japon, à 4,1 %. Dans la zone euro, le taux de chômage est resté élevé en août, à 12 %, après avoir baissé de 0,1 point de pourcentage en juillet. Le taux de chômage des jeunes est resté stable, à 16 %.

Parallèlement, le **taux d'emploi** a progressé de 0,1 point de pourcentage dans la zone OCDE sur un trimestre. Il reste toutefois 1,4 point de pourcentage en dessous de son niveau du deuxième trimestre 2008, avant l'éclatement de la crise financière. Aux États-Unis, il s'est stabilisé à 67,3 % des personnes en âge de travailler, mais il a progressé en Allemagne (73,3 %) et au Japon (71,5 %). Si toutes les catégories de population ont vu leur taux d'emploi augmenter au



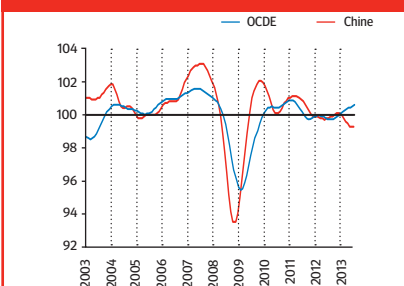
OCDE

Le Président russe Vladimir Poutine accueille le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría au G20 de Saint-Petersbourg, 6 septembre 2013

En **Irlande**, l'économie montre des signes de redressement encourageants après la crise financière mais il faut encore intensifier les efforts pour redynamiser la croissance et créer les emplois qui permettront au pays de recouvrer pleinement la santé, selon la dernière *Étude économique de l'Irlande* de l'OCDE et un nouveau rapport, *Local Job Creation: How Employment and Training Agencies Can Help*. Bien qu'ayant récemment baissé, le chômage demeure très préoccupant, à plus de 13 % de la population active.

En octobre, la **Suisse** est devenue le 58<sup>e</sup> pays à signer la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. La **Chine** a également signé la Convention en août. Tous les pays du G20 ont à présent pleinement tenu l'engagement qu'ils avaient pris lors du Sommet du G20 à Cannes de signer la Convention et de se diriger vers l'adoption de l'échange automatique de renseignements comme nouvelle norme internationale

### Indicateurs avancés de l'OCDE et de la Chine



Source : OCDE

T2 2013, celui des jeunes reste 0,2 point de pourcentage en deçà du niveau d'il y a un an.

Voir [www.oecd.org/fr/statistiques](http://www.oecd.org/fr/statistiques)

## Culture financière

Selon un rapport, les individus ont besoin de mieux comprendre les questions financières pour améliorer leur bien-être et la stabilité de l'économie. Publié lors du G20 de Saint-Petersbourg, *Advancing National Strategies for Financial Education* fait état d'un faible niveau de culture financière chez les consommateurs ; les personnes interrogées lors de plusieurs enquêtes reconnaissent se sentir perdues en matière de produits financiers. Selon le rapport, seize pays mettent en œuvre des stratégies d'éducation financière, notamment des programmes scolaires, conformes aux principes formulés par l'OCDE et son Réseau international sur l'éducation financière.

## Soutien croissant à l'agriculture

Les grands pays agricoles ont accru leur soutien public à l'agriculture en 2012, rompant avec des années de réduction des aides après avoir atteint des planchers absolus en 2011. Le soutien public aux producteurs s'élève en moyenne à un sixième des recettes agricoles brutes dans les 47 pays couverts par le rapport *Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013*.

## Importance des chaînes de valeur

Selon le rapport OCDE-OMC-CNUCED *Implication of Global Value Chains for Trade, Investment, Development and Jobs*, la réussite sur les marchés internationaux dépend autant de la capacité à importer des intrants de grande qualité que de celle à exporter : les intrants intermédiaires représentent plus de deux tiers des échanges de produits manufacturés et 70 % des échanges de services à l'échelle mondiale.

## Best of

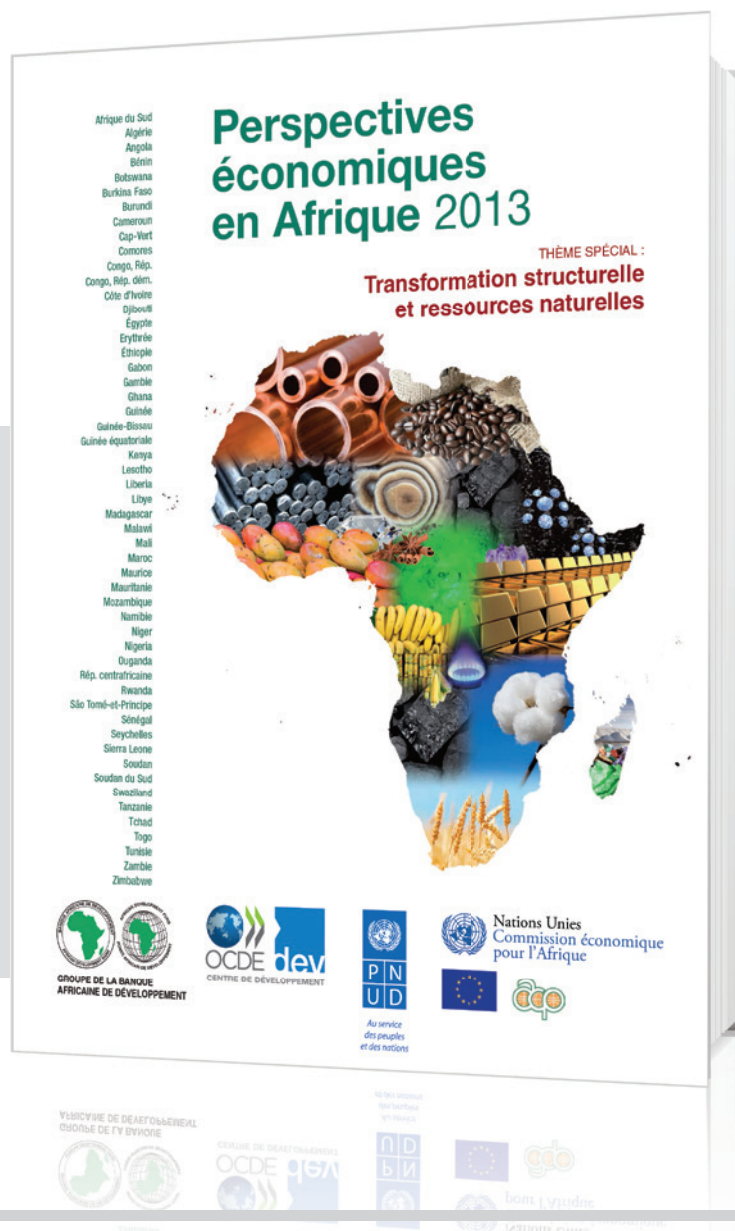
Si quelques-uns d'entre eux [les pays moins développés] ont un secteur privé fortement développé, les ressources publiques et privées sont généralement mal administrées et des possibilités de développement restent souvent inexploitées. Malheureusement, il ne semble pas qu'il existe de procédé simple ou rapide pour venir à bout de ces insuffisances par le seul recours aux moyens locaux.

Sherwood Fine,  
"La croissance économique dans les pays moins développés", n° 5, août 1963

 **L'Observateur**

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

# Perspectives économiques en Afrique 2013



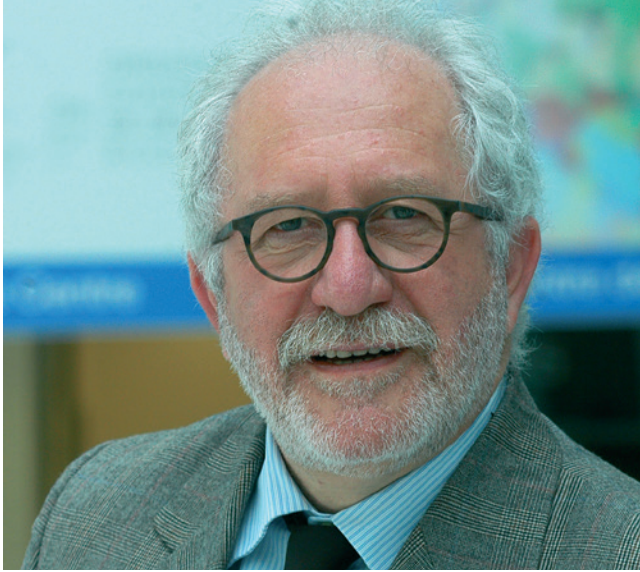
Consultez l'ouvrage et commandez-le sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)





# L'Afrique doit transformer l'essai

Mario Pezzini, Directeur, Centre de développement de l'OCDE



Centre de développement de l'OCDE

**À en juger par les gros titres des médias, l'heure est à l'afro-optimisme. Assistons-nous au décollage économique de l'Afrique ? Le projet *Perspectives économiques en Afrique*, fruit d'un partenariat de plus de dix ans entre le Centre de développement, la Banque africaine de développement, le PNUD et la Commission économique pour l'Afrique, propose une analyse contrastée de cette « émergence ».**

Depuis le début des années 2000, le produit intérieur brut (PIB) réel du continent croît chaque année en moyenne de 5,1 %. C'est deux fois plus que la décennie précédente, et le PIB par tête des pays africains croît au moins deux fois plus vite que celui des pays de l'OCDE. Cette tendance positive de moyen terme a néanmoins connu deux accidents : en 2009, lorsque la demande des pays de l'OCDE taclés par la crise économique et financière mondiale a chuté, et, en 2011, quand le « printemps arabe » a soudainement gelé la croissance de la Tunisie, de l'Égypte et de la Libye (voir le graphique). Dépendance à l'égard des marchés étrangers et fragilité politique et sociale restent ainsi des risques majeurs. Mais à chaque fois, la croissance rebondit.

Quels sont les ressorts de ce dynamisme ? La démographie est un premier facteur clé. L'Afrique est le plus jeune continent du monde, avec 200 millions de 15-24 ans, qui deviendront 400 millions en 2045. Depuis 2010, les Africains sont officiellement plus d'un milliard, dont quelque 300 millions ont un revenu supérieur à 2 dollars par jour, la demande intérieure est ainsi l'un des principaux moteurs de la croissance dans les pays africains en 2012.

Par ailleurs, les économies africaines sont, dans l'ensemble, pacifiées et mieux gérées. Le nombre et l'intensité des conflits violents reculent dans les années 2000 par rapport à la décennie précédente, et la part des manifestations et des grèves progresse au détriment de la part des

violences politiques. Les élections démocratiques, plus ou moins libres et transparentes, deviennent la règle. Nombre d'économies africaines bénéficient d'une efficacité accrue dans la gestion macroéconomique, soutenue par l'annulation partielle ou totale des dettes souveraines. En outre, une nouvelle génération de cadres contribue à dynamiser la gestion des entreprises et des administrations.

Enfin, et surtout, l'Afrique profite depuis les années 1990 du « basculement de la richesse mondiale » et de l'envolée soutenue du niveau de la demande et des prix mondiaux des matières premières qui l'accompagne. Dans la décennie 2000, alors que s'emballe la croissance des grandes économies émergentes, leurs besoins en énergie, minerais, terre arable, bois, etc. a explosent. Les exportations d'Afrique vers l'Europe sont multipliées par deux, celles vers la Chine par douze. Les investissements étrangers, dopés par la disponibilité d'une épargne mondiale abondante, affluent dans les mines et

« Les exportations d'Afrique vers l'Europe sont multipliées par deux, celles vers la Chine par douze

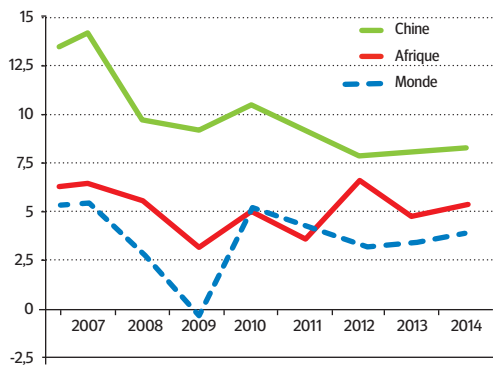
l'agriculture, mais aussi dans les infrastructures et les services nécessaires à leur exploitation. Les autres secteurs de l'économie bénéficient d'un effet d'entraînement.

« Vous dites chaque année que l'Afrique s'enrichit, mais mes parents qui vivent là-bas continuent de souffrir ! Où est-elle, cette croissance ? ». Cette question d'une participante à l'édition 2008 du Forum économique international sur l'Afrique campe bien le débat : si la richesse s'accumule plus vite en Afrique, peut-on parler pour autant d'une accélération durable du développement du continent au bénéfice de tous les Africains ? Sur le front de l'emploi, le bilan de cette décennie de croissance africaine est en fait décevant. Les jeunes souffrent particulièrement du chômage, du sous-emploi et de la précarité. D'après le BIT, la croissance a certes permis de créer 63 millions d'emplois entre 2000 et 2007, mais dans le même temps ce sont 96 millions de jeunes (15-24 ans) qui entraient sur le marché du travail. La croissance n'est donc ni assez forte ni assez diversifiée pour absorber les 10 à 12 millions de jeunes qui grossissent chaque année les rangs des demandeurs d'emplois. Nos travaux conjoints avec l'institut de sondage Gallup (World Poll) montrent d'ailleurs qu'une fois pris en compte les « découragés », qui ne se déclarent pas comme sans emploi, la part des jeunes africains sans emploi double par rapport aux statistiques officielles, de 18 à 40 millions environ.

Les causes de cette situation sont à chercher à la fois du côté de l'offre et de la demande de travail. Tout d'abord, les systèmes scolaires et de formation n'offrent pas les compétences et les aptitudes dont ont besoin les entreprises en Afrique, ou qui permettraient aux jeunes de développer leur propre entreprise de manière viable. En Égypte, par exemple, environ 1,5 million de jeunes sont sans emploi, quand, dans le même temps, les entreprises du secteur privé ne parviennent pas à pourvoir 600 000 postes vacants. En Afrique du Sud, on dénombre 3 millions de jeunes ayant quitté l'école et sans emploi,

## Au-dessus de la moyenne

Croissance moyenne du PIB réel africain 2007-2012



Source : Perspectives économiques en Afrique 2013 ; FMI 2013

et 600 000 diplômés de l'enseignement supérieur en recherche d'emploi, alors qu'il y a 800 000 postes vacants pour lesquels les entreprises ne trouvent pas les profils adéquats.

Mais ce sont surtout les obstacles au développement du secteur privé local qui freinent la demande de travail : coût élevé et qualité médiocre de l'énergie et des infrastructures, difficulté d'accès au crédit et aux marchés, corruption, continuent d'être dénoncés par les opérateurs économiques comme autant d'obstacles à leur croissance et à leur compétitivité.

Ainsi, l'Afrique va mieux dans l'ensemble, mais le changement pour le plus grand nombre se fait attendre. Le problème vient à la fois du rythme et de la structure de la croissance. Le rythme, d'abord :

les épisodes de décollage économique nécessitent des niveaux de croissance à la fois élevés et stables sur une longue période ; or les quelques 5 % en moyenne auxquels ont crû les économies africaines pendant une dizaine d'années, en tenant compte du fait qu'elles partaient de très bas et que la population continue d'augmenter à un rythme de 2 à 3 % par an, restent très en-deçà des 30 ans de croissance à 10 % que la Chine vient de connaître dans le contexte de la politique de l'enfant unique.

La structure ensuite : maintenir durablement une trajectoire de croissance dynamique, plus créatrice d'emplois, suppose deux phénomènes. D'une part l'essor de nouvelles activités plus productives – comme l'industrie manufacturière ou les services à haute valeur ajoutée – et d'autre part le déplacement des ressources et de la main-d'œuvre des secteurs traditionnels – tels que l'agriculture familiale ou le petit commerce informel – vers ces nouvelles activités. La transformation structurelle se produit lorsque les deux phénomènes ont lieu simultanément, entraînant une hausse de la productivité globale, et avec elle une amélioration des salaires et de la qualité des emplois. La trajectoire de l'économie mauricienne au cours des 30 dernières années du XX<sup>e</sup> siècle en est une illustration, qui à la culture du sucre a ajouté la manufacture de vêtements destinés à l'exportation avant de développer un secteur de services à haute valeur ajoutée, notamment dans le tourisme et le secteur bancaire.

Les conditions pour un décollage économique sont plus favorables que jamais en Afrique. Il reste aux économies du continent à mobiliser et valoriser davantage leur capital humain et leurs ressources naturelles. C'est au prix d'ambitieuses réformes structurelles et de politiques industrielles d'un genre nouveau que les économies africaines transformeront l'essai de la décennie de croissance écoulée.

Voir [www.africaneconomicoutlook.org/fr](http://www.africaneconomicoutlook.org/fr)

# Commandez dès maintenant !

Soyez toujours au-devant des grands enjeux de notre temps. Depuis 1962.

S'abonner à L'Observateur de l'OCDE, c'est aussi recevoir chaque année L'Annuel de l'OCDE.

Envoyez-nous le bon de commande **page 60**, abonnez-vous sur [www.observateurocde.org/abonnement.html](http://www.observateurocde.org/abonnement.html) ou écrivez-nous à [observer@ecd.org](mailto:observer@ecd.org)





# Les défis de l'Afrique

Entretien avec Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement (BAD)



AIDB

**L'économie africaine a connu une forte expansion ces dernières années. Êtes-vous confiant pour l'avenir ?**

Le continent a effectivement enregistré une croissance remarquable. Le PIB a triplé depuis l'an 2000, et sept des dix économies dont la croissance est la plus rapide se trouvent en Afrique. Nous prévoyons une croissance d'au moins 6 % en 2013. Mais nous ne devons pas confondre croissance économique et transformation économique.

Le défi actuel majeur est celui de la viabilité – les indicateurs du développement humain sont trop bas, il reste de sérieuses poches de fragilité et, à l'échelle du continent, nous nous heurtons aux limites du déficit d'infrastructures. Mais nous avons identifié certaines tendances lourdes qui, si nous savons les gérer, me rendent très confiant pour l'avenir : ressources naturelles, démographie, technologie, et la capacité de l'Afrique à profiter des nouveaux pôles mondiaux de croissance.

Notre population grandit (de 2,2 % par an, le double de l'Asie) et notre urbanisation est rapide (40 % aujourd'hui, 70 % d'ici 2050). La cartographie géologique permet de découvrir de nouvelles richesses naturelles, et les technologies de l'information continuent de faire avancer l'Afrique à grands pas, la révolution du téléphone mobile facilitant l'accès à l'information et réduisant les coûts des entreprises.

Cependant, le dividende démographique n'est pas une prédestination, il dépend de ce qui est réalisé aujourd'hui.

**Quels sont les deux ou trois principaux défis auxquels est confronté le développement économique de l'Afrique ?**

L'emploi et l'inclusion. Bien que nos économies connaissent la croissance, elles ne créent pas suffisamment d'emplois. C'est pourquoi la Banque africaine de développement a bâti sa stratégie pour 2013-2022 sur ces deux défis importants : veiller à ce que la croissance déjà forte soit partagée, durable et créatrice d'emplois. Autrement dit, nous voulons une croissance qui crée des opportunités pour tous, sans épuiser le capital naturel, terrestre ou marin, ni la biodiversité. Gardons à l'esprit que l'empreinte écologique du continent a progressé de 250 % en 50 ans.

Cette situation est due en grande partie à la politique et aux problèmes concrets de réduction du déficit de financement des infrastructures, lequel est estimé à 50 milliards USD par an pour les dix prochaines années et nous coûte 2 % de croissance chaque année. Seuls 33 % des Africains ont accès à des équipements sanitaires, 40 % à l'électricité et 66 % à l'eau potable, et nous avons beaucoup de mal à trouver des solutions transnationales pour nos besoins en matière d'infrastructures.

Nous ne ménages pas nos efforts pour trouver des solutions. Le projet visant à lancer en 2013 le fonds Africa50 (essentiellement financé par des banques centrales et des fonds souverains africains) est un témoignage supplémentaire montrant que l'Afrique prend en charge l'avenir de son développement économique.

**L'an prochain marquera le vingtième anniversaire du génocide au Rwanda. En tant que Rwandais, quelles leçons économiques peuvent être tirées, selon vous, pour le Rwanda, l'Afrique et le monde ?**

Le Rwanda revient de loin, notamment grâce aux efforts de sa population et à l'aide de ses partenaires. Son évolution se poursuit comme celle d'autres pays. Quelles sont les leçons ? J'en vois trois. Premièrement, aussi mauvaises que puissent être les conditions de départ, un pays peut réussir si sa population est déterminée. Deuxièmement, et contrairement à ce que l'on dit souvent, l'aide étrangère est utile lorsqu'elle est correctement utilisée, notamment dans les phases précoces de développement, comme cela a été le cas en Corée. Troisièmement, il n'existe pas de boîte à outils standard pour reconstruire un pays : l'histoire et l'environnement jouent leur rôle, mais chaque pays doit tracer son propre chemin.

Voir [www.afdb.org](http://www.afdb.org)



# Afrique : maximiser les ressources naturelles\*

Jan Rielaender, Centre de développement de l'OCDE

**Depuis 13 ans, l'Afrique connaît une progression phénoménale, avec un rythme de croissance impressionnant (en moyenne 5,1 % du PIB par an), et bien supérieur à celui de la plupart des pays de l'OCDE. Pour certains, cet essor n'est que le reflet de la récente flambée des prix des ressources naturelles, la plupart des prix des produits de base (agricoles, minéraux et énergétiques) ayant doublé, voire triplé sur la période. Selon eux, la croissance africaine s'essouffera dès lors que ces prix baisseront, comme c'est le cas actuellement.**

Ce point de vue est erroné à double titre. Premièrement, les ressources naturelles et l'amélioration des termes de l'échange ne représentent qu'un tiers de la croissance africaine : une part conséquente, mais pas de quoi faire des ressources naturelles l'unique moteur de la croissance du continent. De fait, les progrès de l'Afrique reposent en grande partie sur la productivité. Les nouveaux indicateurs utilisés dans les *Perspectives économiques en Afrique 2013* montrent une croissance de près de 3 % de la productivité du travail en Afrique dans les années 2000, dont près de la moitié provient de l'orientation vers de nouvelles activités, plus productives. Par comparaison, la croissance de la productivité de l'Amérique latine est inférieure à 1 %.

Deuxièmement, non seulement les ressources naturelles de l'Afrique ne sont pas le moteur exclusif de sa croissance, mais elles y contribuent moins qu'elles ne le pourraient. Les produits agricoles constituent un exemple frappant : l'Afrique représente 24 % des terres

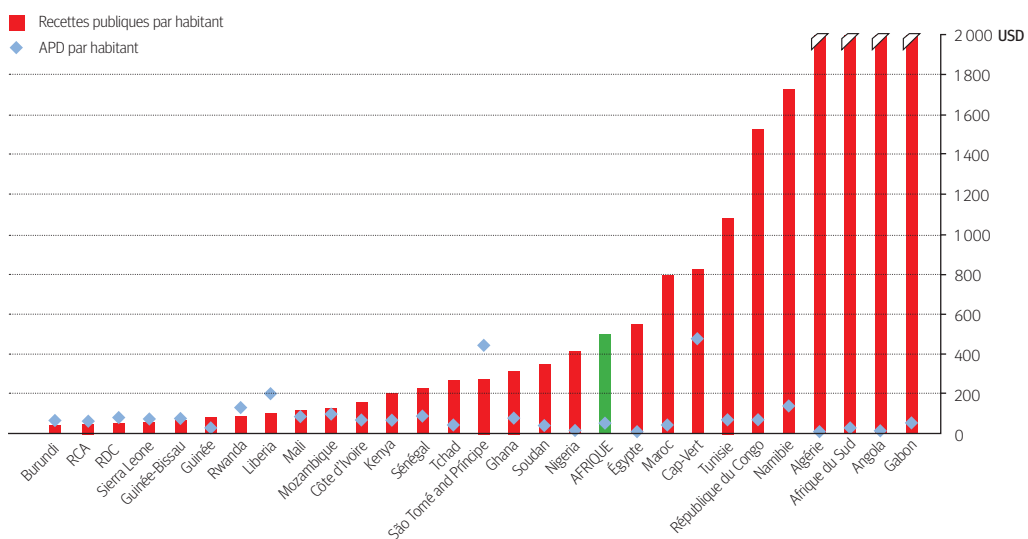
agricoles mondiales, mais seulement 9 % de la production agricole. Dans l'exploration minière, les dépenses sont restées inférieures à 5 USD par km<sup>2</sup>, contre 65 USD en moyenne au Canada, en Australie et en Amérique latine.

En d'autres termes, le tableau de la croissance de l'Afrique et de ses ressources naturelles est complexe : d'un côté les fondements de la croissance sont bien plus diversifiés qu'on ne le croit souvent, de l'autre, l'Afrique n'a pas su tirer pleinement parti de l'abondance de ses ressources naturelles. Si elle l'avait fait, la croissance globale aurait été plus forte et la transformation structurelle aurait créé des emplois plus nombreux et meilleurs.

Certes, il peut paraître logique que, pour asseoir son développement, un pays se détourne de l'exploitation des ressources naturelles pour privilégier la construction de capacités de production. Pourtant, bien gérées, les ressources naturelles peuvent exercer un rôle déterminant dans la transformation de l'économie, en jouant sur trois leviers : la diversification, les capacités et les revenus.

La diversification, qui désigne essentiellement l'éventail et la variété des produits exportés par un pays, est un important moteur de croissance dans les pays en développement. Les ressources naturelles peuvent constituer une source de diversification importante. Ainsi, le Chili a réinvesti les revenus du cuivre dans de nouveaux produits agricoles, comme le saumon, qu'il n'exportait pas auparavant. La Malaisie investit les revenus du pétrole dans la sylviculture et l'huile de palme, et développe des industries très performantes. L'Indonésie a

## Une part réduite pour l'aide Aide et recettes publiques par habitant en Afrique en 2011



Source : Centre de développement de l'OCDE et al. (2013), Perspectives économiques en Afrique

Seuls huit pays africains perçoivent toujours, par habitant, davantage d'aide que de recettes fiscales. Si l'Afrique était un seul et même pays, elle aurait perçu, par habitant, dix fois plus de recettes fiscales que d'aide. Trente-deux pays collectent moins de 365 USD par an et par habitant. Des recettes fiscales si faibles ne permettent pas de fournir des services publics adaptés. Certains pays, dont l'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Angola et le Gabon, perçoivent plus de 2 000 USD par an et par habitant. Ils bénéficient tous de ressources abondantes.

Note : Les recettes publiques recouvrent les impôts directs et indirects, l'impôt sur les sociétés, d'autres impôts et les recettes non fiscales.



## « Nous sommes désormais un acteur incontournable dans le développement des énergies renouvelables en Afrique subsaharienne »



Entretien avec **Thierno Bocar Tall**, PDG de La Société Africaine de Biocarburants et des Énergies Renouvelables (SABER)

### Pouvez-vous nous présenter brièvement la SABER ?

La Société Africaine de Biocarburants et des Énergies Renouvelables est une initiative africaine débutée en 2009 afin de lutter de manière efficace contre les effets négatifs du changement climatique, promouvoir et développer des projets dans le domaine de l'énergie renouvelable en Afrique. C'est une holding dont les actionnaires sont 14 États et 6 institutions financières, et

utilisé les revenus pétroliers pour fournir des engrais aux agriculteurs et cultiver de nouvelles cultures, posant ainsi les bases de la révolution verte du pays.

Pierre angulaire de la transformation structurelle, les capacités d'un pays représentent son savoir-faire et ses compétences technologiques ou la qualité de ses services publics dans des domaines comme les infrastructures, l'éducation ou la santé, etc. Les pays dont la production de ressources naturelles est forte et diversifiée ont davantage de possibilités de développer leurs capacités. Ainsi, l'Afrique du Sud, qui fournissait des outils simples à ses mineurs, s'est développée au point de devenir un fournisseur de l'industrie extractive mondiale compétitif au niveau mondial. Le Chili a développé un savoir-faire local en adaptant les technologies d'extraction aux conditions locales, et le Nigeria est en passe de créer une industrie d'amont pour les secteurs liés aux ressources naturelles.

Les capacités font le lien entre la production de produits de base et la diversification au sens large. En moyenne, plus un pays exporte de produits de base non transformés de façon concurrentielle, plus il exporte de produits manufacturés de façon concurrentielle. Ainsi, l'Afrique du Sud exportait 46 produits de base en 2005 et 197 produits finaux manufacturés en 2010. L'Angola n'exportait que du pétrole de façon concurrentielle en 2005, et 24 produits finaux manufacturés en 2010.

Le troisième levier, les revenus, représente le principal avantage des industries extractives à court et moyen termes. Les revenus issus de

qui comprend deux divisions principales : une facilité d'assistance technique et un fonds d'investissement, le Fond Africain pour les Énergies Renouvelables (FAER). La SABER a le statut d'organisation internationale. Le Fonds, qui sera lancé à la fin de l'année, est adossé à la Banque africaine de développement (BAD). Il a pour mission de prendre des participations en capital minoritaires dans des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

### En quoi consiste votre activité ?

La SABER a apporté une assistance technique et a aidé à la mobilisation des fonds pour l'implantation de lampadaires solaires en Sierra Leone et au Togo. Par ailleurs, nous avons travaillé avec la Communauté électrique du Bénin (CEB), qui fournit de l'électricité au Togo et au Bénin, pour la construction de deux centrales solaires de 5 MW chacune dans ces pays. En outre, nous sommes le partenaire et l'agence d'exécution de l'Union économique et monétaire de l'Afrique occidentale (UEMOA) pour le Programme de Développement des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique (PRODERE). Notre mission est d'identifier et d'étudier des projets, d'élaborer les dossiers d'appels d'offres et d'accompagner les gouvernements dans l'exécution. Trois domaines ont été retenus : les lampadaires solaires, l'électrification rurale par kits solaires ou mini-centrales solaires, photovoltaïques et l'installation de lampes à basse consommation (LBC/LED). Au total, nous avons une cinquantaine de projets en cours.

Sponsorisé par



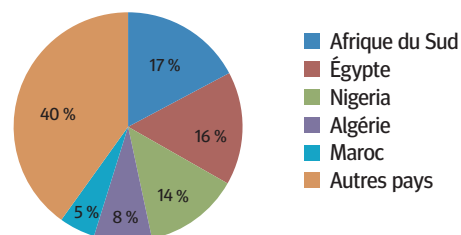
la production minière et pétrolière peuvent financer de nombreux éléments déterminants d'une transformation structurelle (éducation, santé, infrastructures, services publics...).

Ainsi, plutôt que d'abandonner l'exploitation de leurs ressources naturelles, les pays africains devraient s'appuyer sur les avantages offerts par celles-ci, et en saisir les opportunités pour diversifier leur économie.

\*Adapté d'un article paru sur le blog OECD Insights, le 27 mai 2013, à l'occasion du lancement des *Perspectives économiques en Afrique 2013* (voir [www.oecdinsights.org](http://www.oecdinsights.org)). Pour plus d'informations, contacter Jan Rielaender à l'OCDE.

### Une richesse inégale

% du PIB total de l'Afrique en 2011



En 2011, cinq pays représentaient 60 % du PIB de l'Afrique : l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Nigeria, l'Algérie et le Maroc.

Source : Centre de développement de l'OCDE et al. (2013), Perspectives économiques en Afrique

# Le défi jeunes de l'Afrique



Reuters/Finbarr O'Reilly

La population africaine, la plus jeune du monde, connaît une croissance démographique rapide : le nombre d'habitants âgés de 15 à 24 ans, dépassant actuellement 200 millions, aura doublé en 2045. Les prochaines décennies verront arriver sur le marché du travail des centaines de millions de jeunes de toutes qualifications.

Selon l'Organisation internationale du travail, seuls 16 des 73 millions d'emplois créés en Afrique entre 2000 et 2008 étaient occupés par des jeunes âgés de 15 à 24 ans. L'emploi des jeunes se heurte essentiellement à un problème de qualité des emplois et des candidatures dans les pays à faible revenu, et à un problème de quantité dans les pays à revenu intermédiaire. Dans les premiers, les jeunes occupent majoritairement des emplois précaires (par exemple dans l'extraction des métaux des terres rares) ou sont des travailleurs pauvres, alors que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, ils sont plutôt au chômage, au chômage partiel ou inactifs. Facteur aggravant pour l'emploi des jeunes en Afrique : ceux-ci sont davantage touchés par le découragement que par le chômage. Les conséquences en termes de pauvreté sont notables, puisqu'environ 72 % des jeunes Africains vivent avec moins de 2 dollars par jour.

Mais quelles sont les sources d'emplois ? Ni le secteur public ni le secteur privé formel, qui pourtant se développe, ne peuvent absorber cet afflux de jeunes demandeurs d'emploi. Principale source d'emplois offrant un salaire de subsistance, les entreprises privées ont toutefois besoin de soutien pour se développer, gagner en compétitivité et *in fine* créer des emplois.

Le secteur informel et le secteur agricole resteront de loin les principaux créateurs d'emplois. Il appartient aux pouvoirs publics d'engager les mesures permettant de lever les obstacles auxquels les nombreuses petites entreprises informelles sont confrontées, afin qu'elles se développent et créent des emplois.

Prenons l'exemple de la vente ambulante, part importante des nouveaux emplois urbains en Afrique subsaharienne. Dans ce secteur informel, les travailleurs jouissent rarement d'un emplacement attiré, et sont traqués par la police, les municipalités et les grossistes. Ces derniers tirent souvent profit de leur position de force pour contraindre les vendeurs de rue à leur emprunter de l'argent à des taux très élevés.

Face à ces difficultés, les marchands ambulants de certains pays se sont organisés, voire participent à l'aménagement urbain. À Dar es Salaam et à Durban, les associations de vendeurs ambulants ont établi de bonnes relations avec les autorités municipales ; des permis de travail leur ont été délivrés, et des infrastructures leur ont été réservées dans des lieux centraux.

Autre problème majeur : l'incapacité des écoles et centres de formation à dispenser aux jeunes Africains les compétences et savoir-faire recherchés par les employeurs. Cela étant, le principal obstacle à surmonter reste généralement la faible demande de main-d'œuvre.

Les pouvoirs publics doivent se montrer plus actifs à cet égard. Il existe certes des programmes publics consacrés à l'emploi des jeunes, mais leurs résultats sont peu concluants. En cause, une

## Les marchands ambulants se sont organisés et participent même à l'aménagement urbain

méconnaissance de ce qui fonctionne et de ce qui est inopérant, en raison d'une profonde pénurie de données disponibles sur l'emploi en Afrique, et d'un déficit fréquent de coordination entre les organismes publics.

Si les perspectives à court terme sont peu encourageantes, l'horizon à long terme semble devoir s'éclaircir, pour autant que les gouvernements africains s'attaquent vraiment aux difficultés rencontrées par les jeunes.

La dynamisation des secteurs économiques en plein essor et la création d'emplois passeront par les leviers d'opportunités que sont l'optimisation de l'éducation, les nouvelles technologies et l'urbanisation rapide. C'est paradoxalement dans les secteurs informel et agricole, longtemps considérés comme des freins, que l'on trouve le plus souvent cet esprit d'entreprise sans lequel les perspectives d'emploi des jeunes ne peuvent croître. Les pouvoirs publics doivent désormais s'employer à exploiter cette ressource.

### Références

BAFD, OCDE, PNUD, CEA-ONU (2012), *Perspectives économiques en Afrique 2012 : promouvoir l'emploi des jeunes*, Paris.

Jütting, J. et J. de Laiglesia (2009), *L'emploi informel dans les pays en voie de développement : une normalité indépassable ?*, Études du Centre de développement, Paris.

Cet article est initialement paru dans *L'Observateur de l'OCDE* n° 292, T3 2012

## Les réformes de la Banque centrale du Nigeria favorisent un environnement macroéconomique robuste et contribuent à la stabilité financière



**Mallam Sanusi Lamido Sanusi**  
Gouverneur de la Banque centrale du Nigeria

La Banque centrale du Nigeria (CBN, Central Bank of Nigeria) a commencé en 2004 un exercice de consolidation des politiques visant à renforcer les banques et à en faire des pivots du développement économique. Grâce à des fusions-acquisitions et à l'augmentation de l'apport en capital, qui est passé de 2 à 25 milliards de nairas (minimum), le nombre de banques a été réduit de 89 à 25 en 2005, un nombre qui devrait bientôt atteindre 24. En outre, l'apport en capital total du secteur est passé de 3 à 5,6 milliards de dollars américains.

En décembre 2006, la CBN a introduit un cadre basé sur un taux d'intérêt flexible et a fait des taux directeurs sa cible opérationnelle. Ce nouveau cadre a permis à la CBN d'adopter des mesures proactives pour contrer les pressions inflationnistes. L'adoption du « corridor » des taux d'intérêt a permis de réfréner les fluctuations importantes des taux interbancaires et de développer le marché monétaire de manière ordonnée.

Toutefois, la crise financière de 2008/2009 a fragilisé certains des avantages acquis puisque la plupart des banques ont été exposées à des problèmes d'illiquidité et d'asymétrie des échéances dus à la baisse des capitaux étrangers, à la cession de portefeuilles par les banques sur le marché boursier et aux prêts sur marge, qui ont créé une bulle sur les valeurs bancaires.

Par conséquent, en 2009, la Banque centrale du Nigeria a initié des politiques visant à renforcer le secteur bancaire. Ces politiques s'articulent autour de quatre piliers fondamentaux : améliorer la qualité des banques, établir une stabilité financière, assainir le secteur financier et s'assurer que le secteur financier contribue à l'économie réelle.

Afin d'améliorer la qualité des banques, la Banque centrale du Nigeria a entrepris de remédier aux lacunes en matière de création de rapports, de mise en application, de gouvernance d'entreprise et de gestion des risques. La surveillance basée sur le risque a été introduite parallèlement aux réformes du cadre réglementaire et aux initiatives en matière de protection et d'information des consommateurs.

Pour renforcer la stabilité financière, un cadre macroprudentiel a été établi pour garantir que les effets contracycliques des politiques fiscales gouvernementales et que la tendance à la baisse sur le marché des capitaux n'ont pas d'impact sur la stabilité macroéconomique. Par ailleurs, le modèle bancaire universel introduit en 2001 a été remplacé par un nouveau modèle dans lequel les

banques ne sont pas autorisées à investir dans les filiales non bancaires. Le secteur a également été segmenté en plusieurs divisions (national, international, régional, rehaussement de crédit et banques spécialisées) aux besoins variés en termes de capitaux.

L'AMCON (Asset Management Corporation of Nigeria) a été créé en 2010 pour soutenir la stabilité du système financier. L'AMCON est un mécanisme de résolution polyvalent dont l'objectif est de racheter les actifs non performants des banques, d'injecter les capitaux nécessaires via l'émission d'obligations et de favoriser les fusions-acquisitions ainsi que l'injection de capitaux par de nouveaux investisseurs. Jusqu'ici, l'AMCON a racheté plusieurs milliards de nairas d'actifs toxiques aux banques en difficulté dans lesquelles la CBN est intervenue, leur a fourni des liquidités et a facilité leur recapitalisation.

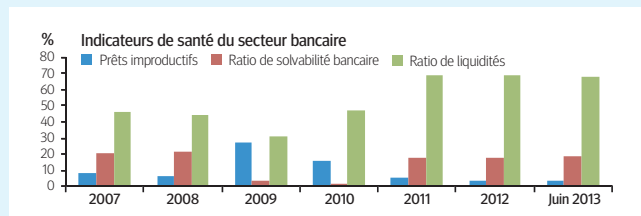
La CBN, en collaboration avec d'autres parties prenantes, a mis en place un certain nombre de politiques, recommandations et initiatives visant à renforcer le système des paiements. À cet égard, la CBN a introduit en 2011 la politique de paiement « sans numéraire » et a commencé sa mise en œuvre en avril 2012 à Lagos.

### RESULTATS

#### L'environnement macroéconomique

Les efforts de réforme ont eu un impact positif sur l'environnement macroéconomique. La croissance du produit intérieur brut a atteint 6,2 % en moyenne et les taux de prêt, même s'ils restent à deux chiffres, connaissent une tendance à la baisse. La CBN arrive également à contrôler l'inflation depuis 2009 grâce à sa politique monétaire.

La gestion efficace des opérations de change et des réserves extérieures a permis de stabiliser la valeur du naira et a fait du Nigeria une destination de choix pour les investissements étrangers. Les réserves de change brutes du Nigeria fin juillet 2013 atteignaient les 44,96 milliards de dollars américains.



#### Santé du secteur bancaire

La santé du secteur bancaire s'est considérablement améliorée depuis les réformes. Le ratio de solvabilité bancaire moyen du secteur atteignait 19,1 % fin juin 2013 par rapport au seuil mondial de 10 %. De même, le ratio capital de catégorie 1/actifs pondérés en fonction des risques a augmenté de 4,9 % fin décembre 2009 pour atteindre les 18,5 % à la fin du premier semestre 2013. La qualité des actifs mesurée par le ratio prêts improductifs/total des prêts du secteur s'est sensiblement améliorée tandis que le ratio de liquidités est resté élevé et supérieur au minimum stipulé pendant la période post-réformes, par rapport à la période pré-réformes.

Globalement, l'environnement macroéconomique nigérian reste solide et les perspectives sont positives. L'économie continue d'attirer les investisseurs étrangers et le système bancaire reste sain.

Sponsorisé par

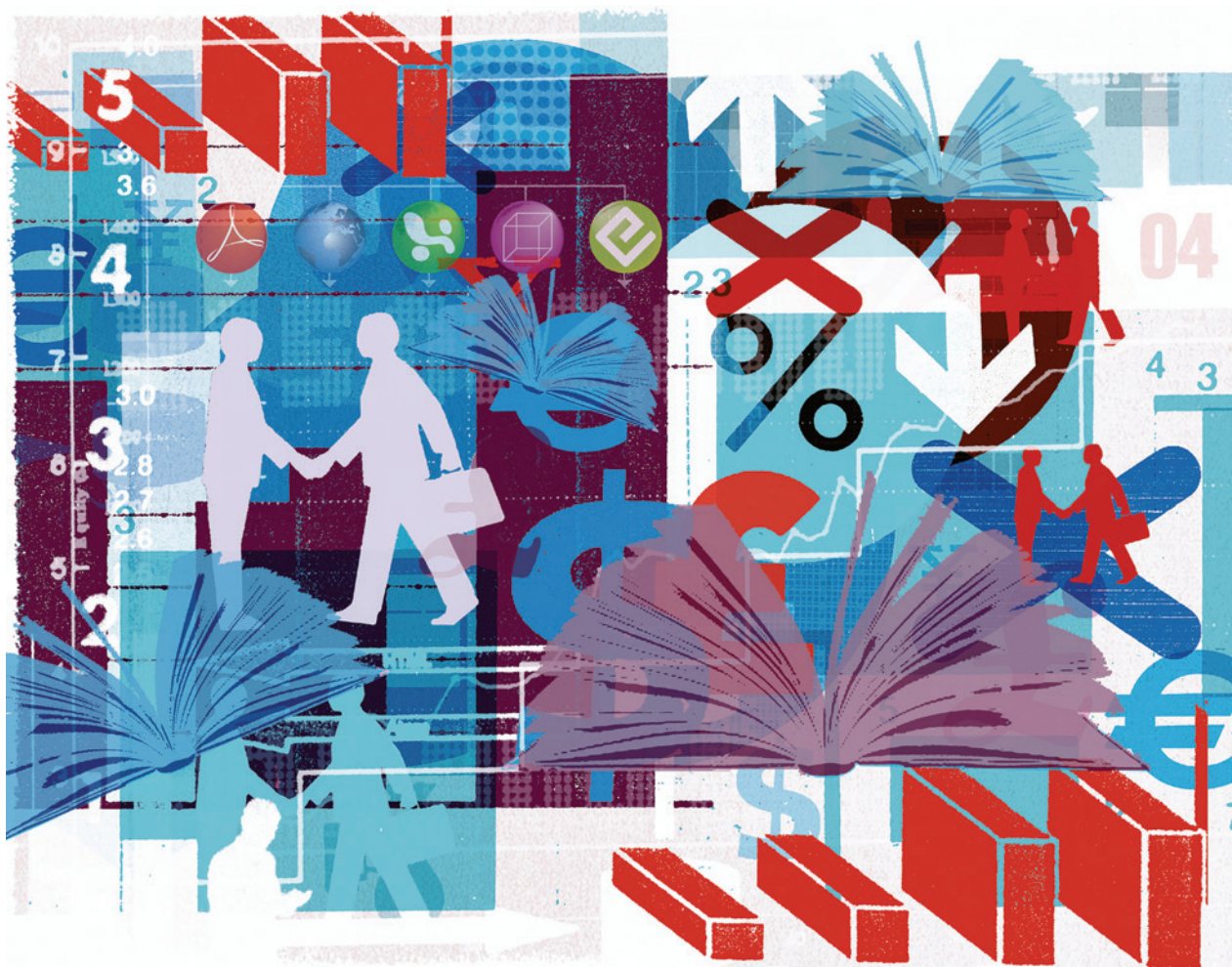




DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

# OECD*iLibrary*

## La bibliothèque en ligne de l'OCDE



[www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org)



## L'Université Internationale de Rabat, un nouveau modèle d'enseignement au Maroc

L'Université Internationale de Rabat (UIR) est devenue dès ses premières années d'existence un modèle d'établissement innovant bénéficiant d'une attractivité grandissante et d'une image de professionnalisme et de rigueur reconnue au niveau national et international. L'UIR une expérience inédite qui concrétise le 1<sup>er</sup> **Partenariat Public-Privé** dans le secteur de l'enseignement supérieur et la de recherche scientifique au Maroc et dans la Région MENA. Dans ce modèle, l'Etat et les partenaires institutionnels se sont engagés pour créer un nouveau modèle universitaire avec comme objectifs d'offrir des formations qui répondent aux besoins du marché du travail conformément aux orientations stratégiques des différents plans sectoriels du Maroc.

### L'UIR en chiffres

- 1, 2 milliard de DH d'investissements sur 5 ans,
- Un campus de 20 hectares,
- Plus de 24 brevets déposés,
- Capacité d'accueil de 5000 étudiants,
- Plus de 50 professeurs permanents de haut niveau issus de la diaspora marocaine à l'étranger ou mis à notre disposition par les partenaires académiques.
- Un réseau de plus de 50 partenaires académiques, institutionnels et industriels.

### Une université pluridisciplinaire, des formations de pointe

Les pôles de formation de l'UIR ont été définis sur la base des besoins exprimés par le marché du travail. L'UIR a ainsi choisi un positionnement innovant en décidant de former des étudiants dans des domaines alignés sur les plans sectoriels impulsés par le Maroc : Ingénierie des Transports, Energies, Offshoring, etc.

### Pôle Business, Management, Finance et Actuariat opérant en partenariat académique avec l'ESC Rennes et l'ISFA Lyon.

- Pôle Sciences Po Rabat en partenariat avec l'IEP de Grenoble ;
- Le pôle Electronique, Logistique, Informatique et télécommunications opérant en partenariat avec l'Université de Nantes;

- Le pôle Energies en partenariat avec l'Université de Lorraine ;
- Le pôle Ingénierie des Transports en partenariat avec Georgiatech, Atlanta, USA ;
- Le pôle Architecture en partenariat avec l'Université de Paris Est et l'Ecole d'Architecture de Nancy.

### Les nouveaux métiers au cœur du projet pédagogique de l'UIR

L'une des caractéristiques de l'UIR réside dans la diversité de son offre de formation qui est en adéquation avec les différentes stratégies sectorielles impulsées par le Maroc. En effet, la complémentarité des pôles d'enseignement et de recherche de l'UIR permettra à termes de répondre aux besoins du marché du travail dans des secteurs de pointe au Maroc.

L'UIR se distingue ainsi dans le paysage marocain par le développement de programmes de formation totalement adaptés aux nouveaux besoins du marché du travail :

- Actuariat
- Fiscalité
- Architecture
- Sciences Politiques et Juridiques
- Logistique
- Informatique
- Finance Islamique

*École supérieure d'Ingénierie de l'Énergie, ECINE* : S'appuyant sur la recherche de pointe, la création de l'ECINE (École supérieure d'Ingénierie de l'Énergie) par l'UIR répond aux besoins de formation de spécialistes de haut niveau dans le domaine des énergies renouvelables qui sont estimés à plus de 24 700 emplois.

*Ecole d'Ingénierie Aérospatiale* : Dédié à l'accompagnement et au développement des secteurs de pointe ainsi que pour répondre aux besoins en ingénieurs qualifiés, le pôle Aéronautique, Spatial, Automobile, Naval et Ferroviaire de l'UIR propose des formations d'excellence en phase avec les nouvelles technologies en matière de transports. Unique en son genre, ce pôle couvre un grand nombre de domaines de haut niveau.

### L'UIR : 1<sup>ère</sup> université au Maroc en termes de dépôt de Brevets

L'UIR s'appuie dans le cadre de ses activités de Recherche Développement Innovation (RDI) sur des partenariats industriels de renommée internationale et sur des projets de recherche impliquant des moyens importants, avec des partenaires locaux et internationaux. Les solutions innovantes résultant des activités de RDI menées par les chercheurs et par les étudiants de l'UIR ont donné lieu à plus d'une **vingtaine de brevets d'invention**. A ce titre, l'UIR a été classée par l'OMPIC première université marocaine en matière de brevets pour l'année 2012.

### Par ailleurs, différents contrats de recherche ont été signés par l'UIR avec des partenaires industriels de renom :

- US Army (USA)
- Jusung Engineering (Corée du Sud)
- Air Liquide (France)
- Thalès (France)

Sponsorisé par



# Matières premières

## Mieux valoriser les atouts locaux

Carolin Helmreich, Centre de développement de l'OCDE

Depuis quelques années, les matières premières sont l'un des principaux moteurs de la croissance africaine. Pourtant, curieusement, la contribution des ressources naturelles à la croissance du PIB de l'Afrique (+5 % en moyenne sur la dernière décennie) a été bien moins forte qu'elle n'aurait pu l'être. Le secteur primaire africain s'est certes développé, mais la part de son capital naturel dans le monde a reculé, passant de 11,5 % en 1995 à 8,5 % en 2005. D'autres régions du globe ont en revanche augmenté leurs réserves prouvées de ressources naturelles par une exploration plus intense et l'exploitation des nouvelles technologies, distançant l'Afrique. Cependant, les ressources jouent toujours un rôle prépondérant dans de nombreux pays africains : en 2011, les produits bruts et semi-finis représentaient environ 80 % des produits africains d'exportation, contre à peine 60 % au Brésil, 40 % en Inde, et 14 % en Chine.

Certes, l'Afrique pourrait réduire sa dépendance vis-à-vis des ressources naturelles. Mais elle pourrait aussi, dans l'intérêt de ses économies locales, en tirer bien plus de profit dans la phase de traitement des matières premières mais aussi plus en amont, en fournissant la logistique pour l'extraction des ressources.

Les entreprises locales peuvent par exemple fournir des biens et des services allant de la restauration à l'équipement de haute technologie pour l'exploitation minière. Les intrants nécessaires sont tellement variés que les producteurs locaux peuvent intégrer les chaînes d'approvisionnement à divers niveaux de complexité, selon leurs capacités.

Par le passé, on a souvent accusé les multinationales du secteur de ne pas associer les économies locales à leurs activités et de privilégier les chaînes d'approvisionnement internationales en place. Aujourd'hui, les conditions sont plus favorables à l'entrée d'acteurs locaux dans les chaînes de valeur des ressources. Les entreprises installées près de

Les entreprises à proximité des mines ont de nombreux atouts dans les appels d'offres

mines ont de nombreux atouts dans les appels d'offres : elles peuvent en effet proposer aux compagnies minières des produits de proximité répondant à leurs besoins et adapter les technologies disponibles aux spécificités des gisements locaux. Les grands groupes peuvent ainsi réduire les coûts associés à leurs chaînes d'approvisionnement tout en améliorant leurs relations avec les acteurs locaux et leur réputation internationale. Les entreprises locales y trouvent aussi leur compte : interagir avec les géants du secteur des matières premières leur facilite l'accès au savoir, à la technologie et aux capacités, qui peuvent être réinvestis dans d'autres secteurs.

L'Afrique du Sud, dont l'expertise technologique doit beaucoup à la coopération avec le secteur minier, est un bon exemple. Le transfert de connaissances a permis la création d'un réseau de fournisseurs pour le secteur local des métaux du groupe du platine (MGP), le plus gros consommateur mondial de biens et de services liés à ces métaux. Cette clientèle exigeante et la concurrence internationale ont fortement

contribué à améliorer la qualité des équipements et des services produits localement. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud est exportatrice nette d'équipements miniers et de services spécialisés de premier ordre.

D'autres pays peuvent, comme elle, promouvoir la participation locale aux chaînes de valeur des ressources au lieu d'importer des intrants intermédiaires, en faisant par exemple du recrutement prioritaire de travailleurs locaux une obligation légale. Ces travailleurs pourront ainsi se former aux technologies utilisées par les grands groupes, souvent étrangers, dont ils comprendront rapidement le fonctionnement et les besoins, connaissances précieuses pour ensuite créer des entreprises locales capables de fournir ces groupes. Lorsqu'un pays ne dispose pas d'une main-d'œuvre qualifiée suffisante, les entreprises étrangères se sentiront obligées d'investir dans la formation pour respecter les quotas d'emploi local. Le mécanisme est le même lorsque les entreprises sont tenues de se fournir localement. Il s'agit de définir des critères toujours plus exigeants et de demander aux entreprises du secteur des ressources naturelles d'expliquer comment elles entendent les satisfaire. On peut, par exemple, augmenter progressivement le pourcentage de sous-traitance locale requise et ainsi contraindre les géants du secteur à former davantage les fournisseurs locaux au respect de leurs normes.

En coopérant activement avec les pouvoirs publics, les entreprises du secteur des matières premières peuvent faciliter la promotion de réseaux de fournisseurs fiables et concurrentiels qui, une fois en place, permettront aux collectivités locales de profiter des avantages économiques (débouchés, emplois) dérivés de la production de ressources.

Au Mozambique, par exemple, le programme de renforcement des capacités des fournisseurs locaux Mozlink, conduit par la fonderie d'aluminium Mozal, la Société financière internationale et le Centre de promotion des investissements du Mozambique, est un succès. Au total, 45 fournisseurs locaux ont été formés et peuvent prétendre remporter des appels d'offres. Depuis, les dépenses d'exploitation de Mozal consacrées aux entreprises mozambicaines sont passées de 5 à 17 millions USD par mois. Le nombre d'entreprises locales fournissant Mozal a été multiplié par plus de six, passant de 40 à 250.

Hors d'Afrique, d'autres pays comme le Chili, la Malaisie et les États-Unis ont su tirer profit des entreprises étrangères et s'appuyer sur leurs ressources naturelles pour orienter leur économie vers des activités à plus forte valeur ajoutée. Comme quoi la malédiction ne vient pas des ressources elles-mêmes, mais de leur exploitation insuffisante.

### Références

- Jaspers, J. et I. Mehta (2008), *Developing SMEs Through Business Linkages, Mozal Aluminium and IFC*, Maputo et Washington, DC.
- Lydall, M. (2009), « Backward linkage development in the South African PGM industry: A case study », *Resources Policy* n° 34, p. 112-120.
- OCDE (2013), *Perspectives économiques en Afrique 2013 : Transformation structurelle et ressources naturelles*, Éditions OCDE
- Wright, G. et J. Czelusta (2007), « Resource-based growth: Past and present », in D. Lederman et W. F. Maloney (éd.) (2007), *Natural Resource: Neither Curse nor Destiny*, une publication conjointe de Stanford Economics and Finance (Stanford University Press) et de la Banque mondiale.



# De nouveaux concurrents pour la Chine ?

## Les partenaires émergents de l'Afrique

Jean-Philippe Stijns et Bakary Traoré, Centre de développement de l'OCDE



Aly Song/Reuters

**Si la Chine domine les échanges et l'investissement sur le continent africain, l'Inde et la Corée lui opposent une concurrence de plus en plus vive. Comment les pays africains peuvent-ils bénéficier de cette évolution ? Et quel rôle pour les partenaires traditionnels de la zone OCDE ?**

Lors d'une visite en Tanzanie, le nouveau président chinois Xi Jinping déclarait : « Que les pays soient riches ou pauvres en ressources, la Chine les traite de manière égale. » Voulait-il signifier « comme des égaux » de la Chine ?

Les activités de la Chine sur le continent africain sont réparties à parts égales entre exportations et importations. Pourtant, dans une tribune du *Financial Times* largement reprise, Lamido Sanusi, gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, déplorait la nature des liens noués entre l'Afrique et la Chine : « La Chine prend nos matières premières et nous vend des produits manufacturés. »

L'impact global du commerce entre la Chine et les pays africains est considéré comme positif, dans la mesure où son essor au début des années 2000 a coïncidé avec une nette accélération de la croissance des économies africaines. Néanmoins, les décideurs africains n'ont pas encore tous les outils nécessaires pour pouvoir négocier des accords commerciaux avantageux avec leurs partenaires, notamment la Chine. Et la prédominance de celle-ci dans les échanges avec les pays africains laisse à penser que l'Afrique ne tire pas encore pleinement profit de son vaste éventail de partenaires en matière d'échanges et d'investissement. Les dirigeants africains ne sont pas non plus en mesure d'empêcher que les échanges avec la Chine – ou avec n'importe quel autre pays, d'ailleurs – n'étouffent l'éclosion du marché intra-africain.

Les investissements réalisés en Afrique, y compris par les économies émergentes, restent concentrés sur les ressources naturelles. Ce qui est nouveau et intéressant, c'est que pour la deuxième année consécutive, les investissements Sud-Sud – entre pays en développement – représentent la plus grande part des investissements nouveaux annoncés en Afrique. Même s'ils ont reculé de 43,7 milliards USD en 2011 à 24,9 milliards USD en 2012, leur part dans les investissements entièrement nouveaux annoncés en Afrique a progressé de 53 % à

61 % sur la même période, ce qui tient notamment à un désintérêt des investisseurs des pays de l'OCDE frappés par la crise. Cette tendance a contribué à diversifier les partenaires commerciaux de l'Afrique.

Prenons l'exemple de l'Inde, dont le poids en termes d'échanges commerciaux et de flux d'investissement direct étranger ne cesse d'augmenter. L'Inde a dépassé la Chine en Afrique sur le front des investissements entièrement nouveaux entre 2003 et 2012, avec de nouveaux projets d'une valeur totale de 52 milliards USD, contre 45 milliards USD pour la Chine selon *fdimarkets.com*, une base de données mondiale dédiée aux investissements transnationaux entièrement nouveaux. L'Inde a dépassé la Chine non seulement en termes de volumes d'investissements, mais aussi de diversité. Outre les énergies fossiles, les produits chimiques, les métaux et l'agroalimentaire, les secteurs privilégiés par l'Inde comprennent aussi l'automobile, les télécommunications et l'énergie renouvelable. Les initiatives ne sont pas pilotées par l'État mais par des sociétés privées désireuses de s'implanter sur de nouveaux marchés. L'exemple le plus connu est celui du groupe Tata, dont la gamme d'activités s'étend de l'agro-industrie et de l'énergie, notamment renouvelable, aux produits de consommation et aux services financiers.

La Corée figure aussi parmi les nouveaux concurrents sur le continent africain. Depuis 2000, les échanges de la Corée avec l'Afrique ont enregistré l'une des croissances les plus dynamiques, pour s'établir à 25 milliards USD en 2011. En quelques années, la Corée s'est hissée parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique, juste derrière la Chine, l'Inde et le Brésil. La montée en puissance de la Corée repose davantage sur les exportations vers les pays africains, qui ont progressé plus de 2,5 fois plus vite que ses importations. Cela se reflète dans la qualité de ses échanges, principalement dans les ventes de matériel ferroviaire, secteur dans lequel la Corée est le premier partenaire de l'Afrique, largement devant l'UE ou la Chine. Les exportations coréennes de véhicules et d'équipement de télécommunications vers les pays africains ont également fortement progressé.

L'« intensité technologique » des exportations coréennes vers l'Afrique est en effet supérieure à celle de tout autre partenaire émergent. Environ 75 % des exportations coréennes sont composées d'équipements et de produits électroniques, contre 40 % pour la Chine. Samsung Electronics, la marque coréenne la plus célèbre, cherche à augmenter ses parts de marché en Afrique et cible un chiffre d'affaires de 10 milliards USD en 2015 (contre 3 milliards en 2012). La stratégie de Samsung est également axée sur la conception de produits plus adaptés au marché local. « Selon nous, c'est le bon moment pour commencer à investir sur le marché africain, compte tenu de sa population [...] 70 % des Africains ont moins de 30 ans, ce qui fait d'eux nos futurs clients », indiquait en 2012 George Ferreira, directeur général et vice-président de Samsung Electronics Africa. La société vient d'achever et d'inaugurer une usine de télévisions en Égypte, sa première base de production en Afrique (voir [www.samsung.com/eg](http://www.samsung.com/eg)).

En dehors des échanges avec des pays non africains, le commerce intracontinental représente une manne considérable, encore largement inexploitée. En termes de volume, le commerce intra-africain se classe déjà en 4<sup>e</sup> position, derrière les échanges avec l'UE, les États-Unis et la

Chine. Entre 2005 et 2010, il s'élevait à plus de 40 milliards USD par an, avec la part de produits manufacturés la plus élevée (67 %, contre 14 % pour les échanges Chine-Afrique).

Les importations de produits alimentaires pèsent plus dans les échanges intra-africains que la somme du pétrole, des minerais et des autres matières premières réunis. La croissance démographique et l'urbanisation grandissante offrent évidemment des opportunités considérables, notamment dans l'agro-industrie. À mesure que le commerce intra-africain et la classe moyenne progressent, le potentiel du secteur bancaire augmentera également. Mais il reste beaucoup à faire pour exploiter ces opportunités. Dans un premier temps, il faut optimiser les infrastructures transfrontalières, notamment dans le transport ferroviaire, routier et aérien, et dans les télécommunications. Et il faut réduire les taxes aux frontières. L'action publique devrait encourager libéralisation des échanges, des investissements et de la circulation entre tous les pays africains. Le renforcement des liens et de la coopération entre les régions permettrait aussi à l'Afrique de négocier des accords commerciaux plus avantageux sur le plan international, en obtenant notamment un meilleur accès à ses principaux marchés d'exportation. Une harmonisation du droit des affaires est aussi indispensable.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est un bon exemple de la manière dont les pays africains

peuvent collaborer et renforcer leur avantage concurrentiel. L'Afrique doit s'inspirer de ces meilleures pratiques pour se renforcer et convaincre les entreprises du monde entier non seulement de faire des affaires, mais aussi d'apporter des améliorations concrètes en transférant davantage de leurs compétences et de leur savoir-faire, et en contribuant aux infrastructures stratégiques. Si la part de marché des pays de l'OCDE peut avoir été affaiblie par les partenaires émergents, le volume du commerce et des investissements réalisés en Afrique reste important et croît de nouveau après avoir diminué au début de la crise financière. La structure des échanges des partenaires traditionnels est en grande partie complémentaire à celle des partenaires émergents, ce qui est dans l'intérêt de l'Afrique puisque cette complémentarité étend et diversifie ses opportunités en termes d'échanges et d'investissement. Résultat : une plus grande diversité de partenaires en concurrence pour saisir des opportunités plus nombreuses sur des marchés africains plus ouverts et plus sûrs, et, partant, plus de pays africains réellement traités sur un pied d'égalité.

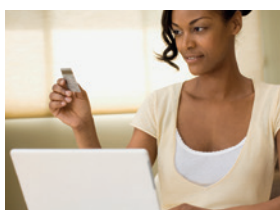
#### Références

Centre de développement de l'OCDE et al. (2011), *Perspectives économiques en Afrique*, Banque africaine de développement, OCDE, PNUD et Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Sanusi Lamido (2013), « Africa must get real about Chinese ties », *Financial Times*, 11 mars 2013, <http://on.ft.com/YWmyxm>.



**PARTAGEZ LE NOUVEL  
ÉLAN ÉCONOMIQUE  
DE LA CÔTE D'IVOIRE**



**FORUM INTERNATIONAL  
DES INVESTISSEMENTS  
EN CÔTE D'IVOIRE**  
29 JANVIER-1er FEVRIER 2014 - ABIDJAN

UN ÉVÉNEMENT ORGANISÉ PAR LE **CEPICI**

Tél. : (225) 20 31 14 00 - BP V 152 Abidjan 01 / Infoline ICI2014 : 20 31 14 46

Site web : [www.cepici.gouv.ci](http://www.cepici.gouv.ci) / [www.ici2014.com](http://www.ici2014.com)

# Vers de nouveaux objectifs mondiaux

Jon Lomoy, Directeur, Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE



**Un monde exempt d'extrême pauvreté n'est pas une utopie mais un objectif réalisable. Pour y parvenir, nous devons d'urgence relever certains défis, notamment celui de revoir nos objectifs de développement.**

Ces dernières décennies, des milliards de personnes ont vu leur qualité de vie s'améliorer considérablement. En 2010, ils étaient 700 millions de moins qu'en 1990 à souffrir de la faim, et la population pauvre dans le monde a diminué de plus de moitié. L'accès à l'enseignement primaire, à l'eau potable et aux soins de santé de base a été considérablement amélioré dans le monde. Un effort de développement concerté à l'échelle mondiale, galvanisé par les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), a certainement contribué à ces avancées, tout comme l'émergence de nouveaux

marchés et de progrès technologiques qui facilitent l'investissement et les échanges mondiaux.

Cependant, à y regarder de plus près, la réalisation des objectifs de développement n'est pas acquise. Si de nombreux pays – la Chine, bien entendu, mais aussi le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud – ont obtenu des résultats exceptionnels au cours des décennies passées, d'autres, partant d'un niveau nettement plus bas, ont un plus long chemin à parcourir. Des pays fragiles et très pauvres comme la Guinée, la Guinée-Bissau et le Sierra Leone en Afrique commencent à progresser mais restent extrêmement pauvres, selon un récent rapport de la Banque mondiale : en Afrique subsaharienne, 48 % de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour. Selon ce rapport, la plupart des OMD ne seront pas atteints dans les États fragiles en 2015.



L'économie mondiale a considérablement changé depuis 2000. L'augmentation de la production dans les pays développés et émergents pose de graves problèmes environnementaux. Les inégalités ont progressé à l'intérieur des pays et entre ceux-ci, compromettant la cohésion sociale et la stabilité, comme en témoignent les manifestations au Brésil, en Égypte ou même en Suède. La guerre continue de ruiner les espoirs de développement de millions de personnes et les pays fragiles ou touchés par un conflit ont les plus grandes difficultés à réaliser les OMD. Des progrès sont clairement nécessaires.

Les OMD ont permis de préparer les esprits, de rassembler les forces collectives et d'attaquer de front le problème du développement une fois pour toutes. Ils ont rallié les gouvernements, les organisations internationales et la société civile mondiale autour d'objectifs communs, simples et clairs. « Les objectifs nous aident à définir notre vision », notait le rapport de l'OCDE de 1996, *Façonner le XXI<sup>e</sup> siècle*, qui a contribué à lancer le processus international ayant conduit à la définition des huit OMD : combattre l'extrême pauvreté et la faim, réduire la mortalité infantile, lutter contre les maladies, assurer la scolarisation primaire universelle, promouvoir l'égalité hommes-femmes, améliorer la santé maternelle, assurer la viabilité écologique et bâtir un partenariat mondial au service du développement. Depuis cette époque, l'OCDE soutient les OMD.

L'échéance pour les OMD a été fixée à 2015. Ils ne seront peut-être pas complètement atteints d'ici là et auront inévitablement attiré des critiques, mais cela ne signifie pas que nous pouvons nous en détourner. Au contraire, il faut les améliorer et les adapter. Des efforts internationaux sont en cours pour créer un cadre de développement fondé sur des objectifs pour l'après-2015, et l'OCDE, avec son expertise et son expérience, continue de jouer un rôle actif. Ce nouveau cadre devra s'appuyer sur les points forts des OMD et remédier à leurs faiblesses, mais également les amener à un nouveau niveau. Le monde a changé depuis 2000, de même que nos besoins, nos analyses et nos attentes.

Ce ne sera pas chose facile. Le programme d'action pour un développement durable souligne la nécessité d'intégrer les dimensions sociale, économique et environnementale. Aider les plus exclus, faire face aux effets dévastateurs des conflits et de la violence, et venir à bout du chômage, sont les éléments clés d'un cadre d'action mondial, fondé sur des objectifs, pour l'après-2015. Ces objectifs devront couvrir, de manière claire et suffisante, les multiples aspects de la pauvreté, des inégalités, de l'inclusion et de l'égalité hommes-femmes. Enfin, le nouveau cadre devra tenir compte des nouvelles géographies de la croissance, de la pauvreté et du pouvoir, des nouveaux acteurs du développement, des nouvelles ressources et capacités technologiques, et des interdépendances toujours croissantes, éléments tous présents dans la Stratégie de l'OCDE pour le développement.

#### Le rôle de l'OCDE

Notre monde est de plus en plus globalisé et les pays de l'OCDE sont des acteurs clés de son avenir. Au cœur des activités de notre Organisation, la coopération pour le développement est un élément

## Coopération fiscale



Sunday Ogunbesan, du Service fiscal fédéral du Nigeria, signe la Convention modifiée concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, en présence du Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría, en mai 2013. La Convention facilite la coopération internationale pour un meilleur fonctionnement des lois fiscales nationales, tout en respectant les droits fondamentaux des contribuables. Les autres pays signataires africains incluent le Ghana, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Tunisie. L'OCDE mène de vastes initiatives de coopération fiscale en Afrique.

Voir [www.oecd.org/fr/ctp/echange-de-renseignements-fiscaux](http://www.oecd.org/fr/ctp/echange-de-renseignements-fiscaux)

essentiel de notre mission fondatrice, « répondre aux espoirs des pays moins développés », comme l'a formulé le Président Kennedy dans son discours sur l'état de l'Union en 1961. Nombreux sont les domaines dans lesquels l'OCDE est convaincue de pouvoir changer les choses en soutenant le nouvel ensemble d'objectifs, buts et indicateurs.

Les statistiques constituent le premier de ces domaines. Pour réaliser un ensemble d'objectifs, il est nécessaire de suivre les progrès accomplis à l'aide de données fiables et solides. L'OCDE se fonde sur son expertise en matière d'évaluation du financement du développement pour dresser un tableau général plus complet des nouvelles modalités de l'aide. Parallèlement, elle travaille avec les pays en développement pour renforcer leurs systèmes statistiques dans le cadre du Partenariat statistique au service du développement au XXI<sup>e</sup> siècle (PARIS21). Elle contribue aussi à répondre aux demandes grandissantes de mesures permettant de saisir la complexité de la pauvreté et des inégalités avec l'indicateur du Vivre mieux et l'indice « Institutions sociales et égalité hommes-femmes » (ISE).

L'expertise de l'OCDE en matière d'élaboration des politiques devrait également être utile au regard de certains problèmes complexes mentionnés ci-dessus. Les gouvernements peuvent faire appel à l'expérience de l'OCDE pour mettre la croissance verte au cœur du développement, relever des défis complexes comme l'égalité hommes-femmes et les droits des femmes, ou bien promouvoir l'éducation avec le programme PISA au service du développement. Les travaux de l'OCDE sur la Cohérence des politiques au service du développement (CPD) peuvent contribuer à ce que les décisions prises

dans un domaine ne compromettent pas les objectifs fixés dans un autre, comme l'inclusion ou le changement climatique.

Lorsque la gouvernance est faible ou que la violence et la guerre sèment le chaos, l'OCDE aide à bâtir des institutions et des mécanismes de responsabilisation efficaces par l'intermédiaire du Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (INCAF), au centre des objectifs de construction de la paix et de renforcement de l'État. La mise en œuvre de l'expertise de l'OCDE concernant la mobilisation des ressources intérieures stimule déjà le développement dans des pays aussi différents que la Colombie, le Kenya ou le Viet Nam.

L'OCDE va mettre ce véritable arsenal d'instruments et d'analyses au service du développement dans l'après-2015. Par exemple, l'Organisation va lancer une « alliance pour le partage des connaissances » afin d'ouvrir plus largement aux pays partenaires son expertise interdisciplinaire et ses réseaux de pairs. Elle continuera de soutenir le Partenariat mondial pour le développement et de demander des comptes à ses pays membres concernant leurs engagements, tout en les aidant à améliorer leurs efforts de coopération pour le développement.

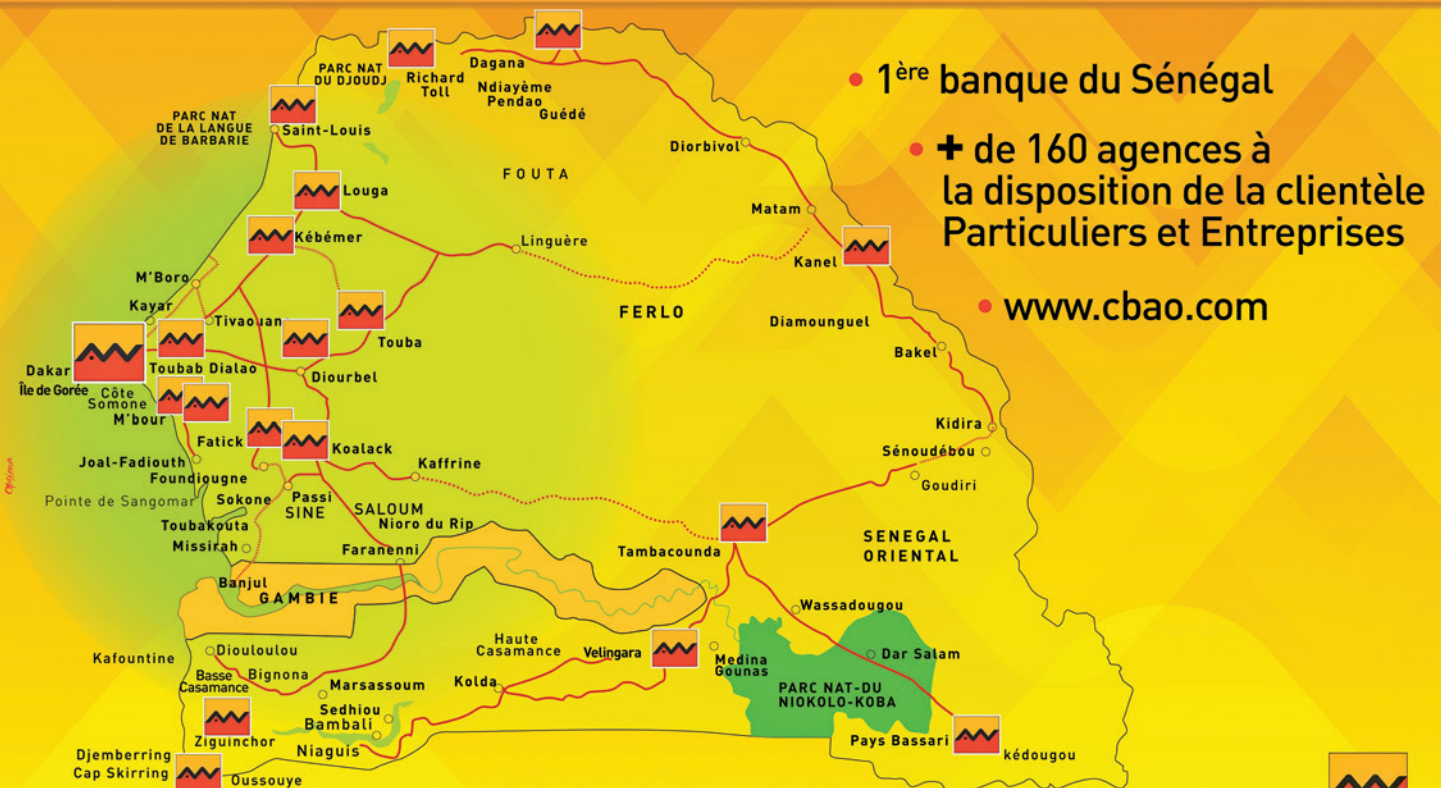
Les OMD ont peut-être déçu beaucoup d'observateurs, mais nous avons toujours su que leur réalisation serait un défi majeur. Cette expérience a été difficile mais a ouvert des perspectives pour l'avenir. Si les nouveaux chiffres se confirment, les OMD auront défini des cibles que même les pays les plus pauvres peuvent s'efforcer d'atteindre.

Comme l'a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, la pauvreté constitue la menace systémique ultime. Notre génération a réellement la possibilité d'éliminer cette menace. En mobilisant les ressources et l'expertise collectives, en coopérant pleinement et ouvertement les uns avec les autres, avec l'engagement des pays développés et en développement devenus partenaires, nous parviendrons à faire de notre vision une réalité. C'est une occasion que l'OCDE est déterminée à saisir.

#### Références

- OCDE *et al.* (2000), *Un monde meilleur pour tous*, [http://paris21.org/better\\_world-for-all](http://paris21.org/better_world-for-all)
- Banque mondiale (2013), « Objectifs du Millénaire pour le développement : la Banque mondiale relève des progrès dans 20 États fragiles », disponible sur [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)
- Annan, Kofi ; Köhler, Horst *et al.* (2000), « A better world for all », *OECD Observer* n° 223, octobre, disponible sur [www.oecdobserver.org](http://www.oecdobserver.org)

## CBAO Groupe Attijariwafa bank, partout au Sénégal



- 1<sup>ère</sup> banque du Sénégal
- + de 160 agences à la disposition de la clientèle Particuliers et Entreprises
- [www.cbao.com](http://www.cbao.com)



# Sahel : en quête de sécurité

Anna Pietikainen, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest



Trevor Gittrelly. Licence accordée à Shutterstock.com

**Le développement humain et économique souffre de l'insécurité et des conflits. La région saharo-sahélienne est confrontée à certains des plus grands périls de sécurité mondiale, qui compromettent gravement sa stabilité et son développement. La crise de 2012-2013 au nord du Mali, certes localisée dans un seul pays, illustre en réalité des difficultés endémiques qui transcendent les frontières. Nous examinons ici certaines des options politiques susceptibles d'y mettre fin.**

Le nouveau président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, a pris ses fonctions le 4 septembre 2013. Avec son élection renaît l'espoir de voir le nord du pays tourner le dos à l'instabilité, la violence et l'extrémisme pour s'ouvrir à la démocratie et au développement. Dans les 18 mois précédant l'élection, le Mali a été en proie à un soulèvement séparatiste, suivi d'un coup d'État et de l'instauration de la charia dans le nord, puis finalement, en août 2013, de l'expulsion des djihadistes par une intervention militaire internationale.

**En quoi la situation malienne est-elle symptomatique des enjeux de toute la région ?**

Cette difficulté à engager une démarche de développement et à imposer l'autorité de l'État sur de larges étendues faiblement peuplées, aux institutions fragiles, se retrouve dans toute la région du Sahel. La région du septentrion malien, qui comprend Tombouctou, Kidal et Gao, représente deux fois la superficie de l'Allemagne et compte 1,6 habitants au km<sup>2</sup>, soit à peu près la densité de la Mongolie, pays le moins peuplé du monde. Cette zone pâtit depuis longtemps de sous-développement économique et de sous-investissement, d'où une marginalisation des populations et des territoires.

Les réseaux criminels qui prospèrent dans la région saharo-sahélienne alimentent la corruption et se sont largement infiltrés dans l'économie légale, souvent informelle. Depuis le début des années 2000, le défaut d'État fournit un contexte idéal à la transformation de la région en plateforme majeure pour tous les trafics : cocaïne et autres stupéfiants d'Amérique latine, armes, cigarettes et êtres humains. L'enlèvement



de ressortissants étrangers est notamment un moyen de financement des bandes criminelles.

Avec l'arrivée de réseaux terroristes dans cette zone, la situation des populations s'est encore dégradée, et les sources légales de liquidités – tourisme et investissement – se sont taries. Suite au développement des activités d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) de l'Algérie vers les pays limitrophes, et à la prolifération d'autres groupes terroristes et criminels en l'Afrique de l'Ouest et au Sahel, le Pentagone considère désormais la région comme « le nouveau front de la guerre contre le terrorisme ». Depuis le renversement du régime Kadhafi, l'arrivée massive au Nord-Mali d'armes et de combattants venus de Libye a aggravé une situation déjà explosive.

Une seule voie est possible : investir à long terme dans le développement et les mécanismes de sécurisation du nord du Mali et de toute la région. La population, essentiellement rurale, tirait traditionnellement sa subsistance de l'agriculture et du pastoralisme. En 2010, les plaines irriguées au sud de Tombouctou produisaient

Les populations d'Afrique du Nord sont plus riches que celles d'Afrique sub-saharienne, mais elles disposent de moins d'eau, de terres arables et pastorales

20 % de la production nationale de riz. En rétablissant la stabilité et en investissant, cette production pourrait être beaucoup plus importante et faire du Nord-Mali le grenier du reste du pays.

Pour instaurer une stabilité durable, il faut que les zones saharo-sahéliennes soient valorisées et habitées. Les troupeaux doivent être au cœur des stratégies de stabilisation. Le pastoralisme offre le double avantage d'être adapté à l'environnement et de compenser la faible densité démographique. Le pastoralisme nomade ne s'arrête pas aux frontières de la région sahéenne et forme un tissu relationnel complexe qui couvre une zone beaucoup plus vaste, allant jusqu'à l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale. Il s'inscrit aussi dans les relations commerciales, très intéressantes économiquement et politiquement, entre les pays du littoral et du nord de l'Afrique.

Des accords commerciaux, tels que celui qui devrait associer le Maroc et l'Union économique et monétaire ouest-africaine, peuvent stimuler les échanges de produits agricoles et faciliter les investissements nord-africains au sud du Sahara. Ils contribuent aussi au développement d'infrastructures comme les routes transsahariennes qui permettront une présence plus durable de communautés plus stables. Les populations d'Afrique du Nord sont en moyenne plus riches que celles d'Afrique sub-saharienne, mais elles disposent d'infiniment moins d'eau, de terres arables et pastorales. De tels accords sont bénéfiques aux les deux parties et devraient être poursuivis.

Bien sûr, il faudra aussi recourir à des moyens de sécurisation plus traditionnels – à condition qu'ils s'inscrivent dans une logique régionale et soient adaptés à des interlocuteurs non-étatiques. Le

Comité d'état-major opérationnel conjoint regroupant l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger, de même qu'un certain nombre de mécanismes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, sont déjà des instruments opérants pour la coopération et le partage des ressources. Les dispositifs existants devront être complétés et renforcés.

Enfin, il faut resserrer le contrôle et la surveillance anti-blanchiment, pour repérer et réprimer les flux d'argent qui proviennent des trafics et les alimentent. Privés d'accès aux services financiers, les réseaux criminels seront nécessairement affaiblis, et avec eux leur pouvoir de nuisance pour la stabilité régionale et mondiale.

### CSAO

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est un groupe d'organisations régionales d'Afrique de l'Ouest, de pays et d'organisations internationales travaillant ensemble au développement et à l'intégration de la région ouest-africaine.  
[www.oecd.org/swac](http://www.oecd.org/swac)

### Références

Colloque sur le complexe « Sécurité et développement » en Afrique de l'Ouest : Défis régionaux, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE, juin 2012.

OCDE (2013), *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest. Conflits liés aux ressources et terrorismes : deux facettes de l'insécurité*, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

OCDE (2012), *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest. Risques sécuritaires globaux et l'Afrique de l'Ouest : les enjeux du développement*, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

## Commandez dès maintenant !

Sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)



# Les voies de la paix

Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs



Isaac Kasamari/AFP

**Plusieurs efforts et interventions ont été menés pour résoudre les multiples obstacles à la paix, à la sécurité et au développement en République démocratique du Congo (RDC).**

Si ces initiatives nationales et internationales ont abouti à une paix et une stabilité relatives dans de vastes zones de la RDC, l'est du pays continue d'être ravagé par des conflits récurrents et une violence persistante. Des bandes armées font payer un tribut inacceptable aux populations civiles, en particulier aux femmes et aux enfants vulnérables, trop souvent victimes de formes de violence particulièrement inhumaines, notamment sexuelles, de grossières violations des Droits de l'Homme et de déplacements massifs de populations.

Dans ce contexte, c'est avec humilité, mais aussi avec une grande détermination, que j'ai accepté, à la demande du Secrétaire général Ban Ki-Moon, d'être son Envoyée spéciale pour la région des Grands Lacs en Afrique, afin d'œuvrer très modestement à l'application effective de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération (PSC) pour la RDC et la région. Dans le droit fil de l'action déjà engagée par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), l'Accord-cadre est au cœur d'une approche globale qui

s'attaque aux racines mêmes du conflit qui déchire l'est du Congo, et cherche à rétablir la confiance entre les États membres de la région. L'Accord-cadre PSC prévoit des mécanismes nationaux et régionaux pour contrôler l'application des engagements des signataires.

Les choses ont récemment avancé, suite à l'adoption par les chefs d'État et de gouvernement de la région (les « 11+4 ») de critères et indicateurs nationaux et internationaux qui mesureront les progrès accomplis dans la réalisation des engagements de l'Accord-cadre PSC. Mon rôle consistera à animer et coordonner ce travail, et à aider les signataires dans le suivi de l'application de cet important accord. Je suis sûre que nous pouvons apporter des solutions durables, grâce à un plan d'action sur plusieurs fronts permettant une convergence de toutes les initiatives en faveur de la paix, de la sécurité et du développement. Le PSC est pour moi un véritable « cadre de l'espoir ». Il suffit de voir les souffrances indicibles infligées aux populations et leurs immenses aspirations pour s'en convaincre : il est impératif d'accélérer les processus qui apporteront une aide immédiate et tangible aux populations et leur redonneront prise sur leur destin, en assurant l'accès à une éducation de base et en encourageant les activités génératrices de revenus et de subsistance, particulièrement pour les femmes et les jeunes. En outre, cela permettra de dissuader une jeunesse particulièrement

nombreuse d'aggraver la situation en rejoignant les rangs des bandes armées.

Plusieurs interventions passées ont privilégié une approche centralisée pour la RDC et la région ; je pense pour ma part que, pour avancer rapidement et durablement dans la résolution du conflit, la stabilité et le développement, il faudra combiner de manière efficace centralisme et initiatives partant de la base. Nous devons encore renforcer nos efforts pour établir la confiance entre les dirigeants et les gouvernements de la région par la consolidation des relations bilatérales et multilatérales, et veiller à ce que les engagements avec la société civile et les initiatives de la base contribuent aux interventions nationales et internationales et leur apportent une

## Il faudra combiner de manière efficace centralisme et initiatives partant de la base

valeur ajoutée. Lors de la dernière table ronde sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui s'est tenue à Maputo (Mozambique) en mai 2013, le Secrétaire général Ban Ki-moon, évoquant les leviers d'action qui peuvent donner une impulsion au développement, a cité les femmes et les enfants. Il a aussi affirmé que l'ONU et la Banque mondiale sont prêtes à collaborer étroitement avec le gouvernement de RDC et la région des Grands Lacs pour établir la paix et accélérer le développement. Il faut aussi remarquer que le Mécanisme régional de suivi (MRS) de l'Accord-cadre PSC, dès sa première réunion à Addis-Abeba, a souligné le rôle de la société civile, et en particulier le potentiel et le rôle central des jeunes et des femmes pour enclencher une démarche de développement.

Pour commencer, j'ai organisé avec Femmes Africa Solidarité un forum de consultation à Bujumbura en juillet 2013, qui a abouti à une feuille de route pour l'engagement des femmes dans le processus de paix. De telles plateformes réunissant des femmes sont très utiles pour l'application de l'Accord-cadre PSC, elles garantissent le caractère ouvert du processus et permettent de faire entendre la voix des femmes. Je souhaite promouvoir des rencontres régionales similaires avec la jeunesse.

Mon intention est d'ailleurs de travailler avec tous les acteurs impliqués pour soutenir les efforts sur le terrain, grâce à des projets locaux et régionaux à impact rapide, particulièrement en direction des femmes et des jeunes. Ils seront menés en étroite collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale et plusieurs fonds et programmes de l'ONU, suite aux recommandations issues de la réunion « Approches régionales du développement » tenue à Addis-Abeba en mai 2013. Je suis fermement convaincue que, dans toute société, la paix et le développement passent nécessairement par une démarche intégrée où les niveaux local, national et international sont articulés par des mécanismes bien conçus. Hélas, tel n'a pas été le cas jusqu'ici en RDC et dans la région. L'Accord-cadre PSC, « le cadre de l'espoir » comme je me plais à l'appeler, est une chance d'associer tous les acteurs à différents niveaux pour mettre un terme, dans la sécurité,

à des années de conflits. Si nous savons la saisir, cette chance pourrait signifier une paix durable et une productivité renouvelée pour toute la région.

Il faut toutefois un niveau minimum de sécurité pour permettre une marche graduelle et ordonnée vers un développement soutenable et durable. Il faut donc en priorité mettre un terme au climat d'insécurité qui règne en RDC et dans la région ; tous les efforts doivent être entrepris pour que les négociations qui se déroulent en ce moment à Kampala entre le gouvernement de RDC et le M23 aboutissent à des accords significatifs, avec une volonté partagée de les mettre en œuvre rapidement. Cela permettra d'empêcher la résurgence de la violence armée qui a si souvent exacerbé les tensions et empêché la coopération dans la région.

Dans les jours qui viennent, nous devons aussi définir les priorités d'action en fonction des critères récemment établis par le Comité de soutien technique de l'Accord-cadre PSC. Ce Comité a pour mission d'établir un plan d'action détaillé pour la réalisation des objectifs du cadre. Je continuerai de participer à ce travail.

J'ai rencontré plusieurs dirigeants, notamment des représentants de la société civile, déterminés à œuvrer pour la paix, la sécurité et la coopération. Je continuerai d'animer et de coordonner les efforts de la communauté internationale et l'application de l'Accord-cadre PSC, et travaillerai parallèlement auprès des gouvernements au renforcement de la paix et de la coopération régionale. La protection des civils dans l'est du pays reste ma plus haute priorité et, en étroite collaboration avec la mission des Nations Unies et d'autres entités de l'ONU, je soutiendrai et accompagnerai toutes les initiatives en ce sens.

L'appui d'autres partenaires internationaux, particulièrement les pourvoyeurs d'aide bilatérale et multilatérale – pays donateurs, Banque mondiale, Union européenne, BAD – par le biais du financement de projets et de programmes spécifiques, notamment liés aux nouveaux critères, sont nécessaires pour assurer une paix et un développement durables en RDC et dans la région. C'est pourquoi l'appel au lancement d'une conférence internationale des donateurs pour la région des Grands Lacs mérite d'être fortement soutenu et encouragé.

Il faut aussi appuyer avec force les initiatives régionales, en particulier de l'Union africaine (UA), du CIRGL et de la SADC, et soutenir le renforcement des capacités de ces institutions, pour pérenniser leurs avancées. Par ailleurs, alors que plusieurs autres crises internationales font rage, il nous faut rappeler sans relâche à la communauté internationale l'urgence de la situation dans la région des Grands Lacs, et donner un maximum d'impact aux messages conjoints des partenaires dans la région.

Je me réjouis de continuer à travailler avec l'OCDE, qui a toujours été particulièrement active pour résoudre les conflits liés aux ressources naturelles et, surtout, pour veiller à ce que gouvernements et entreprises respectent la dignité humaine dans l'exploitation de ces ressources.

Voir [www.UN.org](http://www.UN.org)



# Transports : le Maroc en mouvement



Gouvernement du Maroc

Entretien avec Aziz Rabbah, Ministre de l'Équipement et du Transport, Maroc

**L'Observateur de l'OCDE : Quels sont les principaux défis en matière de transports pour votre ministère ?**

Notre objectif est d'apporter une réponse adaptée aux attentes des usagers et d'anticiper les besoins futurs des différents opérateurs économiques en infrastructures et moyens de transport. Le gouvernement s'est engagé dans de vastes programmes de développement des infrastructures de transport et de libéralisation des différents modes de déplacement, en accompagnement de l'essor économique que connaît le pays et de son ambition d'intégration à l'économie mondiale.

Plusieurs schémas directeurs à l'horizon 2030-2035 ont été définis et déclinés en programmes de développement dans les domaines routier, autoroutier, ferroviaire, portuaire et aéroportuaire. Ces programmes ont été réalisés ou sont en cours de réalisation, traduisant une stratégie volontariste de renforcement et de modernisation des grands réseaux d'infrastructures et de superstructures permettant au Maroc d'être un maillon fort dans les échanges commerciaux Nord-Sud, entre les continents africain et européen, ainsi que dans les échanges Est-Ouest, plus particulièrement entre les pays du pourtour méditerranéen.

On peut citer comme exemple la rocade méditerranéenne, les axes autoroutiers Tanger-Agadir et El Jadida-Casablanca-Oujda, le lancement des travaux de la première tranche du schéma directeur des lignes ferroviaires à grande vitesse entre Tanger et Casablanca, le port Tanger Méditerranée, le lancement des travaux du port de Safi et, prochainement, les ports de Nador West Med, Kénitra Atlantique et Dakhla Atlantique, ainsi que la consécration de l'Aéroport Mohammed V de Casablanca comme hub international du sud de la Méditerranée.

Par ailleurs, d'importantes réformes du transport routier de marchandises et voyageurs, du secteur ferroviaire ainsi que du secteur portuaire, ont été engagées à travers l'introduction de la concurrence à l'intérieur et entre les ports ; une nouvelle stratégie de développement de la marine marchande ; la libéralisation du secteur aérien ; enfin, la mise en oeuvre d'une stratégie ambitieuse de développement des activités logistiques intégrant tous les modes de transports.

En outre, le ministère vise à développer des pôles d'expertise et de formation dans les secteurs du transport et à ériger le Maroc en plateforme industrielle régionale, notamment en matière de transports, par le développement des industries de sous-traitance

et de maintenance dans l'aéronautique, le matériel ferroviaire, les chantiers navals, etc.

Enfin, le Maroc s'est résolument engagé dans une approche de partenariat gagnant-gagnant avec le secteur privé pour la réalisation et l'exploitation d'infrastructures et de services de transport de qualité permettant de satisfaire les besoins croissants des populations et des opérateurs économiques.

Les efforts engagés par le Maroc commencent à donner des résultats très satisfaisants à travers la réduction des coûts de transport et l'amélioration de la compétitivité logistique.

**En 2007, le Maroc a lancé un grand projet de TGV. Où en êtes-vous avec ce projet et qu'en attendez-vous ?**

Pour répondre à la demande croissante en termes de transport ferroviaire – le trafic voyageurs a triplé en 10 ans –, le Maroc a mis en place un schéma directeur des lignes de TGV qui prévoit la construction d'un réseau d'environ 1 500 km de lignes d'ici 2035, avec deux grandes liaisons : une ligne « Atlantique » Tanger-Agadir et une ligne « Maghrébine » Casablanca-Rabat-Oujda.

La réalisation de l'axe Tanger-Agadir se fait par phases. Le taux d'avancement des travaux est aujourd'hui estimé à 60 %. La mise en service de ce tronçon est prévue pour 2015.

Par ailleurs, les études se poursuivent pour la réalisation des autres tronçons, vers Marrakech et Agadir, prévus dans le cadre du schéma directeur.

**Selon vous, que devrait faire l'Afrique pour renforcer ses investissements dans les transports ?**

Pour que le secteur du transport joue véritablement son rôle, il doit être développé de façon coordonnée, avec pour objectif ultime un système de transport de passagers et de biens qui soit fiable, efficace, sûr et respectueux de l'environnement.

En Afrique, les transports se caractérisent par des coûts élevés du fait de facteurs complexes, dont l'insuffisance et le mauvais état de l'infrastructure, la vétusté et l'inefficacité du parc automobile, la mauvaise qualité des transports ou encore la faiblesse de la concurrence.

Pour obtenir suffisamment de fonds pour le développement et l'entretien de l'infrastructure des transports, les mesures suivantes doivent être prises : accroître le financement public en faisant en sorte qu'une part suffisante du PIB soit allouée au secteur, directement au titre du budget national ou par le biais d'emprunts ou de garanties d'État ; renforcer la capacité de mobilisation des ressources extérieures pour tirer parti des ressources des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, mais aussi des mécanismes de financement novateurs ; encourager les partenariats public-privé pour la construction et l'exploitation de l'infrastructure des transports afin de compléter le financement public ; enfin, restructurer le système de formation dans les métiers du transport et de l'aviation civile à travers la création de pôles régionaux de formation ouverts aux pays africains.

Le Maroc est un pays observateur au Forum international des transports (ITF) de l'OCDE. Voir [www.internationaltransportforum.org](http://www.internationaltransportforum.org).

Voir [www.mtpnet.gov.ma](http://www.mtpnet.gov.ma)

# Port Autonome de San Pedro



## Port de San Pedro la Côte d'Ivoire qui s'exporte

"Notre ambition faire de la place portuaire de San Pedro, un complexe portuaire parfaitement intégré à son hinterland national et sous-régional avec de grandes opportunités de développement d'activités industrielles opérés dans le cadre d'un partenariat public-privé."

**Hilaire Lamizana**  
Directeur Général  
du Port Autonome de San Pedro

**NOS ATOUTS**  
 PORT CERTIFIÉ ISO 9001-VERSION 2008  
 1er PORT MONDIAL D'EXPORTATION DE CACAO  
 TERMINAL A CONTENEURS DISPOSANT DE GRUES  
 MEMBRE DU RESEAU DES PORTS D'ANVERS (BELGIQUE)  
 PLAN DE SÛRETE ET DE SECURITE OPERATIONNELS (Code ISPS)



[www.sanpedro-port.ci.com](http://www.sanpedro-port.ci.com)

**Siège Social:** San Pedro BP 339 & 340  
 Tel: +225 34 71 72 00 / Fax: +225 34 71 72 15 Email: [pasp@pasp.ci](mailto:pasp@pasp.ci)

**Représentation Abidjan**

Immeuble Ancien Monoprix face Gare Sud plateau  
 1er Etage côté Rue du Commerce Tel: +225 20 30 29 29 / Fax: +225 20 30 29 30

ISO 9001  
 BUREAU VERITAS  
 Certification







*Becha for eni*

# insufflons à l'énergie une énergie nouvelle

l'énergie n'est pas, elle est en devenir. l'énergie se transforme. l'énergie est alimentée par la recherche, car la recherche en soi est source d'énergie. l'énergie, nous la fournissons aujourd'hui aux communautés qui en manquent encore. l'énergie pour accroître la culture, pour rêver d'un futur durable et faire en sorte que le rêve devienne réalité. l'énergie est dans tout ce que nous faisons, dans les idées que nous avons. nous, qui en explorons les sources et en produisons dans monde entier. vous qui, à traves chacun de vos gestes, vous prenez soin de l'énergie. pour que l'énergie ne cesse d'évoluer vers une énergie nouvelle.

prendre soin de l'énergie, c'est créer une énergie nouvelle ensemble





# Prix des vaccins : une piqûre douloureuse

Kate Elder, Conseillère pour la politique des vaccins, Campagne d'accès aux médicaments essentiels, Médecins sans frontières

Les vaccins constituent l'un des moyens les plus efficaces de prévenir les maladies et les décès, en particulier chez les enfants. Or, plus de 22 millions de bébés naissant chaque année dans le monde (soit quatre fois le nombre de naissances en Europe) ne sont pas vaccinés et sont donc exposés au risque d'attraper des maladies évitables par la vaccination, comme la rougeole, et d'en mourir.

Bon nombre de ces 22 millions de bébés naissent en Afrique. Au Nigeria, le taux de couverture vaccinale était tout récemment de 41 %, autrement dit seuls quatre enfants sur dix reçoivent les trois doses du vaccin antidiphtérique-antitétanique-anticoquelucheux utilisé comme

Les ministres africains de la Santé devraient faire connaître les pressions qui s'exercent sur leurs budgets

référence pour estimer qu'un enfant est pleinement immunisé. Ce taux recule. En 2011, les services de vaccination nigériens touchaient 45 % des enfants.

Le Nigeria occupe la deuxième position, peu enviable, sur la liste des dix pays ayant le plus grand nombre d'enfants non vaccinés. Quatre autres pays d'Afrique y figurent : l'Éthiopie, la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud et l'Ouganda. Ensemble, ces dix pays représentent plus de 70 % des enfants non vaccinés dans le monde.

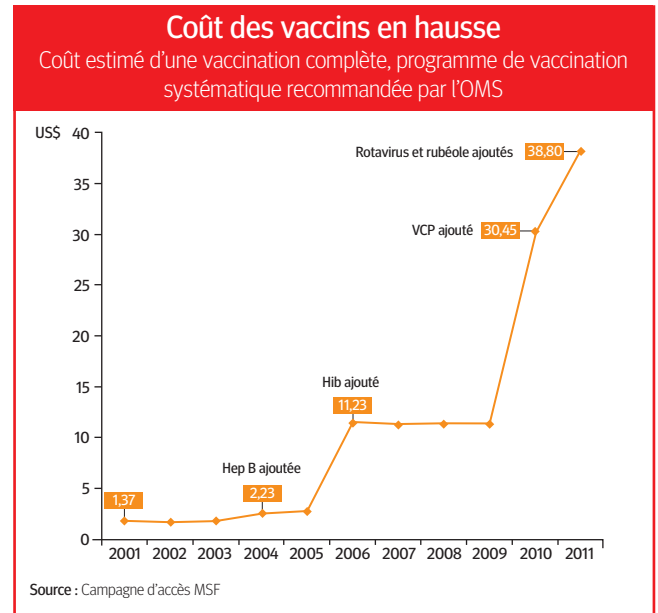
Les faibles taux de couverture témoignent d'une multitude de problèmes, notamment des systèmes de santé déficients et des vaccins dépendants de la chaîne du froid ou volumineux, difficiles à acheminer dans les régions reculées. Cependant, c'est le prix élevé des vaccins qui cause le plus de soucis aux ministres africains de la Santé.

Prenons le coût du Programme élargi de vaccination, le lot de vaccins de base qui, selon l'ONU, devraient être administrés à tous les enfants. En 2001, l'administration de ces vaccins revenait à un peu plus de 1,38 USD par an et par enfant, contre près de 39 USD aujourd'hui, soit une progression de 2 700 %. Et 39 USD est le meilleur prix possible, celui que paient les pays les plus pauvres bénéficiant du soutien de GAVI Alliance.

GAVI a été lancée en 2000 pour vacciner les enfants des pays en développement qui, autrement, ne bénéficieraient pas des derniers vaccins, tels que le vaccin conjugué contre le pneumocoque (VCP) qui protège contre la pneumonie et d'autres infections. La pneumonie fait partie des principales causes de décès des enfants africains de moins de cinq ans.

Si le revenu annuel par habitant d'un pays est inférieur à un certain seuil, ce pays peut bénéficier des prix les plus bas que GAVI négocie avec les sociétés pharmaceutiques, et de ses fortes subventions. Trente-neuf pays d'Afrique réunissent les conditions requises, mais ils doivent tenir compte de deux difficultés.

Premièrement, bien que les rabais négociés par GAVI représentent une réduction importante par rapport au prix payé par les pays développés, les nouveaux vaccins restent extrêmement coûteux. Ainsi, les trois



doses de VCP représentent près de la moitié des 39 USD nécessaires pour vacciner pleinement un enfant.

Deuxièmement, que se passe-t-il lorsque les pays voient leur situation s'améliorer et ne bénéficient plus du soutien de GAVI ? Tel sera bientôt le cas de l'Angola et du Congo. En 2016, ils ne recevront plus de subventions de GAVI, devront financer leurs programmes de vaccination et payer le prix élevé des nouveaux vaccins. L'Angola verra ainsi sa facture pour le VCP et le vaccin contre le rotavirus augmenter de 714 %.

Le problème tient à ce que les pays doivent les prix négociés à GAVI. Les plus démunis sont pour l'heure protégés contre les prix élevés mais lorsque GAVI retirera son aide, bon nombre d'entre eux ne seront pas en mesure de payer.

GAVI prépare une réunion de haut niveau le 30 octobre à Stockholm, au cours de laquelle les partenaires feront le point sur les résultats obtenus à ce jour et les progrès accomplis depuis la première conférence des donateurs de juin 2011. Tandis que les partenaires de GAVI examineront le bilan et les plans pour l'avenir, les ministres africains de la Santé devraient faire connaître les pressions qu'exerce l'augmentation du coût de la vaccination sur des budgets de la santé déjà serrés. Ils devraient presser GAVI et ses donateurs de réduire encore les prix et de veiller à ce que les pays continuent d'avoir accès aux prix préférentiels lorsqu'ils ne réunissent plus les conditions requises pour bénéficier de l'aide des donateurs.

Chaque enfant né en Afrique mérite la meilleure protection contre les maladies évitables par la vaccination, et des vaccins moins onéreux feraient beaucoup pour la réalisation de cet objectif.

## Références

Campagne d'accès aux médicaments essentiels de Médecins Sans Frontières : [www.msfaaccess.org](http://www.msfaaccess.org)

Voir [www.oecd.org/fr/sante](http://www.oecd.org/fr/sante)

## « Nous offrons un service complet et personnalisé aux investisseurs »



Entretien avec  
**Nina Alida Abouna**  
Directrice générale de  
l'Agence de promotion  
des investissements et  
des exportations du Gabon  
(APIEX)

### **Le Président Ali Bongo Ondimba s'est fixé comme objectif de faire du Gabon un pays émergent. Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste ce projet et quels sont les moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif ?**

Le Président de la République, Chef de l'État, son Excellence Ali Bongo Ondimba, a inscrit son mandat dans la réalisation d'un projet de société visant l'émergence du Gabon à l'horizon 2025, et porté par la diversification de l'économie, l'exploitation durable de ses ressources et l'amélioration de la qualité de vie des Gabonais. La mise en œuvre de ce projet repose sur trois piliers de transformation et de croissance que sont le Gabon Vert, le Gabon Industriel et le Gabon des Services.

### **Quels sont aujourd'hui les secteurs prioritaires pour l'investissement direct étranger ?**

Comme nous l'avons dit pour la question précédente, l'un des objectifs du Président de la République est la diversification de l'économie gabonaise. Diversification consistant à réduire notre forte dépendance vis-à-vis des matières premières et à créer des nouvelles sources de richesses. Cela, par un attrait d'investissements directs étrangers dans les secteurs suivants : forêt-bois ; agriculture ; pêche ; hydrocarbures ; mines ; tourisme ; services numériques ; infrastructures (transports, énergies et habitat) ; et autres services (éducation-formation, audiovisuel, santé, services culturels et financiers).

### **Pouvez-vous nous rappeler quelles ont été les mesures mises en œuvre récemment pour renforcer l'attractivité de l'économie gabonaise et améliorer l'environnement des affaires ?**

Pour améliorer son environnement des affaires, le Gabon a récemment pris des mesures portant sur l'amélioration du positionnement du Gabon dans le classement « Doing Business », de la prise en charge des grandes fonctions d'appui au secteur privé et du cadre incitatif

S'agissant de son positionnement dans le « Doing Business », le Gabon ambitionne d'intégrer le Top 10 des pays africains. Pour ce faire, un accent particulier est mis sur la réduction des coûts, des délais et des procédures dans les domaines suivants : la création d'entreprises, la protection des investisseurs, le transfert de propriétés, l'exécution des contrats, l'octroi du permis de construire et le commerce transfrontalier. Un accord de financement pour le Projet de Promotion des investissements et de la compétitivité a été mis en place avec la Banque mondiale.

S'agissant de l'amélioration des fonctions d'appui au secteur privé, les organismes suivants ont été créés :

- Une Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEX), remplissant les fonctions d'accompagnement, de conseil et de promotion du secteur privé.
- Le Centre de développement des entreprises (CDE), comprenant un Guichet unique de création d'entreprises, permettant de réduire considérablement les délais de création en passant de 58 jours à moins d'une semaine.
- Une Agence nationale de l'urbanisme, des travaux topographique et du cadastre, réduisant les procédures d'octroi du permis de construire et d'accès à la propriété.

En ce qui concerne le cadre incitatif, le Gabon dispose des incitations de droit commun propres à toutes les entreprises et d'autres incitations prévues par des codes sectoriels. L'une des réformes les plus importantes a été la création des zones économiques spéciales (ZES), qui prévoient des facilitations administratives et des incitations fiscales pour les investisseurs.

### **De quelle façon l'APIEX accompagne-t-elle les entreprises intéressées par le marché gabonais ?**

Dans l'accompagnement des investisseurs intéressés par le marché gabonais, l'APIEX offre un certain nombre de services :

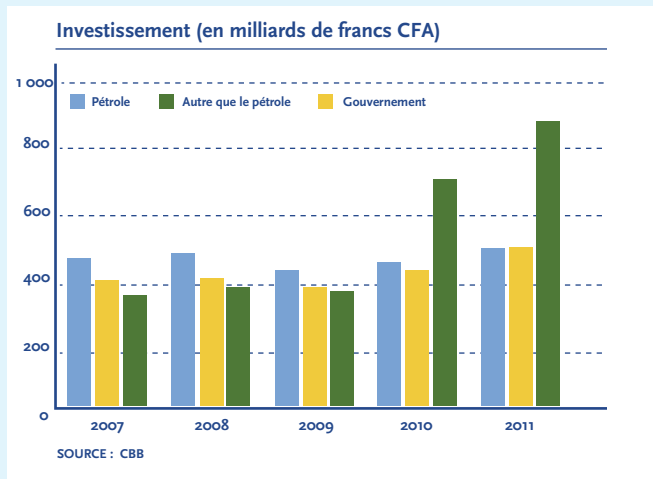
- La mise à disposition d'informations pertinentes sur le pays et les secteurs porteurs (indicateurs économiques, incitations fiscales et non fiscales, procédures administratives et facteurs de production). Dans ce cadre, son site Internet constitue un outil stratégique.
- Un service de facilitation pour l'accompagnement des investisseurs et des opérateurs économiques dans leurs démarches d'investissement (démarches administratives).
- Un service de suivi qui permet de faciliter et de susciter un renouvellement des investissements
- En définitive, nous pouvons dire que l'APIEX offre un service personnalisé aux investisseurs depuis la recherche d'information jusqu'à la réalisation du projet et au suivi de ce dernier.

## STABILITÉ POLITIQUE

- Un modèle de stabilité politique dans une région en proie aux troubles
- Chaque alternance politique post-indépendance s'est déroulée de manière démocratique

## INDICATEURS ÉCONOMIQUES FORTS

- Ces 5 dernières années, le taux de croissance du Gabon dépasse celui des pays industrialisés, et même celui de certains BRICS
- Les perspectives économiques sont très positives puisque le Gabon diversifie ses activités en dehors des exportations de pétrole
- D'importants investissements à long terme ont été réalisés dans les infrastructures, les logements sociaux et l'éducation



## INFRASTRUCTURES ET ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES (ZES)

Le Gabon prévoit l'établissement de trois ZES qui offriront des avantages fiscaux et des infrastructures :

- Nkok, à 30 km de Libreville, sera opérationnelle en 2013, avec plus de 60 entreprises principalement spécialisées dans le traitement du bois
- L'île Mandji, à proximité de Port-Gentil, sera dédiée à l'aval et au traitement pétroliers, ainsi qu'aux activités de haute technologie
- Une troisième ZES proche de Franceville et de la frontière avec le Congo sera consacrée à l'industrie agroalimentaire

## PLAQUE TOURNANTE RÉGIONALE

- La situation géographique du Gabon fait du pays le point d'entrée et la plaque tournante de la région
- Accès à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), qui compte 120 millions de personnes, et à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), zone douanière commune regroupant 450 millions de personnes

Projets routiers terminés			
Itinéraire	Distance	Date de mise en service	Coût total (en millions de francs CFA)
Koulamoutou-Lastourville	59 km	Juin 2010	30 466
Léconi-Kabala	25 km	Mai 2010	12 755
Pont-Octra-Port Owendo	25 km	Décembre 2010	15 000
Lambaréné-Pk55	55 km	Octobre 2012	52 402
La Léyou-Lastourville	97 km	Octobre 2012	64 290
Fougamou-Mouila	109 km	Octobre 2012	81 920
Ndendé-Lebamba	37 km	Octobre 2012	45 712

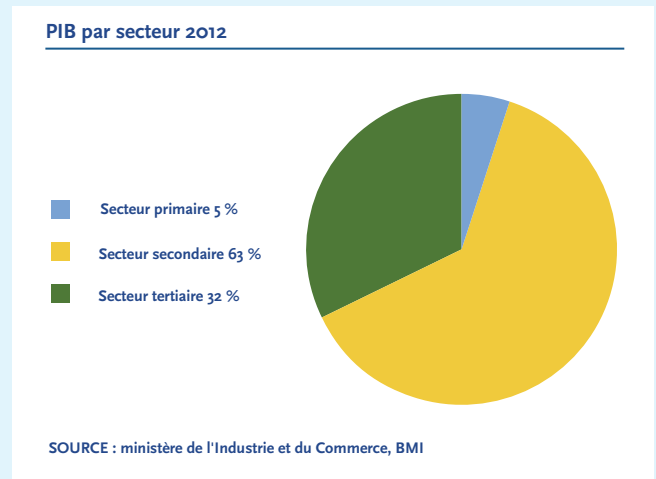
## DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Une stratégie claire visant à diversifier l'économie du pays a été mise en œuvre en 2009 pour augmenter le PIB de 2 % à 3 %

Le Gabon s'est fixé pour objectif d'augmenter les activités suivantes :

- la filière bois, qui prévoit d'attirer davantage d'acteurs de niveau 2 et 3
- l'aval pétrolier, avec le développement de projets pétrochimiques et d'engrais
- le secteur minier, qui compte développer son activité de traitement du manganèse près de Moanda

D'autres secteurs nouveaux, comme l'agroalimentaire, la pêche, le tourisme et la construction, sont également en développement.



## RESSOURCES ABONDANTES

- Recouvert de forêt tropicale, le Gabon jouit de ressources naturelles abondantes avec 885 km de littoral, 22 millions d'hectares de forêt et de nombreuses rivières
- Le pays est le sixième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne ; il possède plusieurs mines de manganèse et un immense gisement de minerai de fer à Belinga, qui pourrait bien devenir la plus forte composante du PIB

## ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES FAVORABLE

- L'agence de notation Fitch Ratings a décerné au Gabon la note de BB+ (perspective positive)
- Il existe de nombreux services de soutien pour les investisseurs, notamment l'APIEX
- Le Gabon offre un cadre juridique clair et établi de longue date, avec des garanties pour les investisseurs

Sponsorisé par





# Du café pour la paix

France Charlet, Directrice et fondatrice, SHIFT–Social Impact Solutions



Thomas Mukoya/Reuters

Une ONG locale appuie le développement rural dans la Province Orientale, au nord-est de la République démocratique du Congo (RDC). ACIAR\* (Appui à la communication interculturelle et à l'autopromotion rurale) vise à relancer la filière café en Ituri en proposant une réponse intégrée aux dégâts sociaux et économiques causés par un conflit d'une rare violence entre 1998 et 2004. Malgré l'intérêt des bailleurs de fonds internationaux, du marché et des autorités congolaises pour le café, il est difficile pour une ONG de terrain, dans une zone aussi abîmée et reculée, de connecter les producteurs de café à l'ensemble des acteurs de la filière.

Le café est l'une des nombreuses richesses naturelles de la Province Orientale, située à environ 1 500 km de Kinshasa, la capitale du pays. Comme l'or, le coltan ou les essences de bois précieux, il est l'objet de la convoitise de pays voisins, et l'État congolais ainsi que la population locale ne perçoivent aujourd'hui qu'une infime partie des bénéfices liés à son exploitation.

Si presque dix années se sont écoulées depuis la fin officielle du conflit interethnique dans la province, la situation reste fragile. La réconciliation entre les communautés est encore difficile et, en août 2013, des combats ont repris entre l'armée régulière congolaise et le groupe rebelle M23 dans le Nord Kivu, voisin de la Province Orientale.

Les conséquences de la guerre sur le tissu social et sur l'environnement économique ont été dramatiques. Les investisseurs congolais et étrangers ont fui, les infrastructures et les savoir-faire ont été largement détruits. Malgré un taux de croissance de plus de 8 % prévu pour l'année en cours, la RDC reste au dernier rang de l'indice de développement humain du PNUD.

Depuis plus de 20 ans, ACIAR conçoit et met en œuvre des projets qui répondent à la fois aux besoins des populations et aux priorités des bailleurs internationaux (Nations Unies ou agences de coopération bilatérales) : réintégration des ex-enfants-soldats, réhabilitation des femmes victimes de violences sexuelles, micro-crédit, sécurité alimentaire, etc.

Mais, avec très peu de ressources propres et une voix qui porte difficilement jusqu'à Kinshasa, ACIAR peine à définir et à imposer sa vision à long terme pour la justice et le développement rural dans la Province.

Pourtant, ACIAR, en collaboration avec SHIFT, entreprise de conseil spécialisée dans les connexions intersectorielles, a décidé de proposer aux bailleurs un projet pluriannuel dans le secteur du café, qu'elle estime être un puissant levier pour la réduction de la pauvreté.

Au nord-est de l'Ituri, district de la Province Orientale, la majorité des paysans dépendent du café pour répondre aux besoins primaires de leur ménage. La plupart des paysans de la région possèdent entre 150 et 300 pieds de caféiers, dans des plantations qui dépassent rarement les deux hectares. Il s'agit de café arabica réputé, dont la demande continuera à augmenter, malgré des fluctuations récentes des cours.

Depuis les années 1970, la libéralisation du marché du café, les conflits, la destruction des infrastructures, le manque d'entretien des plants et l'absence d'organisations paysannes, ont provoqué une détérioration

Alors qu'en 1989, la RDC exportait environ 120 000 tonnes de café, soit 80 % de la valeur de ses exportations agricoles, en 2012, les exportations officielles étaient de 10 000 tonnes

catastrophique de la production de café dans la zone. Alors qu'en 1989, la RDC exportait environ 120 000 tonnes de café, soit 80 % de la valeur de ses exportations agricoles, les exportations officielles étaient de 10 000 tonnes en 2012.

L'immense majorité du café d'Ituri est exportée illégalement vers l'Ouganda, où a lieu la transformation en café vert. On estime qu'environ un tiers des exportations de café arabica d'Ouganda viendrait de l'est de la RDC.

Les prix proposés par les commissionnaires ougandais, exceptionnellement bas, sont acceptés par les producteurs qui n'ont pas d'autre point d'accès au marché. L'état des routes et le montant des taxes officieuses perçues à la frontière sont quelques-uns des facteurs qui empêchent les planteurs de vendre leur café eux-mêmes.

Le projet d'ACIAR, qui doit débuter en janvier 2014, vise à réintégrer les producteurs de café dans la chaîne de valeur en leur permettant d'obtenir des conditions plus favorables pour la vente de leur café. Le projet entend avant tout améliorer la production de café grâce à la sensibilisation et à la mise à disposition d'outils indispensables, introuvables localement ; ainsi que sécuriser les exportations, en collaboration avec l'Office national du café (ONC) congolais.

Grâce à une approche intersectorielle et intégrée, les bénéfices économiques tirés de la vente du café contribueront à un meilleur

accès aux droits économiques fondamentaux tels que l'éducation ou la santé, et à la reconstruction du tissu social de la Province.

ACIAR s'appuie sur une première tentative, dans le cadre d'un projet financé par le PNUD en 2006-2008, pour organiser les planteurs de café et commercialiser leur production. Faute de financements pérennes, le projet n'avait pu continuer. Grâce à cette expérience, à son travail avec les Mutuelles de Solidarité, groupes de micro-crédit, ou encore parce que ses agronomes travaillent au quotidien avec les planteurs depuis des années, ACIAR est dans une position unique pour mener à bien ce travail. Pourtant, elle est dans la position la plus difficile qui soit pour trouver des financements et des investisseurs.

#### L'effet café

Lors de notre dernière mission en Ituri en août 2013, nous avons constaté une effervescence autour du café de la Province Orientale. Les agences de coopération bilatérales, qui se concentrent toutes davantage sur les Kivus depuis des années, ont envoyé des experts faire des diagnostics ; un homme d'affaire congolais a rouvert la seule usine de transformation du café dans le nord de l'Ituri il y a six mois ; une ONG internationale a lancé la construction de stations de lavage du café ; des commissionnaires ougandais, ayant eu vent de l'initiative d'ACIAR, nous contactent pour obtenir l'exclusivité sur la vente du café du projet ; le Gouverneur de la Province Orientale discute avec des investisseurs étrangers... Malheureusement, le téléphone et Internet fonctionnent mal, les routes sont dans un état désastreux, et l'information circule plus difficilement en Ituri qu'ailleurs. Il est impossible pour ACIAR d'obtenir des informations précises sur ces différentes initiatives.

La Stratégie nationale de relance de la filière café 2011-2015, adoptée par le gouvernement de RDC, pourrait être le cadre requis. Cependant, sans une structure de coordination qui aurait une vision d'ensemble et qui pourrait connecter les planteurs aux acteurs privés et publics de la filière, cette stratégie nationale pourra difficilement produire les effets attendus. Et les acteurs ayant une réelle passion et une expertise dans le secteur du café, comme ACIAR, resteront isolés.

Note : \*à ne pas confondre avec l'Australian Centre for International Agricultural Research (ACIAR), qui gère une partie des programmes de coopération pour le développement du gouvernement australien.

Pour plus d'informations sur ACIAR, voir [www.easterncongo.org/success-stories/cbo-database](http://www.easterncongo.org/success-stories/cbo-database)

Voir [www.shiftsocialimpact.com](http://www.shiftsocialimpact.com)

Contactez [France@shiftsocialimpact.com](mailto:France@shiftsocialimpact.com)

# Transferts de fonds : de flux en flux

Gregory De Paepe, Centre de développement de l'OCDE



Shannon Stapleton/Reuters

La crise économique de 2008 a redessiné la carte des flux financiers dirigés vers l'Afrique et souligné deux tendances majeures : une forte progression de l'investissement direct étranger (IDE) et une augmentation parallèle des envois de fonds des travailleurs émigrés. Ces envois ont dépassé les apports d'aide et les flux d'IDE, avec un taux de croissance moyen de 7,7 % pour la décennie écoulée.

Ceci confirme des études récentes selon lesquelles les envois de fonds sont moins volatils que les autres formes d'apports financiers. La crise économique et financière a conduit à une dégradation des perspectives économiques qui, conjuguée à un accès plus limité au financement, a eu des retombées négatives sur les flux d'IDE, notamment dans les pays développés. Globalement, l'investissement étranger, les envois de fonds et l'aide au développement dirigés vers l'Afrique ont quadruplé entre 2000 et 2012, pour atteindre un montant estimé à 186,3 milliards USD en 2012. Les flux financiers extérieurs devraient poursuivre leur progression pour atteindre 200 milliards USD en 2013.

Ces dix dernières années, les investisseurs internationaux ont « redécouvert » l'Afrique comme une destination d'investissement rentable. Les entrées d'IDE en Afrique ont augmenté à un taux annuel moyen de 6,1 % entre 2000 et 2011, pour atteindre près de 50 milliards USD, selon le FMI. Cette forte augmentation des flux d'investissement impose progressivement la vision d'une « Afrique émergente », mettant un terme à la vision pessimiste qui prévalait dans les années 1990.

Plusieurs tendances étayaient la diversification progressive de l'IDE vers l'Afrique. Premièrement, les investissements des pays non-OCDE, notamment les Émirats arabes unis, l'Inde et la Chine, sont en hausse. Ils représentaient, en 2012, 60 % du total de l'IDE destiné à la création de capacités en Afrique, contre seulement 25 % en 2003.

De nouveaux secteurs économiques (métallurgie, énergies renouvelables, équipement automobile et services financiers) attirent une part croissante des nouveaux projets d'IDE. Une croissance économique soutenue (plus de 5 %), des indicateurs

macroéconomiques plus favorables (baisse de l'inflation, dette soutenable) et l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrent des possibilités d'investissement dans des secteurs autres que les ressources naturelles, qui représentent toujours environ 60 % de l'IDE de création.

Enfin, l'investissement en provenance d'autres pays africains a également bien progressé, renforçant la diversification des secteurs d'investissement. De fait, la part de l'IDE africain total est passée de 8 % à 18 % entre 2003 et 2012. Six secteurs ont reçu près de 90 % de la totalité de l'IDE intra-africain depuis 2003 : hydrocarbures, métallurgie, chimie, télécommunications, matériaux de construction et tourisme. Toutefois, l'investissement de création intra-africain reste moins concentré que l'investissement non africain, et s'oriente de plus en plus vers les services financiers, les matériaux de construction et les télécommunications.

Les envois de fonds de l'étranger ont contribué à redessiner la carte des flux financiers vers l'Afrique. Ils représentent désormais la majorité des flux entrants en Afrique, atteignant, selon la Banque mondiale, 60,4 milliards USD en 2012, sans compter les fonds transitant via des canaux non officiels.

Si les envois de fonds sont devenus une source de revenu de plus en plus importante pour quelque 120 millions de foyers africains, les frais d'envoi vers le continent sont les plus élevés au monde, et représentent par exemple le double des frais d'envoi vers l'Asie du Sud. En 2012, les coûts de transaction ont absorbé en moyenne 12,4 % des fonds transférés vers l'Afrique, et ce chiffre atteint environ 20 % pour l'Afrique du Sud, la Tanzanie et le Ghana.

L'impact des envois de fonds sur la croissance reste à déterminer, mais ces fonds servent souvent à la consommation, réduisant ainsi la pauvreté. Développer la concurrence pour les paiements transnationaux ferait baisser les coûts de transaction et permettrait d'envoyer davantage de ces fonds là où ils sont le plus utiles. Les banques, intermédiaires les plus coûteux, constituent souvent les seuls canaux accessibles aux émigrés africains. Des obstacles

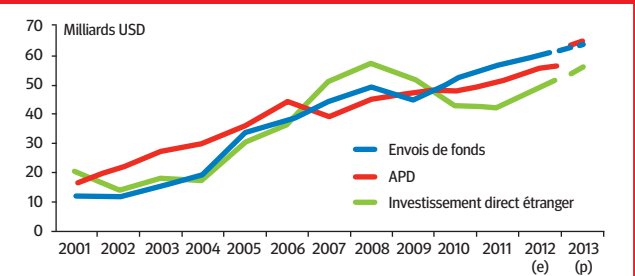


juridiques ralentissent l'adoption de solutions moins onéreuses et de nouvelles technologies telles les transferts mobiles. M-Pesa (un service de transfert d'argent par téléphonie mobile et de microfinance de Safaricom et Vodacom) au Kenya et en Tanzanie est un exemple de réussite, mais l'absence de lien entre les réglementations des télécoms et les réglementations financières complique le déploiement de ce genre de solutions.

Cependant, les flux financiers restent inégalement répartis entre les pays africains. Les 15 premiers pays destinataires d'IDE ont reçu environ 75 % du total des IDE nouveaux en 2012. Il en est de même pour les envois de fonds. Depuis 2000, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest reçoivent environ 80 % des envois de fonds, du fait de leur proximité avec l'Europe et d'une diaspora nombreuse. À eux seuls, le Nigeria et l'Égypte reçoivent 64 % des envois de fonds totaux.

La forte augmentation des flux financiers extérieurs totaux reflète l'amélioration de la gestion macroéconomique et le dynamisme économique de l'Afrique. Mais tous les pays africains n'en bénéficient pas. La vague de flux financiers étrangers permet d'envisager l'avenir de l'Afrique avec optimisme, mais elle devra déferler sur tous les pays du continent pour donner corps à la notion d'« Afrique émergente ».

### Investissement direct étranger, aide publique au développement et envois de fonds vers l'Afrique, en milliards USD courants



Source : FMI, CNUCED, OCDE, Banque mondiale. Estimations de l'auteur pour l'APD 2012-13, calculées à partir du taux de croissance prévisionnel de l'aide-pays programmable figurant dans l'édition 2012 du Rapport de l'OCDE sur la prévisibilité de l'aide. Les prévisions d'IDE et d'investissements de portefeuille pour 2013 émanent du FMI.

#### Références

CNUCED (2012), *Rapport sur l'investissement dans le monde 2012 : Vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève.

Chami, R. *et al.* (2008), « Macroeconomic consequences of remittances », IMF Occasional Paper n° 259, FMI, Washington, DC.

## Podium



### La BRVM, une solution pour les entreprises de l'UEMOA

**Edoh Kossi Amenounve**  
Directeur Général de la Bourse Régionale de Valeurs Mobilières (BRVM)

#### 1. Pouvez-vous nous présenter la BRVM et dresser un premier bilan de son activité ?

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) est une bourse commune aux huit pays regroupés au sein de l'UEMOA : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Elle a démarré ses activités le 16 septembre 1998. Sa création est l'aboutissement d'un processus engagé depuis la signature du traité instituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), le 14 novembre 1973.

Après 15 ans d'existence, la BRVM a 37 sociétés à sa cote et une capitalisation boursière du marché des actions de 4,973 milliards de FCFA, soit une croissance de 388 %. Quant au marché des obligations, il est passé d'une capitalisation de 83 à 957 milliards de FCFA, soit une progression de 1 053 %.

Les indices BRVM 10 et BRVM Composite s'établissent à 224 et 205 points, à comparer à la base 100 au démarrage en 1998. Le bilan de la BRVM est donc positif depuis sa création.

#### 2. Quels sont les projets que vous entendez mettre en œuvre afin de renforcer le rôle de la BRVM comme instrument au service du financement des économies d'Afrique occidentale ?

Les entreprises de la zone UEMOA doivent rechercher des ressources à long terme pour financer leur croissance, conquérir des marchés et soutenir la concurrence continentale dans leur secteur d'activités. La Bourse est une solution pour les accompagner. C'est un défi que la BRVM veut relever pour apporter sa contribution à l'accélération de la croissance au sein de notre Union. C'est pourquoi, la BRVM a retenu de grandes orientations stratégiques pour les années à venir : faciliter l'accès des entreprises au financement par le marché, être plus accessible aux investisseurs et accroître sa visibilité régionale et internationale. Notre passage au système de cotation en continu participe de cette dynamique. De plus, nous travaillons à l'ouverture d'un nouveau compartiment pour les PME/PMI et les entreprises à forte croissance, au développement de l'épargne en valeurs mobilières, et à la diffusion et la vulgarisation de l'information boursière auprès des populations, etc.

#### Sponsorisé par



# La politique industrielle remise au goût du jour



La politique industrielle est de retour, à moins que, comme l'affirme Joseph Stiglitz, elle n'ait jamais vraiment disparu. La troisième édition des *Perspectives du développement mondial* du Centre de développement de l'OCDE démystifie les politiques industrielles. Ha Joon Chang, professeur à Cambridge, en parle comme d'une « publication qui fera date car, loin du débat idéologique sur la nécessité d'une politique industrielle et ses chances de réussite, elle traite des moyens de la faire mieux fonctionner ».

Après un tableau réaliste des politiques industrielles menées, les auteurs proposent un bilan. Sont synonymes d'échec : la distribution ininterrompue de subventions non sélectives, le court-termisme, l'absence de suivi et d'évaluation, les mesures entravant la concurrence et la hiérarchisation des priorités dans le secret des cabinets.

Que recouvre exactement une politique industrielle ? Au sens large, l'innovation, l'infrastructure et les compétences, et des interventions ciblées pour dynamiser un secteur, une activité ou un groupe d'entreprises. Elle ne vise pas à soutenir les industries d'antan, mais des activités à forte valeur ajoutée dans l'agriculture, l'industrie et les services.

Dans les économies en développement, une politique industrielle suppose « des mesures ciblées pour transformer la production afin d'améliorer la productivité... renforcer les capacités nationales et créer des emplois de meilleure qualité ».

Conduire une politique industrielle n'est pas toujours facile. Le risque d'échec est élevé, mais, comme le souligne Ha Joon Chang, la difficulté ne saurait être un motif de renoncement. On apprend par l'expérience, et « sans essayer de mener des politiques 'difficiles' comme les politiques industrielles, aucun renforcement des capacités n'est possible ».

Pourquoi les pays en développement devraient-ils désormais s'orienter dans cette voie ? Avec la mondialisation et la réorientation

des flux d'investissement, la géographie de la production et de l'innovation évolue. Plus que jamais, l'apparition de nouvelles formes d'investissement et la délocalisation d'activités à forte valeur ajoutée ouvrent des perspectives d'apprentissage, d'innovation et d'accès à des activités et secteurs nouveaux. Parallèlement, la montée des classes moyennes crée de nouveaux marchés ; en 2030, 80 % des consommateurs de ces classes habiteront des pays en développement. Or, toutes ces évolutions surviennent dans un contexte de concurrence exacerbée, où l'innovation est capitale.

Nous voyons le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud utiliser les fonds sectoriels et les marchés publics pour promouvoir l'innovation. Le Maroc s'appuie également sur les investissements étrangers pour stimuler l'innovation et moderniser son industrie. Ces pays encouragent de nouvelles relations entre entreprises multinationales et locales afin d'en accroître les retombées sur l'économie nationale.

Contrairement aux politiques industrielles du passé, celles du XXI<sup>e</sup> siècle doivent être modulables et évolutives, et les acteurs publics suffisamment souples pour les réorienter le cas échéant. L'interactivité est également importante : les politiques industrielles touchent à l'humain et à la cohésion (tant territoriale que sociale). Le dialogue avec les partenaires importe plus que jamais pour progresser et partager les connaissances, et pour exploiter les ressources disponibles, notamment auprès des banques nationales de développement.

Une politique industrielle exige aujourd'hui coordination et échelonnement des mesures axées sur les compétences, la finance, les infrastructures, etc. Cela suppose d'investir dans l'élargissement et l'amélioration de l'offre de formation pour résoudre le problème de l'inadéquation des compétences, et d'offrir un meilleur accès au financement pour les entreprises investissant dans l'innovation et l'accroissement de la production. C'est particulièrement vrai pour les petites et moyennes entreprises qui ne reçoivent que 11 % environ des prêts totaux accordés en Afrique et au Moyen-Orient, moins de 13 % en Amérique latine et de 20 % en Asie du Sud-Est, contre près de 25 % dans les pays de l'OCDE.

Les déficits d'infrastructure peuvent saper les efforts des entreprises nationales pour devenir plus compétitives. Les pays à revenu élevé détiennent environ 60 % du stock d'infrastructure mondial, les pays à revenu intermédiaire 28 %, et les pays à faible revenu 12 %.

En résumé, mener une bonne politique industrielle, c'est faire des choix stratégiques pour régler des problèmes structurels à long terme et instaurer les conditions de la prospérité des citoyens. Lui donner de l'élan, c'est en finir avec l'ingérence de l'État, la myopie des technocrates et l'exiguïté des marchés pour s'appuyer sur une dynamique politique, des institutions efficaces et des administrations régionales responsables. Anne-Lise Prigent

## Références

OCDE (2013), *Perspectives du développement mondial*, Centre de développement de l'OCDE, Paris

# Éducation sud-africaine

Par rapport aux autres pays émergents, l'Afrique du Sud a fait de rapides progrès en termes de réussite scolaire, avec un taux de scolarisation de près de 100 % dans le primaire et le secondaire. La scolarisation pré-primaire, et dans une moindre mesure l'éducation tertiaire, ont également progressé.

Quelque 89 % des plus de 15 ans savent lire et écrire, et ce pourcentage grimpe à 98 % pour les 15-24 ans. Depuis 1969, les jeunes Sud-Africains ont rattrapé la moitié de leur retard par rapport aux jeunes Américains en termes d'années de scolarisation. Les cicatrices de l'Apartheid sont cependant toujours visibles, avec une éducation de base de faible qualité pour une grande partie de la population africaine noire, malgré des améliorations. Ainsi, le taux de réussite à l'équivalent du baccalauréat en 2009 était de 62 % en moyenne, mais de 57 % pour la population noire et de 99 % pour la population blanche. Par ailleurs, les compétences des élèves en lecture et en mathématiques ne sont pas bonnes selon les tests internationaux.

Que faut-il faire pour améliorer la qualité ? Un document de travail de Fabrice Murtin fournit des conseils et identifie plusieurs domaines d'action. Premièrement, les ressources affectées à l'éducation devraient être augmentées et « égalisées » de manière à aider les écoles des zones défavorisées à améliorer leurs infrastructures, acquérir du matériel et réduire la taille des classes. La gestion et la responsabilité devraient également être renforcées, et la formation des enseignants, améliorée. Selon le document de travail, l'apprentissage de l'anglais devrait être introduit plus tôt, et les liens entre l'enseignement professionnel et le marché du travail devraient être renforcés. Pour stimuler le taux d'inscription à l'université, l'auteur propose d'instaurer un système de prêt étudiant.

Murtin, F (2013), « Improving Education Quality in South Africa », Document de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE n° 1056, Éditions OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/5k452kfn9ls-en>



- Une aérogare de 42 000 m<sup>2</sup> sur deux niveaux avec mezzanine ayant une capacité de 3 millions de passagers/an, avec une qualité « IATA B » ,
- 6 passerelles télescopiques d'embarquement/débarquement,
- 44 positions parking d'avions commerciaux dont 20 gros porteurs,
- Une piste de 3500 m x 75 m ainsi qu'un système élaboré de voies de circulation des avions au sol (12,5 km) à même d'accueillir les plus gros porteurs de dernière génération en exploitation comme l'A380, ainsi que toutes les installations connexes nécessaires,
- La possibilité de traiter 80 000 mouvements d'avion par an,
- Une tour de contrôle de 50 m,
- Plus de 60 km de routes intérieures,
- Une aérogare de fret d'une capacité de 50 000 tonnes par an,
- Une aérogare pèlerins,
- Un parking de 700 places voitures, 60 autobus, 60 taxis,
- Un centre de maintenance Avion,
- Mais aussi : un pavillon présidentiel, un entrepôt, une station de lutte contre les incendies, une zone militaire, un « central utility complex »
- Un projet modulaire dans un espace sécurisé



**Aéroport International Blaise Diagne**  
Immeuble La Rotonde Dakar - SENEGAL  
Tél : (+ 221) 33 889 65 00  
Fax : (+ 221) 33 823 70 85  
Mail : [info@aibd.sn](mailto:info@aibd.sn) - [www.aibd.sn](http://www.aibd.sn)

**AIBD : L'espérance d'un Sénégal émergent**



# Équilibre hydrique



Jonathan Ernst/Reuters

En septembre 2013, le gouvernement kenyan et les Nations Unies ont annoncé la découverte, dans le nord du Kenya, d'importantes réserves souterraines d'eau qui suffiraient à subvenir aux besoins du pays pendant 70 ans. Repérés grâce à la technologie satellitaire, les aquifères de Lotikipi et Lodwar se situent dans le comté aride de Turkana, théâtre de vols de bétail meurtriers sur fond de luttes claniques pour le contrôle des pâturages et des rares points d'eau.

Cette découverte a été permise par le projet GRIDMAP (Programme de recherche des ressources en eaux souterraines pour l'atténuation de la sécheresse en Afrique), une initiative conjointe du gouvernement kenyan et de l'UNESCO. L'existence de trois autres aquifères doit être confirmée par des forages. Un appel de fonds a été lancé pour étendre le programme GRIDMAP à l'Éthiopie, à la Somalie et au Sud-Soudan, pays arides où sévissent les pires sécheresses que connaisse la Corne de l'Afrique depuis 60 ans.

La pénurie d'eau en Afrique devrait s'aggraver dans les prochaines décennies. Des réserves souterraines existent sans doute, mais les informations sur leur emplacement et leur capacité sont périmées ou incomplètes. L'Afrique subsaharienne est particulièrement vulnérable. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) a récemment indiqué que 25 % de l'aide consacrée à l'eau allait à cette région. Point positif néanmoins, selon le CAD, l'objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable a été atteint avec cinq ans d'avance. Entre 2002 et 2012, en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes ayant accès à une source d'eau améliorée a doublé.

Avec une contribution représentant 23 % de l'aide totale pour l'eau, le Japon, dont le ministère des Affaires étrangères a financé GRIDMAP, est le principal donneur de l'OCDE (1,8 milliard USD investis en 2010-2011, soit plus de deux fois plus que n'importe quel autre pays de

l'OCDE). Un autre projet, comparable à GRIDMAP et financé par les États-Unis et la Belgique, est en cours en Éthiopie.

Si les progrès concernant l'eau potable sont encourageants, il sera en revanche difficile d'atteindre l'OMD sur l'assainissement. Dans le nord de l'Afrique, la couverture moyenne de l'assainissement a progressé de 18 %, contre à peine 4 à 5 % en Afrique subsaharienne. Le problème vient en partie du manque d'information sur le financement de l'assainissement. Les donateurs ont révisé la méthode de classification pour distinguer l'aide destinée à l'approvisionnement en eau de celle en faveur de l'assainissement.

Qu'il s'agisse d'assainissement ou de consommation, les années à venir seront sans doute marquées par un stress hydrique sans précédent. Par exemple, de tous les pays partenaires de l'OCDE, seul Israël subit un stress plus fort que celui de l'Afrique du Sud, qui utilise déjà 30 % de ses ressources renouvelables en eau, malgré des politiques de gestion de l'eau en phase avec les meilleures pratiques internationales. Sous l'effet de la croissance démographique et économique, ces ressources vont être soumises à une énorme pression. D'après les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050*, plus de 40 % de la population mondiale vivra dans des zones

« Les femmes consacrent 16 millions d'heures par jour à aller chercher de l'eau, contre 6 millions pour les hommes

touchées par le stress hydrique, notamment en Afrique et en Asie. Globalement, la demande d'eau devrait augmenter de près de 55 % compte tenu des besoins croissants des industries manufacturières (+400 %), de la production d'électricité (+140 %) et des ménages (+130 %).

Découvrir de nouvelles réserves ne suffit pas. Il faut aussi améliorer les infrastructures et réformer le système social. En Afrique subsaharienne, par exemple, l'obligation d'aller chercher de l'eau quotidiennement est un obstacle au développement. Cette tâche incombe généralement aux femmes et aux jeunes filles, qui y consacrent en moyenne 30 minutes par jour. D'après des données sur 25 pays d'Afrique subsaharienne (48 % de la population de la région), les femmes passent 16 millions d'heures par jour à aller chercher de l'eau, contre 6 millions pour les hommes. Ce sont donc 1 825 années qu'elles ne consacrent pas à la vie scolaire ou professionnelle.

Lyndon Thompson

## Références

« Des réserves d'eau souterraine stratégiques mises au jour dans le nord du Kenya », UNESCOPRESS, 11 septembre 2013 ([www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/strategic\\_groundwater\\_reserves\\_found\\_in\\_northern\\_kenya](http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/strategic_groundwater_reserves_found_in_northern_kenya)).

OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE.

OCDE/CAD (2013), *Financing Water and Sanitation in Development Countries: The Contribution of External Aid*, [www.oecd.org/dac/stats/45902160.pdf](http://www.oecd.org/dac/stats/45902160.pdf).

## OCP, un acteur industriel engagé pour une agriculture performante et durable en Afrique



Discussion sur les résultats des tests agronomiques des produits Engrais complexes en Éthiopie

**OCP, un des leaders mondiaux des phosphates et produits dérivés, s'est résolument engagé à contribuer au développement durable de l'agriculture en Afrique et à contribuer à une réelle révolution verte du continent.**

**Les engrais phosphatés, la clé pour améliorer la productivité agricole en Afrique**  
Les engrais sont des éléments vitaux pour le développement durable de l'agriculture.

En Afrique, leur utilisation raisonnée peut contribuer efficacement à renverser la tendance d'une faible productivité agricole. En effet, l'Afrique représente 18 % des terres arables de la planète, cependant le continent ne représente que 1 % de la consommation mondiale d'engrais, et ce malgré le développement de cultures à fort potentiel destinées à l'export.

**OCP s'est engagé dans des actions concrètes contribuant au développement agricole en Afrique**

OCP, acteur majeur de l'agriculture mondiale, compte jouer le rôle de locomotive dans le processus d'amélioration de la productivité agricole en Afrique. Avec des réserves de phosphates parmi les plus importantes au monde, une production marchande de 28 millions de tonnes qui sera portée à 50 millions à l'horizon 2020 et une expertise de près de 50 ans dans le domaine des engrais, OCP s'est engagé à investir plus de 15 milliards de dollars sur la décennie 2010-2020. Le Groupe dispose ainsi des atouts nécessaires pour tirer vers le haut la productivité agricole du continent.

OCP est convaincu que l'Afrique recèle des potentialités énormes pour assurer sa sécurité alimentaire, à condition d'adopter de bonnes stratégies de développement agricole. C'est pourquoi l'amélioration du taux d'utilisation des engrais demeure le fondement de toute stratégie agricole visant à accroître sensiblement la productivité agricole du continent.

La démarche du Groupe pour le marché africain s'articule autour de trois axes :

### Apprendre

Parce que le marché africain a ses propres spécificités, OCP a dédié une équipe à l'étude des particularités du continent, à travers la rencontre et l'échange avec les distributeurs locaux, les organismes étatiques et les instituts de recherche agronomiques de plusieurs pays en Afrique.

De plus, afin d'améliorer sa connaissance des spécificités agricoles africaines, le Groupe parraine et participe aux forums et conférences internationaux d'envergure, en lien étroit avec le sujet.

### S'engager

Pour sécuriser durablement l'approvisionnement du continent, OCP a dédié des volumes de production à l'Afrique, indépendamment de la demande internationale. La sécurisation de ces volumes représente un investissement d'environ 600 millions de dollars pour la construction d'une unité spécifique sur la plateforme industrielle du groupe à JorfLasfar.

### Innové

OCP crée des nouveaux produits innovants qui répondent à des besoins spécifiques, appelés « Produits performants aux phosphates » (PPP).

En 2012, OCP a lancé, en plus de la formule de base « PPP-Application directe-Teractiv », trois formules spécifiques de en application directe afin de répondre aux besoins de trois cultures : le cacao, le coton et le maïs.

Récemment, OCP a également lancé un projet ambitieux: une carte de fertilité des sols du Maroc. Cet outil, public et gratuit, est une base de données géographiques et scientifiques des sols, afin de faciliter la mise en place d'une agriculture raisonnée et productive. OCP compte capitaliser sur l'expérience acquise pour aider à la réalisation d'un outil similaire dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Le Groupe a mis en place à partir de 2012 sur le marché marocain un modèle innovant de partenariat public-privé qui l'engage lui, les distributeurs, ainsi que les petits agriculteurs, dans un cercle vertueux de création de valeur, faisant intervenir la Fondation OCP.

L'un des outils de ces contrats packages est la « Caravane OCP » dont les éditions ont sillonné le Maroc pour se rapprocher des agriculteurs et leur prodiguer les meilleurs conseils. La Caravane OCP Céréales 2012 a été présentée à Dakar en mars 2013, lors de la 4<sup>e</sup> édition de la conférence FMB Africa.

Sponsorisé par



# Après la finale

## Réflexions sur la Coupe du monde de football en Afrique du Sud

Entretien avec Nhlanhla Musa Nene, Vice-Ministre des Finances, Afrique du Sud



Mark Wessels/Reuters

**L'Afrique du Sud est devenue en 2010 le premier pays africain à accueillir la Coupe du monde de football de la FIFA, qui est l'un des plus grands événements sportifs mondiaux. Peut-on parler de triomphe, et quels enseignements en tirer ?**

**L'Observateur de l'OCDE : Vous avez été membre du Comité organisateur local pour la Coupe du monde 2010 de la FIFA. Était-ce un grand défi pour votre pays ?**

D'emblée, notre démarche a été de montrer au monde notre aptitude à accueillir un événement aussi prestigieux et à achever les infrastructures nécessaires à temps. Le travail a commencé en mars 2006. Le Trésor a élaboré un outil de gestion et un cadre budgétaire pour bien circonscrire le projet global, composé de 24 projets de base qui, mis en place selon les recommandations de la FIFA, garantissaient la réussite de l'opération. De plus, l'Unité de coordination gouvernementale de 2010 a créé des projets-modèles comportant jalons, calendriers, « livrables », etc.

Le Trésor a élaboré des modèles de financement et de gestion des projets, pilotant notamment un dispositif rigoureux d'alerte précoce des dépassements de coûts, ainsi que la bonification des intérêts des emprunts contractés par les villes-hôtes pour leurs infrastructures. Le gouvernement a également mis en place ses propres structures de coordination et de contrôle, à savoir le Comité de coordination technique et le Comité interministériel, présidés respectivement par le vice-ministre des Finances et par le vice-Président.

**La charge financière a dû être lourde.**

Les principaux facteurs de coût étaient la construction des stades, les transports, les infrastructures informatiques, l'immigration, les douanes et les passages frontaliers. Initialement, 8,4 milliards ZAR (800 millions USD) ont été budgétés pour la construction des stades, mais ce montant a été revu à la hausse (13,5 milliards ZAR) en raison d'ajustements monétaires et d'augmentations du coût des intrants. Quelque 13,3 milliards ZAR ont été mis de côté pour les infrastructures de transports publics et le réseau routier.

L'impact économique – direct, indirect et induit (par les recettes) – de la construction des stades s'est élevé à 15 milliards ZAR. Environ 7,4 milliards ZAR ont concerné des transferts aux ménages, dont quelque 2 milliards ZAR aux ménages à faible revenu. La Coupe du monde a représenté environ 0,4 % de PIB réel en 2010, soit une contribution voisine de 4,9 milliards ZAR (37,7 milliards ZAR nominaux).

La modernisation de l'aéroport international OR Tambo et de celui du

Cap a considérablement facilité les déplacements des touristes et des avions. D'autres infrastructures sociales – hôpitaux et dispensaires proches des villes-hôtes – ont elles aussi été revues. Certains établissements scolaires ont été choisis comme sites d'entraînement, et des équipes de football ont pris en charge leur mise à niveau et ont participé à des séances d'entraînement des élèves.

**Pour vous, quels bénéfices durables l'Afrique du Sud a-t-elle retirés de l'accueil de la Coupe du monde ?**

Selon les autorités nationales, l'accueil de la Coupe du monde 2010 de la FIFA a été un catalyseur du développement et de l'investissement infrastructurel, et un événement non pas ponctuel, mais véritablement créateur d'emplois et moteur de la croissance économique. L'Afrique du Sud a atteint un objectif stratégique – accueillir avec succès un tournoi, ce qui a instillé un grand sentiment de fierté nationale parmi les Sud-Africains – et renforcé son image internationale. On estime qu'environ 450 000 spectateurs et touristes se sont rendus en Afrique du Sud pour la Coupe du monde.

Celle-ci a aussi permis de doter le pays de stades, d'aéroports, de voies ferrées et d'autres transports publics, ainsi que de technologies de l'information et de diffusion et d'autres systèmes dont il pourra se servir durablement.

Le tourisme et les activités d'hébergement ont aussi tiré un grand profit du tournoi, et le renforcement de la cohésion sociale a été un autre bienfait, immatériel, précieux pour le pays.

Les préparatifs de la Coupe du monde ont livré plusieurs enseignements importants, dont la nécessité de fixer des résultats, des délais et des calendriers clairs et immuables, et de décider quels grands projets ou quels ministères sont concernés, et quels projets doivent étayer la préparation des résultats.

La Coupe a aussi créé une plateforme de coopération entre différentes entités publiques, et nous a appris que les prix des contrats externalisés doivent être fixes, de manière à éviter l'escalade des coûts.

**Et des points négatifs ?**

La maintenance de certains stades est un fardeau, et certaines municipalités concernées cherchent à innover pour en assurer la viabilité financière. L'escalade des coûts de construction a aussi représenté un défi. Certains entrepreneurs se sont entendus sur les prix, ce qui a donné lieu à une enquête, et la Commission de la concurrence leur a infligé des amendes.

**D'après vous, comment le Brésil va-t-il gérer l'accueil de la Coupe du monde en 2014 ?**

Le Brésil a récemment accueilli avec succès la Coupe des confédérations de la FIFA, et je crois que le pays n'a pas pris de retard dans ses préparatifs. Il est important que la Coupe du monde s'y déroule bien, pour montrer une nouvelle fois que les économies émergentes sont tout aussi capables que les pays développés d'accueillir des événements mondiaux.

**Si vous aviez un conseil à donner au Brésil, quel serait-il ?**

Privilégier les contrats à prix fixes et éviter les projets « glamour ».

Voir [www.southafrica.info/2010](http://www.southafrica.info/2010)



# Un marché parallèle bien huilé

George Esiri/Reuters



La légendaire facilité de raffinage du pétrole nigérian alimente un trafic problématique, le vol de pétrole, qui atteint des sommets : les autorités ont fait état, début 2013, d'une perte de 1,2 milliard USD en un mois, équivalant à une baisse des ventes de 17 %.

Selon Chatham House, un *think tank* londonien, le Nigeria perd ainsi en moyenne 100 000 barils par jour, soit 5 % de sa production totale. Les voleurs forcent les oléoducs pour siphonner le pétrole, détériorant ainsi non seulement l'économie, mais aussi l'environnement. En juin 2013, la *Nigerian National Petroleum Corporation* a enregistré 53 dérivations frauduleuses le long de la *Nembe Creek Trunkline*.

L'impact sur l'industrie pétrolière nigériane est évident, mais les cinq compagnies internationales qui produisent le brut du Nigéria sont

également touchées, et se voient souvent contraintes de suspendre la production pour réparer les conduites.

Une partie du problème relève de la corruption, qui mine le secteur pétrolier du pays depuis des décennies. L'argent illégalement tiré du pétrole, blanchi dans des centres financiers mondiaux, a financé des campagnes électorales, des groupes militants et, probablement, le trafic de drogue et des réseaux terroristes.

Deuxième problème, la répression des infractions. Personne ne sait exactement qui achète le pétrole volé, ni où celui-ci est acheminé. Il se peut qu'une proportion importante en soit mélangée avec du pétrole raffiné en toute légalité, afin d'en cacher l'origine aux acheteurs. Chatham House dispose d'éléments tendant à prouver que les destinations ultimes de ce pétrole illicite sont les États-Unis, le Brésil et la Suisse, ainsi que des pays non membres de l'OCDE comme la Chine, l'Indonésie, Singapour, la Thaïlande et certains pays d'Afrique de l'Ouest. Le *think tank* invite les gouvernements à renforcer leurs activités de renseignement pour percer à jour les réseaux de vol de pétrole, à pister les activités financières des suspects et à comparer sur 10 ans les importations de ces pays avec les exportations nigérianes de pétrole. *Lyndon Thompson*

Chatham House (2013), *Nigeria's Criminal Crude: International Options to Combat the Export of Stolen Oil*, voir [www.chathamhouse.org](http://www.chathamhouse.org).

## FRANCOIS SARR & ASSOCIES

### I – BREF HISTORIQUE DU CABINET

Le cabinet a été fondé en 1920 par un avocat français, Maître Etienne REYSS auquel ont succédé, en association, Maîtres Raymond GABOLDE et Pierre Michel REYSS.

Maître Adel FAKRY puis Maître François SARR ont tour à tour rejoint l'association.

En 1994, Maître François SARR a créé avec Maître Benoit SARR, Moustapha FAYE et Dominique PICARD, la Société Civile Professionnelle « FRANCOIS SARR & ASSOCIES ».

Maître Ndèye Khady SAMB et Maître Mbaye GUEYE ont rejoint la SCP, respectivement en 2000 et 2001, laquelle compte aujourd'hui 6 Avocats Associés et 6 Avocats Collaborateurs.

### II – CLIENTELE PRINCIPALE DU CABINET

#### 1 – BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

#### 2 – SOCIETES D'ASSURANCES

#### 3 – SOCIETES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

INDUSTRIE

PETROLE

COMMERCE

TRANSPORTS AERIENS

TRANSPORTS MARITIMES

TRAVAUX PUBLICS - BATIMENTS

#### 4 – MULTINATIONALES ET SOCIETES ETRANGERES

III - Principaux domaines de compétence

La composition et l'organisation du cabinet lui permettent d'assurer

à sa clientèle, dans des domaines très variés, une assistance dans la négociation, la rédaction et la conclusion des contrats et, de façon plus générale, dans la gestion des risques liés au commerce juridique. Il assure également le suivi des contentieux devant les tribunaux et les juridictions arbitrales.

Les principaux domaines de compétence sont : le conseil juridique, le contentieux, le droit financier, le droit bancaire, le droit social, le droit de la propriété intellectuelle et industrielle, le droit des transports maritimes et aériens, le droit des assurances, le droit de la concurrence, le droit des sociétés, le droit des concessions, le droit fiscal, le droit des mines et de la recherche pétrolière.

Depuis plusieurs années, le cabinet est intervenu en qualité de conseil juridique de bailleurs de fonds internationaux comme nationaux, dans des projets de première importance intéressant, entre autres, le financement des plus grandes sociétés sénégalaises et des petites et moyennes entreprises notamment dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et des mines.

Le cabinet est également intervenu dans d'importantes études d'environnement juridique au SENEGAL dans les domaines de la Finance, des Procédures Collectives et de la Concurrence.

Le cabinet a une expérience solide en matière de constitution de sociétés ou de succursales au SENEGAL.

Il a aussi de l'expérience en matière de privatisations et de projets de production indépendante d'énergie électrique.

#### Société Civile Professionnelle d'Avocats

33, Avenue L.S. SENGHOR – BP 160 - DAKAR

Tél : (221)33 889 97 50 - Fax : (221) 33.821.66.59

Email : [sarrasso@yahoo.fr](mailto:sarrasso@yahoo.fr) - [sarrasso@sarrasso.com](mailto:sarrasso@sarrasso.com)



# bnetd

Bureau National d'Etudes Techniques  
de Développement



## 1978 - 2013 : 35 ans au service de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique.

Créé en 1978 sous la dénomination de Direction et contrôle des grands travaux (DCGTx), le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement a largement contribué à réaliser le développement de la Côte d'Ivoire.

Spécialisé dans la planification du développement, l'amélioration de l'efficacité des études et du contrôle des travaux ainsi que la rationalisation des investissements, les compétences du BNETD couvrent tous les secteurs de développement:

- Infrastructures
- Transport
- Construction
- Equipements publics
- Aménagement urbain
- Agriculture
- Aménagement rural
- Etudes économiques et financières
- Environnement
- Industrie
- Energie
- Mines
- TIC
- Contrôle
- Audit
- Cartographie
- Télédétection
- Formation



*Expérience et compétence au service du développement*

Siège social: Boulevard Hassan II, Abidjan Cocody 04 - BP 945 Abidjan 04 – République de Côte d'Ivoire  
Tél: +225 22 48 34 00 / 35 00 / 36 00 | Fax: +225 22 44 56 66  
Email: dcm@bnetd.ci | site Internet : www.bnetd.ci

Agence BNETD Bénin  
Tel : +229 21 04 76 04 / 94 79 76 09

Agence BNETD Gabon  
Tel : +241 05 02 53 53

Agence BNETD Congo Brazzaville  
Tel : +242 06 96 05 976 / 06 80 06 244

Agence BNETD Guinée Equatoriale  
Tel : +240 551 653 726 / 551 653 888

# Fiscalité, décentralisation et relations inter-administrations

Alan Carter, Dialogue fiscal international (DFI)



« Une carrière politique ne vous prépare pas à gouverner », déclarait l'un des personnages de *Yes Minister*, une série télévisée satirique britannique des années 70. Il avait raison ! Pour tout politicien fraîchement élu, l'État apparaît comme un entrelacs difficile et complexe, où se prennent (voire se bloquent) des décisions et où s'appliquent des politiques. Un autre épisode de la série montrait fort à propos le seul économiste du pays capable de comprendre le système de financement des collectivités locales, une situation plus réelle que n'aimeraient à le reconnaître les hauts dirigeants de ce monde. L'efficacité administrative dépend de la capacité à naviguer dans un édifice stratifié complexe, aux structures hiérarchiques et commissions diverses à l'intérieur des départements et ministères, et à s'orienter entre les autorités nationales et locales. Les Français l'ont même baptisé « millefeuille », du nom de la pâtisserie finement feuilletée et difficile à manipuler.

Il est particulièrement difficile d'expliquer le fonctionnement de ces relations inter-administrations en ce qui concerne la fiscalité et les dépenses publiques. Le récent arrêt des activités « non essentielles » de l'administration fédérale américaine

témoigne d'une répartition arbitraire des compétences au sein de l'administration. Les budgets de l'éducation, par exemple, peuvent constituer un assemblage de diverses sources de financement nationales et locales.

L'endettement inhérent aux finances des collectivités régionales ou locales soulève des problèmes de transparence et de responsabilité. Prenons l'exemple d'une collectivité dont le budget est financé à 10 % seulement par la fiscalité locale : toute réduction d'environ 1 % des transferts de l'État se traduit, à budget égal, par une hausse de 20 % de la fiscalité locale. Rien de surprenant alors à ce que les relations entre l'État et les collectivités tournent parfois au vinaigre. Toute nouvelle délégation de compétences non financée, impliquant des dépenses supplémentaires dans de nouveaux services d'aide sociale, d'éducation et de santé, ou une réduction des transferts du budget de l'État aux collectivités, nécessite en compensation un relèvement relativement important de la fiscalité locale, ou alors la suppression pure et simple, et impopulaire, de services locaux relevant d'obligations légales moins contraignantes, dont chacun se rejettera ensuite la responsabilité.

Les responsables politiques de l'OCDE et d'ailleurs se débattent au quotidien dans ce labyrinthe administratif. Beaucoup veulent le réformer, tantôt en déléguant des compétences aux collectivités locales, tantôt en récupérant plus de recettes fiscales auprès de ces collectivités pour financer les dépenses de l'État. Quel serait l'impact de ces évolutions sur l'efficacité, et comment peut-on le mesurer ?

La conférence mondiale 2013 du Dialogue fiscal international (DFI), en décembre prochain, vise à apporter des réponses. Elle s'interrogera sur les moyens d'utiliser la fiscalité, dans le cadre des relations inter-administrations, pour aider à modeler le développement des pays et améliorer la vie de leurs citoyens.

Avant la Révolution industrielle de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les structures économiques et les services s'organisaient souvent essentiellement au niveau local et n'étaient pas toujours bien financés. Le souci premier des États était d'assurer la sécurité, et notamment de financer les dépenses de

guerre. De fait, l'impôt sur le revenu, sous sa forme actuelle, a été introduit par les Britanniques en 1798, pour payer les Guerres napoléoniennes.

Mais la Révolution industrielle a également vu l'émergence de cités nouvelles. Il a fallu financer la croissance et cibler certaines infrastructures comme l'éducation, l'électricité, les transports, l'eau et l'assainissement, dont l'héritage est encore visible aujourd'hui. Or, la responsabilité de lever des impôts et de statuer sur un éventail toujours plus large de services publics a alors été dévolue aux États, les collectivités agissant comme entités administratives chargées davantage de dépenser les deniers publics que de les collecter.

Aujourd'hui, on assiste à une évolution vers plus de décentralisation des compétences en matière de dépenses dans de nombreux pays.

Les États centralisés n'ont pas vocation à gérer la multitude de situations différentes rencontrées à l'échelon local

Ainsi, au Royaume-Uni, plus d'un quart des dépenses totales des administrations publiques relèvent des collectivités locales, qui lèvent moins de 5 % des recettes fiscales totales.

Pour qu'un État soit réellement démocratique, il est nécessaire d'assurer un lien entre les bénéficiaires des dépenses et la volonté d'acquitter les impôts nécessaires à leur financement, et de tenir les décideurs politiques responsables de leurs résultats. Mais la dissociation des compétences en matière de dépenses et de fiscalité n'est guère évidente à résoudre. Le professeur Richard Bird résumait le point de vue des économistes classiques lorsqu'il écrivait que les impôts que l'on pourrait le mieux déléguer aux collectivités locales sont loin de représenter une portion congrue. Il est vrai que certains pays, en Amérique latine par exemple, ont réduit le décalage entre dépenses et levée des impôts dans les collectivités locales et régionales.

Cependant, le constat de Richard Bird demeure valable pour de nombreux pays développés. En effet, la part des recettes fiscales locales et régionales, en pourcentage

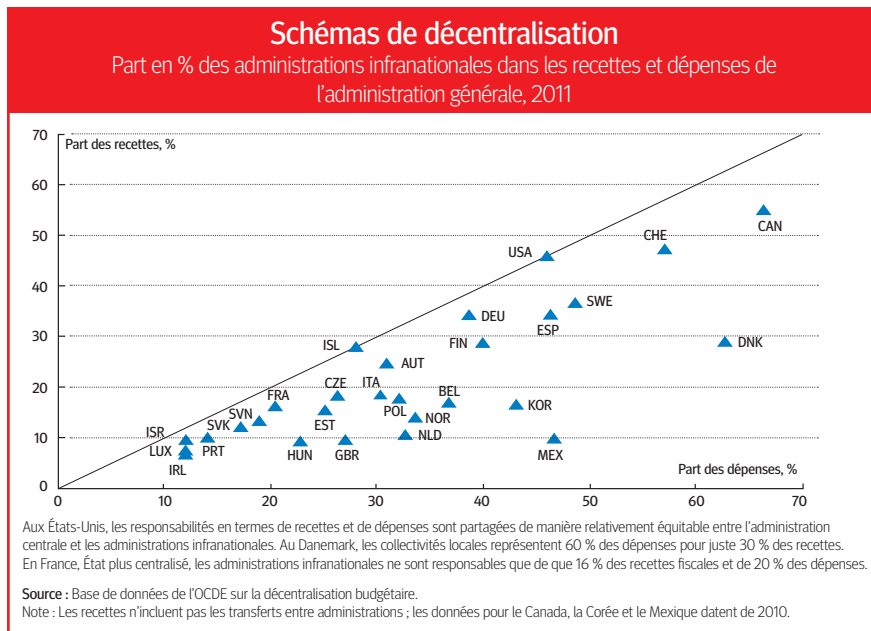


du PIB, n'y représente aujourd'hui qu'une fraction modeste des recettes nationales. La République tchèque, par exemple, ne levait que 1,2 % de ses recettes fiscales au niveau infranational en 2011. Une poignée de pays prouvent que le contraire est possible. Ainsi, près d'un quart des recettes fiscales totales en Finlande sont du ressort des collectivités locales, et non de l'État.

En résumé, des choix politiques réels, comme celui d'intégrer une composante locale plus importante à l'impôt sur le revenu collecté au niveau national, existent bel et bien et peuvent donner aux administrations territoriales plus de maîtrise sur leurs propres recettes. Ces choix méritent qu'on s'y attarde. Et, comme le montre l'exemple de la Finlande, ils peuvent s'appliquer aux pays développés petits ou grands, voire peut-être aux pays en développement. Ainsi, dans les pays d'Afrique sub-saharienne, pourtant confrontés aux mêmes choix, moins de 1 % du PIB provient des recettes fiscales des administrations territoriales. Toutefois, ces pays se heurtent à d'autres obstacles liés aux capacités techniques et aux faiblesses institutionnelles.

Les États centralisés n'ont pas vocation à gérer la multitude des situations différentes rencontrées à l'échelon local. Les tenants de la décentralisation vont sans doute se manifester désormais plus bruyamment, portés par la crise financière, mais aussi en réaction contre la mondialisation que beaucoup accusent d'avoir causé la crise. Le public attend des structures administratives qu'elles répondent davantage aux besoins locaux. Des populations différentes dans des localités différentes ont des problèmes différents. Ces différences sont difficiles à appréhender depuis l'État central. Des solutions innovantes comme le budget participatif, qui associe localement les ménages, les entreprises et la société civile, pourraient offrir une piste.

La décentralisation est un acte de rééquilibrage, qui doit tenir compte de facteurs comme le degré de développement et d'urbanisation. Une nouvelle Révolution industrielle est en cours dans de nombreux pays en développement, avec des villes qui se transforment en mégapoles et d'autres qui surgissent. Les relations entre la ville et l'État sont mises à l'épreuve, les pays devant faire



face à des besoins de gouvernance, d'aménagement et de levée d'impôts induits par une urbanisation de masse récente, et à la nécessité de fournir des services à une classe moyenne en expansion. L'impératif d'une croissance plus verte ajoute une complexité supplémentaire à la répartition des responsabilités entre niveaux administratifs. Quelle latitude les collectivités doivent-elles avoir pour fixer le montant des taxes antipollution locales, par exemple ?

Une autre question se pose : jusqu'à où la décentralisation peut-elle aller avant de produire des rendements décroissants ? Les habitants de petites villes et de villages peuvent tout à fait acquérir le pouvoir de décider et de lever des impôts, mais la fragmentation et la réduction des économies d'échelle peuvent *in fine* amoindrir leur action. L'Inde possède plus de cinq fois plus de collectivités locales que la Chine : cette différence structurelle est-elle une cause ou une conséquence des conditions locales sous-jacentes affectant la fourniture des services publics ? À quel moment les avantages issus de responsabilités politiques très localisées et précises sont-ils trop coûteux en termes d'efficacité ?

Pour récolter les bénéfices de la décentralisation, il est essentiel d'avoir une claire répartition des responsabilités à tous

les niveaux. Les pouvoirs constitutionnels étant relativement figés, tout comme la superficie des pays (ces deux facteurs sont considérés dans les publications universitaires comme déterminant le degré de décentralisation fiscale), les politiques futures seront déterminées par une réflexion sur les mérites de la décentralisation. La conférence du Dialogue fiscal international offrira une excellente opportunité aux ministres et fonctionnaires de tous les niveaux d'administration d'aborder et d'analyser ces questions, et de faire de meilleurs choix pour améliorer leurs propres méthodes d'élaboration des politiques.

Les opinions exprimées sont celles de leur auteur et ne doivent pas être interprétées comme des prises de position politiques de la part des organisations partenaires du DFI.

La 5<sup>e</sup> conférence mondiale du DFI sur la fiscalité et les relations inter-administrations se tiendra du 3 au 5 décembre 2013 à Marrakech, au Maroc. Pour plus d'informations, voir le site Internet du DFI : [www.itdweb.org](http://www.itdweb.org), ou contacter [conference2013@itdweb.org](mailto:conference2013@itdweb.org).

#### Référence

Bird, Richard M. (2010), « Subnational Taxation in Developing Countries, A Review of the Literature », Document de travail de recherche sur les politiques 5450, Banque mondiale, octobre.



République du Sénégal



**TERANGA**  
GOLD CORPORATION

Sabodala Gold Operations S.A.

# Sénégal : une destination privilégiée pour l'investissement



## Une exploitation minière responsable

Teranga Gold Corporation est une entreprise aurifère canadienne qui exploite la mine d'or de Sabodala, située à 650km de Dakar dans la région de Kédougou au Sénégal. La mission de l'entreprise est de procéder à une exploitation minière responsable et de partager les bénéfices avec toutes les parties prenantes. Teranga emploie près de 1000 personnes dont plus de 90% sont de nationalité sénégalaise.

## Un engagement pour la transparence

Teranga Gold Corporation est cotée aux bourses de Toronto (TSX : TGZ) et d'Australie (ASX :TGZ). Près de 500 millions de dollars ont été investis dans la mine de Sabodala depuis 2005.

L'entreprise est engagée dans la transparence et la bonne gouvernance et participe à ce titre au groupe multipartite en charge de présenter la candidature du Sénégal à l'Initiative pour la *Transparence dans l'Industrie Extractive*.

## Investir pour le Sénégal

Teranga est résolue à apporter des changements positifs au sein des communautés où elle œuvre. L'entreprise s'investit dans des projets communautaires au Sénégal dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et des activités génératrices de revenus.

Jusqu'à présent, Teranga a choisi de réinvestir tous les bénéfices de ses activités minières dans l'exploration et les projets de développement au Sénégal afin de financer la croissance de ses opérations dans une perspective de développement à long terme. Le Sénégal offre un environnement minier favorable et attractif pour les investissements directs étrangers.

## Alan Hill, Président exécutif du Conseil d'Administration

*" C'est un plaisir de travailler avec le peuple sénégalais qui démontre tous les jours une éthique dans le travail et une culture de l'équité. Le Président SALL souhaite développer un secteur des ressources minérales fort, qui contribuera au développement du pays et au bien-être des communautés et nous partageons cet objectif. Nous sommes très heureux d'être la première mine d'or à grande échelle en production au Sénégal et notre vision est de nous inscrire comme la référence pour l'exploitation minière responsable au Sénégal. Nous nous engageons à grandir avec les communautés de notre zone d'influence ".*

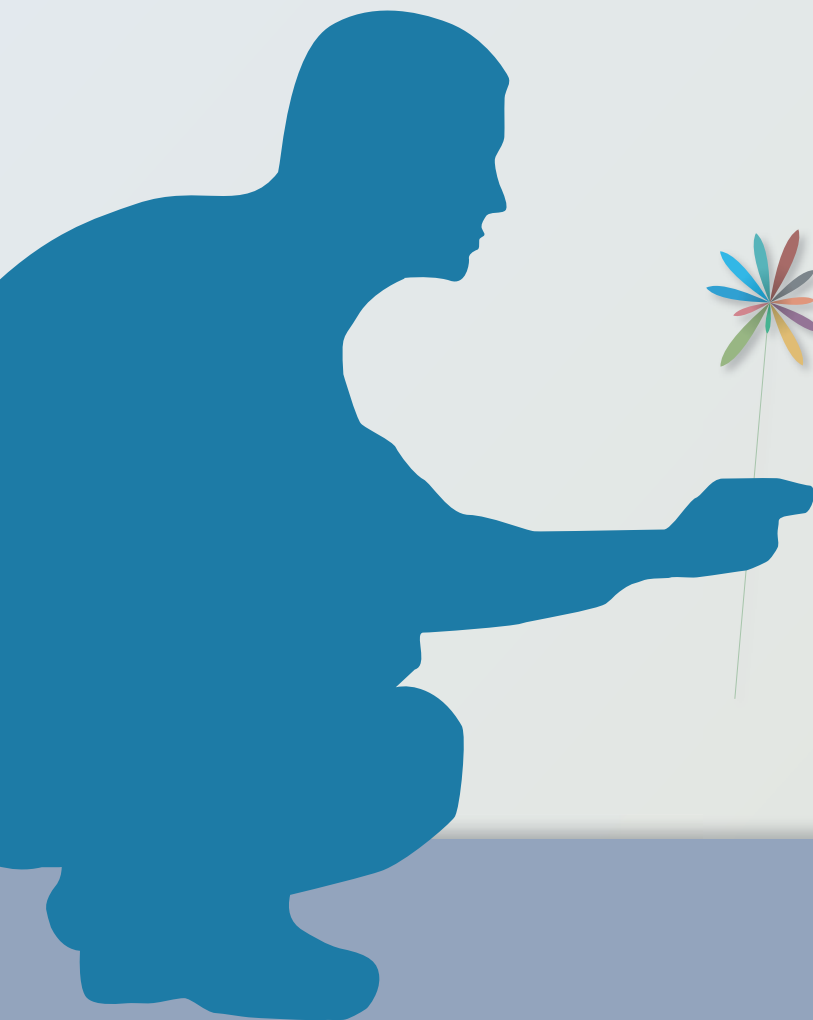
# Votre indicateur du vivre mieux

Votre vie ne se résume pas aux froids chiffres du PIB et autres statistiques économiques. Votre indicateur du vivre mieux vous permet de comparer le bien-être dans différents pays, sur la base de 11 thèmes considérés comme essentiels. Chaque pays est représenté par une fleur dont les 11 pétales correspondent à chacun des thèmes. La longueur de chaque pétale indique la performance du pays pour le thème correspondant. La hauteur des fleurs permet d'évaluer les performances globales des pays.

Votre indicateur du vivre mieux vous permet de classer les pays en fonction de l'importance que vous accordez aux 11 différents critères du bien-être. Il vous permet aussi de comparer vos priorités avec celles des autres utilisateurs en fonction de critères géographique, d'âge et de genre, et de partager vos résultats.

Créez votre indicateur du vivre mieux sur :

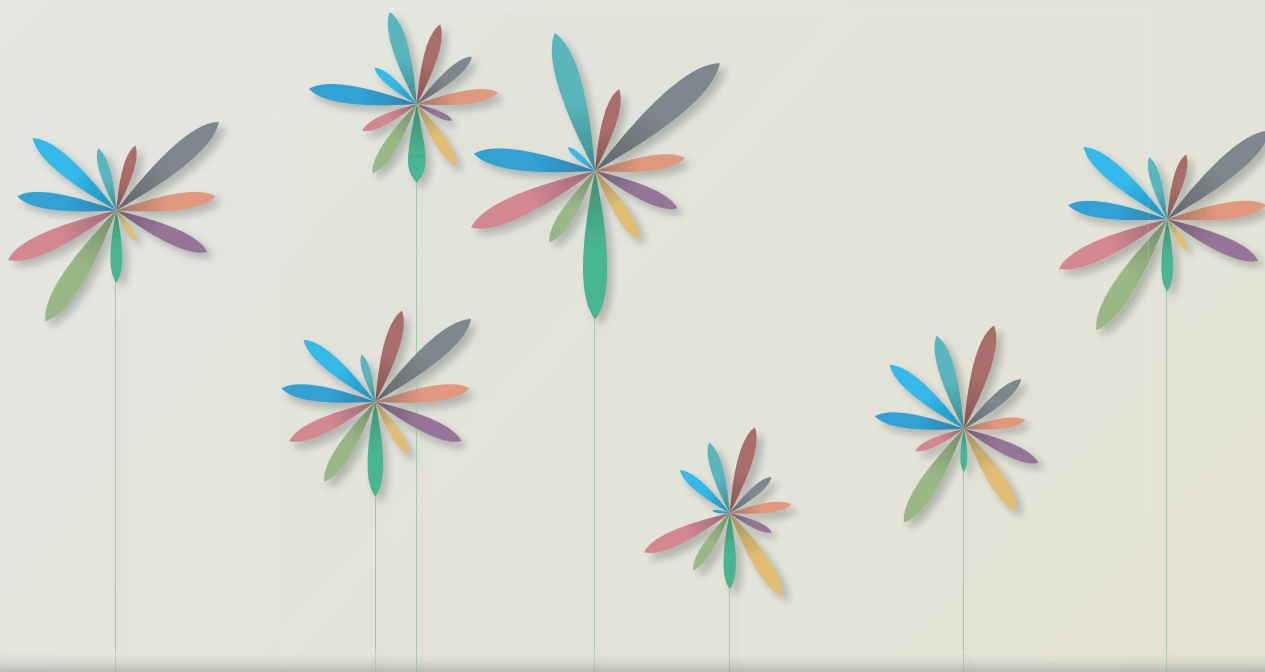
[www.oecdbetterlifeindex.org/fr](http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr)







Comparez votre qualité de vie avec d'autres pays



# Avons-nous les compétences nécessaires pour réussir ?



**Voici une statistique peu réjouissante : dans une vingtaine de pays parmi les plus riches du monde, au moins un adulte sur 10 est uniquement capable de comprendre des textes basiques. Posez-leur une question sur un énoncé, et ils seront en mesure d'y répondre seulement si le texte est bref, qu'il utilise un vocabulaire simple et qu'il contient des indices en reprenant les mots employés dans la question.**

Vous pensez sans doute que ce chiffre n'est pas encourageant mais qu'au moins, les neuf autres adultes sont capables de lire plutôt bien. Détrompez-vous : cette statistique d'un sur 10 est juste une valeur minimale. Dans certains des pays les plus riches du monde, plus d'un tiers des adultes rencontrent des difficultés pour comprendre des textes d'un niveau autre qu'élémentaire.

Ces résultats sont tirés d'un nouveau rapport, les *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013*, qui marque la première tentative de l'Organisation d'évaluer l'aptitude des adultes à lire, à écrire, à compter et à résoudre des problèmes. Il prolonge les

travaux du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), qui mesure les connaissances et les compétences des élèves du secondaire. Si vous connaissez le PISA, vous savez que ses résultats sont examinés dans le monde entier, notamment le classement des quelque 70 pays participants. Le nouveau Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC), également connu comme l'enquête sur les compétences des adultes, devrait susciter un intérêt analogue bien qu'il ne couvre qu'environ 24 pays.

Le rapport montre de grandes variations des niveaux de compétences selon les pays. Par exemple, au Japon et en Finlande, environ un adulte sur 5 obtient les meilleurs résultats en lecture et en écriture. En Italie et en Espagne, en revanche, cette proportion n'est que d'un adulte sur 20.

En quoi ces résultats sont-ils importants ? Comme l'a déjà fait observer le blog *OECD Insights*, la demande de main-d'œuvre qualifiée augmente dans les économies actuelles, au détriment des travailleurs moins qualifiés. Le rapport de l'OCDE apporte de nouveaux éléments témoignant de ce

phénomène. Par rapport aux individus possédant des aptitudes élevées en lecture et en écriture, les moins qualifiés ont deux fois plus de risques d'être au chômage. En outre, les individus peu qualifiés sont davantage susceptibles d'être en mauvaise santé. Mais les individus ne sont pas les seuls à pâtir de cette situation : le faible niveau de compétences, ou l'incapacité à tirer pleinement parti des talents disponibles, freine également la croissance des économies nationales.

L'attention suscitée par le rapport devrait essentiellement se concentrer sur la comparaison du classement des pays. Concernant l'indicateur principal de l'aptitude à lire et à écrire, par exemple, le Japon, la Finlande, la Suède et les Pays-Bas occupent les quatre premières places tandis que, parmi les pays de l'OCDE, l'Irlande, la France, l'Espagne et l'Italie figurent en queue de peloton. La configuration est la même pour l'aptitude au calcul, à l'exception de la France qui cède sa place au bas du classement aux États-Unis.

En ce qui concerne la maîtrise de l'informatique, au moins un adulte sur 10 ne

possède pas les compétences de base, mais là encore, il existe de grandes disparités entre les pays. En Suède, seul un adulte interrogé sur 50 environ a indiqué n'avoir jamais utilisé un ordinateur, tandis qu'en Italie, cette proportion s'élève à un peu moins d'un adulte sur 4.

Les comparaisons entre les pays ne constituent cependant qu'une petite partie des résultats. De très nombreuses données sont également disponibles sur la façon dont les individus améliorent et mettent en pratique leurs compétences et leurs aptitudes, et sur la manière dont certains facteurs comme la pauvreté et l'origine sociale déterminent ce processus. Certains résultats sont pour le moins surprenants. Par

exemple, l'enquête suggère qu'il faut revoir l'idée selon laquelle plus d'études est forcément synonyme de plus de compétences. D'après les *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013*, les jeunes

### Les individus peu qualifiés risquent davantage d'être en mauvaise santé

adultes au Japon ou aux Pays-Bas qui n'ont suivi qu'un enseignement secondaire « obtiennent sans difficulté de meilleurs résultats que les diplômés du supérieur du même âge en Italie ou en Espagne ».

Étant la première d'une série programmée, cette enquête répond en quelque sorte à autant de questions qu'elle n'en pose : par

exemple, pourquoi l'origine sociale – en d'autres termes, le patrimoine familial – est-elle un facteur clé dans la détermination du niveau de compétences des individus dans certains pays et pas dans d'autres ? Pourquoi le niveau de compétences augmente-t-il à chaque nouvelle génération dans certains pays, mais semble stagner dans d'autres, comme aux États-Unis et au Royaume-Uni ? Il sera intéressant d'étudier les réponses apportées à ces questions dans les années à venir, ainsi que l'analyse qui en ressortira. *Brian Keeley*

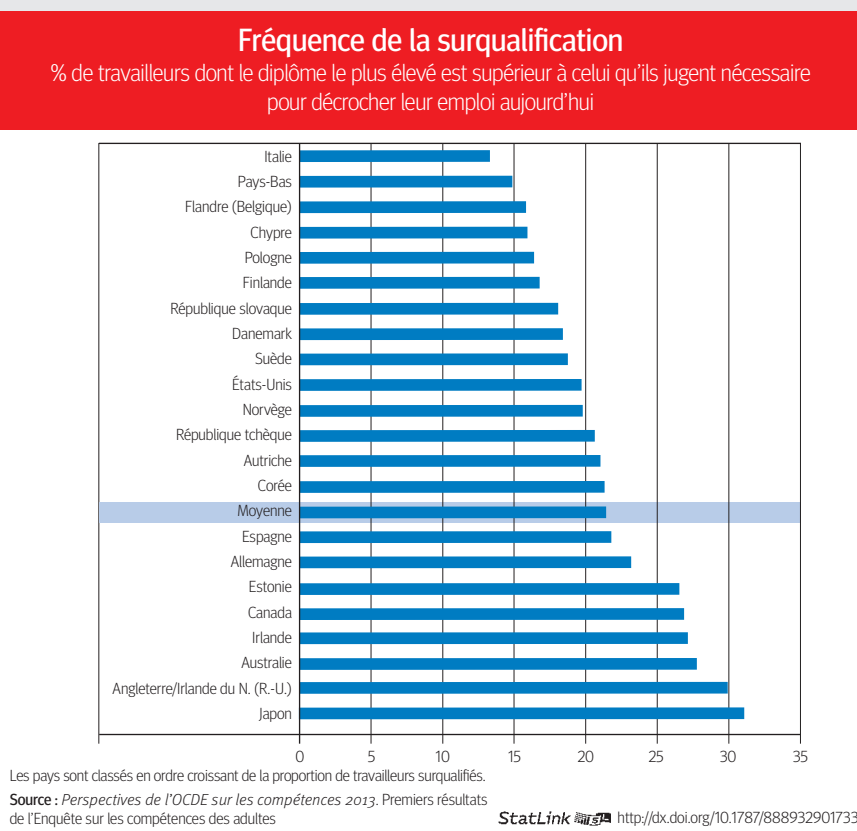
Cet article est adapté de [www.OECDInsights.org](http://www.OECDInsights.org). Pour plus d'informations sur l'Enquête 2013 sur les compétences des adultes (PIAAC), voir [skills.oecd.org/skillsoutlook.html](http://skills.oecd.org/skillsoutlook.html)

## Trop d'études ?

Environ 21 % des travailleurs sont surqualifiés pour leur emploi. C'est l'une des principales conclusions de la première édition des *Perspectives de l'OCDE sur les compétences*, qui présente les résultats d'une enquête sur les compétences menée auprès de 157 000 adultes dans 24 pays et régions. Cette publication offre une rare occasion de déterminer dans quelle mesure les qualifications des travailleurs correspondent à celles requises par leur emploi. Selon l'étude, le pourcentage des surqualifiés va de moins de 15 % en Italie et aux Pays-Bas à 30 % voire davantage au Japon et au Royaume-Uni.

Pour tirer pleinement parti du capital humain, les qualifications et les compétences des travailleurs doivent correspondre à celles qui sont requises par leurs emplois. Cette adéquation est importante pour les entreprises qui souhaitent optimiser leur productivité et réduire leur taux de renouvellement. Elle est surtout primordiale pour les travailleurs puisqu'elle a un impact considérable sur leur rémunération et leur niveau de satisfaction professionnelle. Mais elle préoccupe également les pouvoirs politiques car l'inadéquation des compétences peut entraîner une hausse du chômage et un ralentissement de la croissance du PIB en gaspillant le capital humain et en réduisant la productivité.

Certaines inadéquations sont toutefois inévitables. Les compétences et les qualifications requises changent en fonction des évolutions technologiques, des besoins des clients ou d'autres facteurs, et il existe de nombreuses raisons pour lesquelles certains



travailleurs risquent d'occuper, du moins provisoirement, des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés. Par ailleurs, les jeunes diplômés ou les

chômeurs peuvent accepter des emplois qui ne correspondent pas nécessairement à leurs qualifications.



## La Colombie et la Lettonie engagent leur procédure d'adhésion



Juan Manuel Santos, Président de la Colombie

Le 19 septembre, l'OCDE a défini clairement les étapes de l'adhésion de la Colombie, renforçant sa détermination à accroître le nombre de ses membres pour accueillir davantage d'économies émergentes. Le 16 octobre, elle a également publié une feuille de route pour l'adhésion de la Lettonie.

Ces feuilles de route lancent la procédure et précisent les conditions de l'adhésion future de la Colombie et de la Lettonie. Elles suivent la décision politique prise par le Conseil ministériel de l'OCDE, réuni à Paris en mai 2013.

Lors de la publication de la feuille de route, le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, a indiqué que les pourparlers avec la Colombie et la Lettonie ont mis en évidence l'engagement de l'Organisation à élargir son



Valdis Dombrovskis, Premier ministre de la Lettonie

champ d'action et renforcer son rôle mondial dans la fixation de normes. « Notre principal objectif est de travailler ensemble pour rapprocher les politiques [de ces pays] des meilleures pratiques de l'OCDE ».

Il a souligné que la procédure, aux termes de laquelle des normes et meilleures pratiques sont adoptées pour améliorer les conditions de vie des citoyens, est « aussi importante que l'adhésion elle-même ». Des représentants colombiens et lettons vont maintenant participer aux comités de l'OCDE, dont les experts originaires des pays membres contribuent aux travaux de l'Organisation dans plusieurs domaines, notamment : corruption, marchés de capitaux, concurrence, fiscalité, environnement, gouvernance publique, statistiques, économie, éducation, emploi,

travail et affaires sociales, santé, commerce, agriculture, science et technologie.

Lors de la première étape, les pays en voie d'adhésion soumettront un « mémorandum initial » définissant leur position par rapport aux 250 instruments juridiques de l'OCDE (voir [www.oecd.org/acts](http://www.oecd.org/acts)). Une série d'examen techniques seront ensuite réalisés par des experts de l'OCDE pour collecter davantage d'informations par le biais de questionnaires et de missions d'étude.

L'OCDE évaluera alors la mise en œuvre par la Colombie et la Lettonie de ses politiques, pratiques et instruments juridiques, et pourrait formuler des recommandations pour que des ajustements leur soient apportés.

Une fois le feu vert donné par les comités, la décision finale appartient à tous les pays membres de l'OCDE réunis au sein du Conseil. La décision est prise par consensus.

Il n'y a pas de date butoir pour la fin de la procédure, celle-ci dépendant de l'aptitude des candidats à s'adapter pour s'aligner sur les normes de l'Organisation, a indiqué le Secrétaire général de l'OCDE.

La Colombie et la Lettonie seraient les premiers nouveaux membres depuis l'adhésion du Chili, de l'Estonie, d'Israël et de la Slovaquie en 2010. Les pourparlers d'adhésion avec la Fédération de Russie se poursuivent.

## Le Costa Rica signe la déclaration sur l'investissement



Anabel González, Ministre du Commerce du Costa Rica, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE.

Le Costa Rica est devenu le 45<sup>e</sup> pays à adhérer à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, instrument qui devrait aider le pays à attirer davantage d'investissements étrangers de meilleure qualité et à encourager une conduite responsable des entreprises.

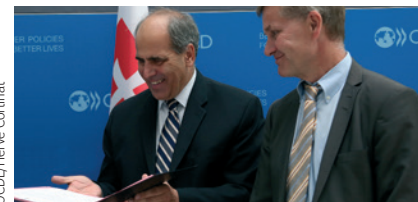
La ministre du Commerce du Costa Rica,

Anabel González, a signé la Déclaration en présence du Secrétaire général de l'OCDE, à Paris, le 30 septembre. M. Gurría a indiqué que « l'aptitude du Costa Rica à attirer des investissements étrangers a contribué à rendre l'économie du pays plus diversifiée et plus intensive en connaissances. La signature de la Déclaration de l'OCDE est une autre étape importante qui approfondira son intégration internationale et favorisera la croissance et le développement ».

En signant la déclaration, le Costa Rica s'engage à assurer un traitement national aux investisseurs étrangers et à encourager une conduite responsable des entreprises. À leur tour, les autres pays adhérant à la Convention prennent des engagements similaires envers les entreprises de ce pays opérant chez eux. L'intervention complète est disponible sur [www.oecd.org](http://www.oecd.org).

## La République slovaque rejoint le CAD

La République slovaque est devenue le 27<sup>e</sup> membre du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD), forum international de premier plan pour les acteurs bilatéraux de la coopération pour le développement. L'adhésion de la Slovaquie au CAD fait suite à une période d'expansion rapide de ses activités de développement, notamment la progression de son aide publique au développement, passée de 28 millions à 92 millions USD sur la période 2004-08. Voir [www.oecd.org/dac](http://www.oecd.org/dac).



Peter Burian, Secrétaire d'Etat du ministère des Affaires étrangères et des Affaires européennes de la Rép. slovaque et Erik Solheim, Président du CAD

# Discours récents d'Angel Gurría



Osman Osaal/Reuters

Pour la liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir [www.oecd.org/fr/presse/discoursdusecetairegeneral](http://www.oecd.org/fr/presse/discoursdusecetairegeneral)

## Financing for investment

14 octobre 2013

Remarques prononcées au Sommet des chefs d'État du G20, Washington DC, États-Unis.

## The global economy and a framework for a strong, sustainable and balanced growth

14 octobre 2013

Remarques prononcées au Sommet des chefs d'État du G20, Washington DC, États-Unis.

## Déclaration au Comité du développement

12 octobre 2013

Déclaration écrite par Angel Gurría et Erik Solheim, Président du CAD de l'OCDE, à l'occasion de la réunion du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale, Washington DC, États-Unis.

## Déclaration au CMFI

12 octobre 2013

Remarques prononcées à la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale, Washington DC, États-Unis.

## Shaping the post-crisis global economy

10 octobre 2013

Remarques prononcées à la Banque islamique de développement, Washington DC, États-Unis.

## Déclaration du Secrétaire général à la réunion des ministres des Finances du Partenariat de Deauville

10 octobre 2013

Remarques prononcées à Washington DC, États-Unis.

## Communiqué de presse

10 octobre 2013

Communiqué sur les dangers d'un défaut de paiement américain pour l'économie mondiale.

## The climate challenge: Achieving zero emission

9 octobre 2013

Conférence de M. Angel Gurría à Londres, Royaume-Uni.

## Publication de l'Évaluation des compétences des adultes

8 octobre 2013

Remarques prononcées lors du lancement de la première édition de l'Évaluation des compétences des adultes, Bruxelles, Belgique.

## It is time for Africa – Promising opportunities from natural resources

7 octobre 2013

Allocution inaugurale prononcée au 13<sup>e</sup> Forum économique international sur l'Afrique, Paris, France.

## Réunion informelle des ministres de l'Éducation de l'OCDE

2 octobre 2013

Discours de clôture prononcé à Istanbul, Turquie.

## Communiqué de presse

1 octobre 2013

Communiqué de soutien à l'occasion de l'annonce par le Premier ministre japonais, M. Abe, du relèvement du taux de la TVA au Japon, de 5 % actuellement à 8 % en avril.

## Adhésion du Costa Rica à la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales

1 octobre 2013

Remarques prononcées lors de la cérémonie d'adhésion, Paris, France.

## Débat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'OCDE

1 octobre 2013

Remarques prononcées lors du débat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'OCDE, Strasbourg, France.

## Tackling Portugal's health challenge and promoting well-being

30 septembre 2013

Allocution inaugurale au séminaire des ambassadeurs, prononcée à l'occasion de la visite à l'OCDE du ministre de la Santé du Portugal, Paulo Macedo, Paris, France.

## The future ain't what it used to be – 20 years of competition law and the challenges ahead

27 septembre 2013

Remarques prononcées lors d'une conférence sur le droit de la concurrence : « Twenty years of competition law – prospects and challenges », Reykjavik, Islande.

## Nouveaux ambassadeurs

6 août 2013 : **Ignacio Briones** a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur du Chili. Il succède à Raúl Sáez.

6 août 2013 : **Marlies Stubits-Weidinger** a pris ses fonctions en tant que nouvelle ambassadrice d'Autriche. Elle succède à Wolfgang Petritsch.

30 août 2013 : **Klavs Arnoldi Holm** a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur du Danemark. Il succède à Poul Erik Dam Kristensen.

10 septembre 2013 : **Okko-Pekka Salmimies** a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur de Finlande. Il succède à Antti Kuosmanen.

16 septembre 2013 : **George Prevelakis** a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur de Grèce. Il succède à Konstantina Birmipili.

16 septembre 2013 : **Noé Van Hulst** a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur des Pays-Bas. Il succède à Edmond H. Wellenstein.

7 octobre 2013 : **Kazuo Kodama** a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur du Japon. Il succède à Motohide Yoshikawa.

# Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public ni aux médias mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et mise à jour chaque semaine est disponible sur [www.oecd.org/media/enbref](http://www.oecd.org/media/enbref)

## SEPTEMBRE

- 1-6 **Semaine mondiale de l'eau**, avec le lancement de deux rapports de l'OCDE : « **Water Security : Managing Risks and Tradeoffs** » ; « **Water and Climate change Adaptation : Policies to Navigate Unchartered Waters** », avec le Secrétaire général. Stockholm, Suède.
- 4 Lancement de l'**Évaluation économique intermédiaire**. Saint-Petersbourg, Fédération de Russie.
- 5-6 **Sommet du G20**. Participation du Secrétaire général. Saint-Petersbourg, Fédération de Russie.
- 12 Lancement de l'**Étude économique de l'Irlande**. Participation du Secrétaire général et conférence de presse. Dublin, Irlande.
- 12 Communiqué de presse des statistiques de l'OCDE : **Croissance PIB du G20 T2, 2013**.
- 12-13 Conférence « **Shrinking cities in Europe** » (Programme LEED). Essen, Allemagne.
- 23-24 **Forum mondial du Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique – Réunion plénière**.
- 25-27 **European Forum for New Ideas**. Participation de l'OCDE. Sopot, Pologne.

## OCTOBRE

- 18-19 Lancement des **Perspectives économiques de l'Amérique latine 2014** (en anglais et espagnol seulement) lors du sommet des chefs de gouvernement ibéro-américains. Participation du Secrétaire général. Panama City, Panama.
- 21-22 **Global Green Growth Forum**. Copenhague, Danemark.
- 22-23 **Global Forum on the Knowledge Economy 2013**. Istanbul, Turquie.
- 22-23 **Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Russie 2013**. Moscou, Fédération de Russie.

## NOVEMBRE

- 5 Lancement de la publication *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*. Bruxelles, Belgique.
- 7-8 **Troisième Forum sur les délits et la fiscalité**. Istanbul, Turquie.
- 11-22 Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (**COP19**). Varsovie, Pologne.
- 13 Lancement de la publication *Regards sur la Gouvernance*.
- 13-14 **WorldPensionSummit 2013 - Sommet mondial sur les retraites**. Participation de l'OCDE. Amsterdam, Pays-Bas.
- 19 Communiqué de presse sur les statistiques : croissance PIB OCDE, trimestre 3, 2013.
- 19-20 Les Echos Conférences – **Forum Economie Santé, « Système de soins : relever le défi de l'efficacité »**. Maison de la Chimie, Paris.
- 21 Réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. Francfort, Allemagne.
- 21-22 **6<sup>e</sup> Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales**. Jakarta, Indonésie.
- 26 Parution de *Panorama des Pensions 2013*.
- 28 Communiqué de presse sur les statistiques : échanges (trimestriel).

## DÉCEMBRE

- 2-3 **Symposium européen sur l'éthique et la gouvernance**. En coopération avec la Chaire Droit et Éthique des affaires. OCDE, Paris.
- 3 Lancement de PISA 2012, les connaissances mathématiques. PISA : **Programme international de suivi des acquis des élèves de l'OCDE**.
- 3 Communiqué de presse sur les statistiques : prix à la consommation.
- 3-5 Conférence mondiale International Tax Dialogue (ITD) : **Fiscalité et relations intergouvernementales**. Marrakech, Maroc.

- 4-5 Des villes meilleures pour améliorer la vie, rapprocher les politiques nationales et locales pour la croissance et le bien-être : **cinquième table ronde urbaine de l'OCDE des maires et des ministres** organisée en partenariat avec la Ville de Marseille et le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec l'appui du gouvernement français. Marseille, France.
- 5 Réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. Francfort, Allemagne.
- 5-6 Régions et villes : les politiques à la rencontre des citoyens, **3<sup>e</sup> réunion ministérielle du comité des politiques du développement de l'OCDE**. Marseille, France.
- 5-6 **Forum sur la croissance verte et le développement durable**. OCDE, Paris.
- 9 **Conférence co-organisée par l'OCDE et Transparency International « Integrity and the crisis: How to earn back the trust of young people »**. OCDE, Paris.
- 9-10 Atelier/Séminaire web : **Améliorer la qualité de l'enseignement dans le supérieur**. Kadir Has University, Turquie.
- 18-19 Réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. Francfort, Allemagne.

## JANVIER

- 22-25 **Réunion annuelle 2014 du Forum économique mondial**. Davos-Klosters, Suisse.

## MARS

- 28-29 **4<sup>e</sup> Sommet international sur la profession d'enseignant**. Wellington, Nouvelle-Zélande.

## MAI

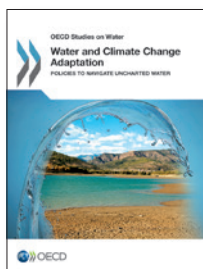
- 5-9 Semaine de l'OCDE
- 21-23 **Sommet annuel 2014 du Forum international des transports**, Leipzig, Allemagne.

## Frankie.org by stik





# Avis de tempête



L'eau sera le plus important vecteur des effets du changement climatique. Beaucoup de régions du monde devraient ainsi connaître une multiplication des épisodes de pluie

torrentielle, d'inondation et de sécheresse, mais la modification du climat bouleversera aussi la situation des ressources en eau douce dans le monde.

Le rapport *L'eau et l'adaptation au changement climatique : Des politiques pour naviguer en eaux inconnues*, publié dans la série des études de l'OCDE sur l'eau, expose les enjeux du changement climatique pour les ressources en eau douce et propose des orientations pour naviguer dans ce nouvel environnement.

Une certaine modification du climat est inévitable quelle que soit l'évolution future des émissions de carbone, et on observe

d'ores et déjà des répercussions importantes. La modification des régimes pluviométriques décale les saisons des pluies et influe sur les périodes de dégel et les quantités d'eau issue de la fonte de la couverture neigeuse et des glaciers, avec bien souvent des conséquences pour la protection contre les inondations, le stockage de l'eau, le drainage urbain, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, qui deviennent plus coûteux. L'évolution des épisodes météorologiques extrêmes compliquera vraisemblablement beaucoup plus l'adaptation au changement climatique que celle des moyennes, et elle augmentera aussi les coûts d'adaptation des infrastructures de l'eau. Les écosystèmes d'eau douce et les services qu'ils fournissent sont particulièrement vulnérables.

Le changement climatique modifiera aussi la répartition des précipitations dans le temps et dans l'espace. Certaines régions deviendront plus humides, d'autres plus arides. Le rapport prévoit que les régions déjà bien arrosées verront généralement les précipitations augmenter encore, tandis que

les régions arides et semi-arides verront la sécheresse s'accroître. Dans les premières, sous l'effet des pluies plus fréquentes et intenses, l'érosion s'amplifiera, la charge solide augmentera dans les cours d'eau, les lacs et les eaux côtières, réduisant la qualité de l'eau. Dans les régions arides et semi-arides, à l'inverse, toute diminution des précipitations est lourde de conséquences pour les cours d'eau et les lacs, et peut provoquer un assèchement comme dans le cas du lac Tchad. Ces régions, qui comprennent le bassin méditerranéen, l'ouest des États-Unis, l'Afrique australe et le nord-est du Brésil, sont pour beaucoup particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique et devraient subir une baisse de leurs ressources en eau.

*L'eau et l'adaptation au changement climatique : Des politiques pour naviguer en eaux inconnues*, Études de l'OCDE sur l'eau, Éditions OCDE

ISBN 9789264200647 (PDF) ;  
9789264047945 (papier)

# L'engrenage



En 1994, sur un marché au Ghana, un simple désaccord oppose deux personnes sur le prix de la pintade. La situation s'envenime, l'un des protagonistes décède dans

des circonstances et l'événement déclenche des affrontements meurtriers qui dégénèrent en spirale de la vengeance, événements depuis connus sous le nom de « guerre de la pintade ». Plus de 400 villages sont brûlés et 15 000 personnes sont tuées avant le rétablissement de l'ordre par l'armée ghanéenne.

L'Afrique de l'Ouest est une région immense caractérisée par une grande diversité géographique et culturelle. Malheureusement,

elle a longtemps été synonyme d'instabilité et de violents conflits. La publication *Conflits liés aux ressources et terrorismes : Deux facettes de l'insécurité*, publié par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE, s'intéresse aux causes profondes de la myriade de conflits qui ont miné, et continuent de miner, cette grande région d'Afrique. Fait intéressant, rien ne permet d'affirmer que la rareté de certaines ressources est l'une de ces causes. De même, s'il est vrai que l'insécurité alimentaire, les migrations, la croissance démographique et le changement climatique posent d'importants problèmes, ils n'ont pas d'incidence sur le nombre de conflits dans la région.

Alors comment naissent les conflits en Afrique de l'Ouest ? La guerre de la pintade constitue un exemple intéressant. Cet événement trouve sa source dans un processus complexe fait de rivalités tribales et territoriales ancestrales, de colonialisme,

de quête de formes de gouvernance plus modernes et de libéralisation économique. De fait, il semble que dans la région, la plupart des guerres résultent d'une conjonction compliquée de facteurs, actuels et hérités du passé, dont il est difficile de désigner le plus influent ou décisif. Les faiblesses des politiques et de l'administration judiciaire apparaissent cependant comme les principaux facteurs de risque. Le maintien de la paix est un enjeu régional capital auquel la vigilance des pouvoirs publics, la réforme foncière et les politiques en faveur de l'emploi peuvent apporter une contribution positive.

*Conflits liés aux ressources et terrorismes : Deux facettes de l'insécurité*

ISBN 9789264190276 (papier)  
9789264190283 (PDF)

# Spécial Afrique

Toutes les publications sont disponibles sur [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop) et [www.OECD-iLibrary.org](http://www.OECD-iLibrary.org)



## Perspectives économiques en Afrique 2013 : Transformation structurelle et ressources naturelles

Cette édition assure le suivi

détaillé des performances économiques de 53 pays d'Afrique et met l'accent sur la transformation structurelle et les ressources naturelles en Afrique.

ISBN 978-92-64-20069-2 Juin 2013, 356 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800



## Inventaire des lois, politiques et pratiques pour l'intégrité dans les affaires et la lutte contre la corruption dans vingt pays africains

Ce livre présente les résultats d'un exercice d'inventaire de l'intégrité des entreprises et des politiques anti-corruption dans 28 pays en Afrique. Il est le résultat d'une initiative de collaboration entre l'OCDE et la Banque africaine de développement.

ISBN 978-92-64-11423-4, Novembre 2012, 188 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800

## African Central Government Debt 2013: Statistical Yearbook

Cette nouvelle édition fournit des informations quantitatives complètes sur les instruments d'emprunt d'État en Afrique centrale, comprenant les dettes négociables et les dettes non négociables. Le champ des données se limite aux émissions d'emprunt d'État ainsi qu'aux dettes bilatérales, multilatérales et concessionnelles.

ISBN 978-92-64-20161-3, Décembre 2013, 210 pages  
€55 \$77 £49 ¥7 100

*Édition française à paraître*



## Peuplement, marché et sécurité alimentaire

Alors que la population ouest-africaine devrait doubler d'ici 2050, ce rapport étudie comment les

systèmes de production et les politiques agricoles devront évoluer pour soutenir cette croissance.

ISBN 978-92-64-18738-2, Juin 2013, 100 pages  
€50 \$70 £45 ¥6 500



## Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord 2013

Ce livre évalue les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique réglementaire au Bahreïn, en Égypte, en Jordanie, au Liban, en Mauritanie, au Maroc, dans les Territoires palestiniens et en Tunisie.

ISBN 978-92-64-20474-4, Octobre 2013, 81 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100

*Édition français à paraître*

## Conflits liés aux ressources et terrorismes : Deux facettes de l'insécurité

Cet ouvrage analyse tout d'abord les conflits liés aux ressources, forme d'instabilité ancienne et récurrente dans la région. Cette publication explore ensuite une dimension relativement récente de l'insécurité : le terrorisme.

ISBN 978-92-64-19029-0, Mai 2013, 144 pages  
€42 \$58 £37 ¥5 400



## Études économiques de l'OCDE : Afrique du Sud 2013

Ce livre examine les développements récents, la politique et les perspectives économiques de ce pays. Il comporte

des chapitres consacrés à l'amélioration de la qualité de l'éducation et à la croissance verte.

ISBN 978-92-64-18321-6, Décembre 2013, 124 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800



## Examens environnementaux de l'OCDE : Afrique du Sud 2013

Ce rapport évalue les progrès réalisés en Afrique du Sud en matière de développement durable et de

croissance verte. Il étudie les politiques qui encouragent la protection de la biodiversité exceptionnellement riche de l'Afrique du Sud et qui favorisent une gestion plus efficace de l'environnement.

ISBN 978-92-64-20289-4, Octobre 2013, 212 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800

*Édition française à paraître*

## Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes Peer Reviews: South Africa 2012: Combined Phase 1 + Phase 2

Ce rapport examine le cadre juridique et réglementaire des juridictions en matière d'échange de renseignements fiscaux, ainsi que la mise en œuvre pratique de ce cadre.

ISBN 978-92-64-18209-7, Novembre 2012, 96 pages  
€32 \$44 £28 £4 100

*Disponible en anglais uniquement*

# Meilleures ventes

Tous les ouvrages sont disponibles sur [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop) et sur [www.OECD-iLibrary.org](http://www.OECD-iLibrary.org)



## Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'évaluation des compétences des adultes

Cette première

édition des *Perspectives de l'OCDE sur les compétences* présente les résultats initiaux du rapport évaluant les compétences des adultes dans 22 pays de l'OCDE et dans 2 pays partenaires, non-membres de l'OCDE.

ISBN 978-92-64-20398-3, Octobre 2013, 456 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800

Édition française à paraître

Voir *L'évaluation des compétences des adultes : Manuel à l'usage des lecteurs* dans la rubrique *Éducation*



## Regards sur l'éducation 2013 : Les indicateurs de l'OCDE

Source d'informations précises et pertinentes, *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de*

l'OCDE fait figure de publication de référence sur l'état de l'éducation dans le monde. Elle fournit des données sur la structure, le financement et les performances des systèmes d'éducation dans plus de 40 pays, dont les pays membres de l'OCDE et les pays partenaires membres du G20.

ISBN 978-92-64-20188-0, Septembre 2013, 452 pages  
€80 \$112 £72 ¥10 400

## Regards sur l'éducation 2013 : Panorama

*Regards sur l'éducation 2013 : Panorama* offre une version résumée du recueil phare de statistiques sur l'éducation de l'OCDE, *Regards sur l'éducation*. Cet ouvrage présente des données facilement accessibles sur tous les thèmes clés.

ISBN 978-92-64-20200-9, Octobre 2013, 109 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900



## Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2013, Numéro 1

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présentent une analyse des grandes

tendances économiques qui marqueront les deux années à venir.

ISBN 978-92-64-20093-7, Juillet 2013, 324 pages  
€102 \$147 £91 ¥12 200



## Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices

Ce rapport s'ouvre sur une description des études et des données publiquement

accessibles concernant l'existence et l'ampleur de l'érosion de la base d'imposition

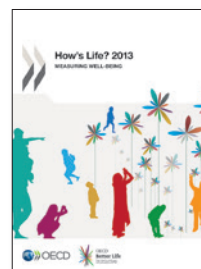
ISBN 978-92-64-19289-8, Mars 2013, 96 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100



## Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices

Ce Plan d'action est centré sur la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

ISBN 978-92-64-20322-8, Septembre 2013, 48 pages  
€15 \$21 £13 ¥1 900



## How's Life? 2013: Measuring Well-being

La deuxième édition du rapport *Comment va la vie ?* examine les aspects les plus importants qui façonnent le bien-être et

la vie des gens : le revenu, l'emploi, le logement, la santé, le travail et l'équilibre vie professionnelle-vie privée, l'éducation, les liens sociaux, l'engagement civique et la gouvernance, l'environnement, la sécurité personnelle et le bien-être subjectif.

ISBN 978-92-64-20074-6, Novembre 2013, 200 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500

Édition française à paraître



## Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013

Trouver le juste équilibre entre apporter aux chômeurs une nécessaire garantie de revenu et maintenir de fortes

incitations à retrouver un emploi, et aider les chômeurs dans leur effort de recherche d'emploi, n'est pas une tâche facile.

ISBN 978-92-64-20197-2, Août 2013, 296 pages  
€80 \$112 £72 ¥10 400

## Latin American Economic Outlook 2014: Logistics and Competitiveness for Development

Selon cette édition des *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, le continent continue de présenter une croissance stable mais incertaine du fait de la flambée du coût des marchandises. Les thèmes spécifiques développés portent sur la concurrence et les questions de logistique.

ISBN 978-92-64-20363-1, Octobre 2013, 180 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais et en espagnol uniquement



# Nouvelles publications

Tous les ouvrages sont disponibles sur [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop) et sur [www.OECD-iLibrary.org](http://www.OECD-iLibrary.org)

## ÉCONOMIE

### OECD Economic Surveys: Brazil 2013

ISBN 978-92-64-18314-8, Octobre 2013, 91 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800  
*Édition française à paraître*

### OECD Economic Surveys: Chile 2013

ISBN 978-92-64-18312-4, Octobre 2013, 90 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800  
*Édition français à paraître*



### OECD Economic Surveys: Ireland 2013

ISBN 978-92-64-18310-0, Septembre 2013, 123 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800  
*Édition française à paraître*

### Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2013 Numéro 2 : Tableaux détaillés

ISBN 978-92-64-20280-1, Juillet 2013, 324 pages  
€95 \$133 £85 ¥12 300

## AGRICULTURE



### Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2013

Ce livre présente des projections à l'horizon 2022 pour les principaux produits agricoles, les biocarburants et les poissons. Le

rapport 2013 comprend, pour la première fois, le coton et un chapitre spécial sur la Chine.

ISBN 978-92-64-195653, Juillet 2013, 356 pages  
€70 \$98 £63 ¥9 100

### Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013. Pays de l'OCDE et économies émergentes

Le rapport *Politiques agricoles : suivi et évaluation* couvre les pays membres de l'OCDE et une série de pays émergents qui sont des acteurs clés des marchés agro-alimentaires.

ISBN 978-92-64-19106-8, Septembre 2013, 396 pages  
€72 \$100 £64 ¥9 300

### Providing Agri-environmental Public Goods through Collective Action

ISBN 978-92-64-19720-6, Juillet 2013, 306 pages  
€90 \$126 £81 ¥11 700  
*Édition française à paraître*

## DÉVELOPPEMENT

### Multi-dimensional Review of Myanmar: Volume 1. Initial Assessment

C'est le premier rapport d'une nouvelle série d'analyses multidimensionnelles par pays. Il montre, dans cette étude sur le Myanmar, que la croissance dépendra du développement du capital institutionnel et social, du respect de la loi et de la création d'un environnement favorable au secteur privé.

ISBN 978-92-64-20207-8, Août 2013, 190 pages  
€50 \$70 £45 ¥6 500  
*Disponible en anglais uniquement*

*The Development Dimension*

### Aid for Trade and Development Results: A Management Framework

ISBN 978-92-64-20153-8, Juillet 2013, 260 pages  
€50 \$70 £45 ¥6 500  
*Disponible en anglais uniquement*



*Development Centre Studies*

### Start-up Latin America: Promoting Innovation in the Region

Analyse la combinaison des politiques

nécessaires pour soutenir les start-up basées sur la connaissance en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Mexique et au Pérou.

ISBN 978-92-64-20223-8, Septembre 2013, 20 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800  
*Disponible en anglais et en espagnol uniquement*

*Conflict and Fragility*

### Gender and Statebuilding in Fragile and Conflict-affected States

ISBN 978-92-64-20211-5, Novembre 2013, 88 pages  
€20 \$28 £18 ¥2 600  
*Disponible en anglais uniquement*

## DÉVELOPPEMENT URBAIN, RURAL ET RÉGIONAL



### OECD Territorial Reviews: Antofagasta, Chile 2013

ISBN 978-92-64-20360-0, Septembre 2013, 300 pages  
€85 \$119 £76 ¥11 000  
*Disponible en anglais uniquement*

### OECD Territorial Reviews: Puebla-Tlaxcala, Mexico 2013

ISBN 978-92-64-20345-7, Octobre 2013, 236 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800  
*Disponible en anglais uniquement*

*OECD Rural Policy Reviews*

### Rural-Urban Partnerships: An Integrated Approach to Economic Development

Fournit un cadre pour comprendre les relations changeantes entre les zones urbaines et rurales.

ISBN 978-92-64-20480-5, Octobre 2013, 330 pages  
€90 \$126 £81 ¥11 700  
*Disponible en anglais uniquement*

## ÉDUCATION

### OECD Skills Outlook 2013: First Results from the Survey of Adult Skills

Cette première édition des *Perspectives de l'OCDE sur les compétences* présente les résultats initiaux du rapport évaluant les compétences des adultes dans 22 pays de l'OCDE et dans 2 pays partenaires, non-membres de l'OCDE.

ISBN 978-92-64-20398-3, Octobre 2013, 456 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800  
*Édition française à paraître*

### The Survey of Adult Skills: Reader's Companion

ISBN 978-92-64-204010, Novembre 2013, 118 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900  
*Édition française à paraître*

### Improving Education in Mexico: A State-level Perspective from Puebla

ISBN 978-92-64-19775-6, Septembre 2013, 228 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500  
*Disponible en anglais et en espagnol uniquement*

Suivez les publications de l'OCDE sur Twitter : [https://twitter.com/OECD\\_Pubs](https://twitter.com/OECD_Pubs)



### Educational Research and Innovation Innovative Learning Environments

Basé sur 40 études de cas, ce livre fournit de nombreuses idées pour créer des environnements d'apprentissage dynamiques et innovants pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

ISBN 978-92-64-20347-1, Octobre 2013, 219 pages  
€39 \$54 £35 ¥5 000

Édition française à paraître

## EMPLOI

Voir *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013* dans la rubrique Meilleures ventes.

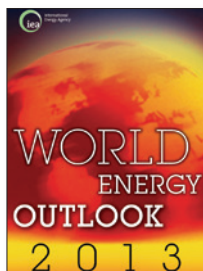
*Ageing and Employment Policies*

### Ageing and Employment Policies: Norway 2013: Working Better with Age

ISBN 978-92-64-20147-7, Juillet 2013, 128 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

## ÉNERGIE



### World Energy Outlook 2013

Présente une mise à jour complète de projections dans le domaine de l'énergie d'ici à 2035 et un aperçu des implications pour la sécurité énergétique,

le changement climatique, le développement économique et l'accès universel à des services énergétiques modernes.

ISBN 978-92-64-20130-9, Novembre 2013, 700 pages  
€150 \$210 £135 ¥19 500

Disponible en anglais uniquement

*Educational Research and Innovation*

### Energy Policies Beyond IEA Countries: Estonia 2013

ISBN 978-92-64-19079-5, Septembre 2013, 144 pages  
€75 \$105 £67 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement

### Medium-Term Gas Market Report 2013

ISBN 978-92-64-19116-7, Juillet 2013, 184 pages  
€100 \$140 £90 ¥13 000

Disponible en anglais uniquement

### Medium-Term Renewable Energy Market Report 2013

ISBN 978-92-64-19118-1, Juillet 2013, 217 pages  
€100 \$140 £90 ¥13 000

Disponible en anglais uniquement

### Transition to Sustainable Buildings: Strategies and Opportunities to 2050

ISBN 978-92-64-20241-2, Juillet 2013, 284 pages  
€100 \$140 £90 ¥13 000

Disponible en anglais uniquement

### Energy Statistics of OECD Countries 2013

ISBN 978-92-64-20298-6, Juillet 2013, 424 pages  
€120 \$168 £108 ¥15 600

Disponible en anglais uniquement

### Energy Balances of OECD Countries 2013

ISBN 978-92-64-20300-6, Juillet 2013, 273 pages  
€120 \$168 £108

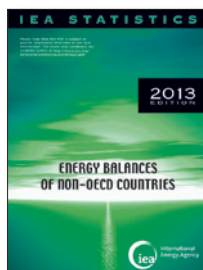
¥15 600

Disponible en anglais uniquement

### Energy Statistics of Non-OECD Countries 2013

ISBN 978-92-64-20304-4, Septembre 2013,  
548 pages

€120 \$168 £108 Disponible en anglais  
uniquement



### Energy Balances of Non-OECD Countries 2013

ISBN 978-92-64-20306-8,  
Septembre 2013,

548 pages

€120 \$168 £108

¥15 600

Disponible en  
anglais uniquement

### Coal Information 2013

ISBN 978-92-64-20310-5, Août 2013, 626 pages  
€165 \$231 £148 ¥21 400

Disponible en anglais uniquement

### Electricity Information 2013

ISBN 978-92-64-20308-2, Août 2013, 890 pages  
€150 \$210 £135 ¥19 500

Disponible en anglais uniquement

### Natural Gas Information 2013

ISBN 978-92-64-20314-3, Août 2013, 655 pages  
€165 \$231 £148 ¥21 400

Disponible en anglais uniquement

### Oil Information 2013

ISBN 978-92-64-20312-9, Août 2013, 744 pages  
€165 \$231 £148 ¥21 400

Disponible en anglais uniquement

### Renewables Information 2013

ISBN 978-92-64-20302-0, Août 2013, 496 pages  
€110 \$154 £99 ¥14 300

Disponible en anglais uniquement

## ENVIRONNEMENT

### Effective Carbon Prices

Synthétise des études de cas sur les politiques efficaces de gestion du carbone.

ISBN 978-92-64-19684-1, Octobre 2013, 81 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100

Édition française à paraître

*OECD Studies on Water*

### Water Security for Better Lives

Examine les questions essentielles concernant la problématique de l'eau : pénurie, qualité et résilience des systèmes d'eau douce, et fournit un cadre de gestion des risques.

ISBN 978-92-64-20239-9, Septembre 2013, 171 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800

Édition française à paraître

*OECD Studies on Water*

### Water and Climate Change Adaptation: Policies to Navigate Uncharted Waters

Expose les défis posés par la question de l'eau douce dans le cadre du changement climatique.

ISBN 978-92-64-20043-2, Septembre 2013, 112 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900

Édition française à paraître

*OECD Environmental Performance Reviews*



### OECD Environmental Performance Reviews: South Africa 2013

ISBN 978-92-64-20287-0, décembre 2013, 206 pages

€60 \$84 £54 ¥7 800

Édition française

à paraître

## World Social Science Report 2013: Changing Global Environments

En coédition avec l'UNESCO et l'International Social Sciences Council, ce rapport suggère à la communauté des sciences sociales d'intensifier ses études sur l'implication de l'activité humaine dans le changement climatique.

ISBN 978-92-64-20340-2, Octobre 2013, 450 pages  
€125 \$175 £112 ¥16 200

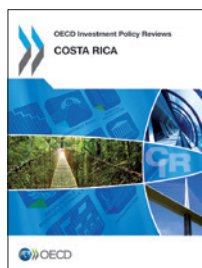
Disponible en anglais uniquement

## FINANCE ET INVESTISSEMENT

### Statistiques de l'OCDE sur les assurances 2012

Cette publication annuelle rassemble les principales données statistiques officielles du secteur des assurances pour tous les pays de l'OCDE.

ISBN 978-92-64-20150-7, décembre 2013, 288 pages  
€80 \$112 £72 ¥10 400



### OECD Investment Policy Reviews: Costa Rica 2013

ISBN 978-92-64-20367-9, Septembre 2013, 264 pages

€57 \$79 £51 ¥7 400

Disponible en anglais uniquement

### OECD Investment Policy Reviews: Malaysia 2013

ISBN 978-92-64-19457-1, Octobre 2013, 300 pages  
€70 \$98 £63 ¥9 100

Disponible en anglais uniquement

*Fighting Corruption in Eastern Europe and  
Central Asia*

### Anti-corruption Reforms in Eastern Europe and Central Asia: Progress and Challenges, 2009-2013

ISBN 978-92-64-20187-3, Septembre 2013, 200 pages  
€50 \$70 £45 ¥6 500

Disponible en anglais et en russe uniquement

### Women and Financial Education: Evidence, Policy Responses and Guidance

ISBN 978-92-64-20272-6, Novembre 2013, 105 pages  
€29 \$40 £26 ¥3 700

Disponible en anglais uniquement



### Corporate Governance Better Policies for Board Nomination and Election in Asia

ISBN 978-92-64-20437-9, Octobre 2013, 54 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais  
uniquement

Corporate Governance

### Reform Priorities in Asia: Taking Corporate Governance to a Higher Level

ISBN 978-92-64-20440-9, Octobre 2013, 132 pages  
€40 \$56 £36 ¥5 200

Disponible en anglais uniquement

## FISCALITÉ

### Managing Service Demand: A Practical Guide to Help Revenue Bodies Better Meet Taxpayers' Service Expectations

ISBN 978-92-64-20076-0, Août 2013, 64 pages

€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement.

### Together for Better Outcomes: Engaging and Involving SME Taxpayers and Stakeholders

ISBN 978-92-64-09651-6, Août 2013, 92 pages

€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement.

### Co-operative Compliance: A Framework From Enhanced Relationship to Co-operative Compliance

ISBN 978-92-64-20084-5, Août 2013, 106 pages

€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement.



### Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales : Rapport d'examen par les pairs

Nouveaux rapports  
disponibles pour les

pays suivants (en anglais uniquement) :

#### Israël

ISBN 978-92-64-20252-8, Août 2013, 84 pages

€36 \$50 £32 ¥4 600

#### Lithuania

ISBN 978-92-64-20254-2, Août 2013, 100 pages

€36 \$50 £32 ¥4 600

## GOVERNANCE

### Getting It Right: Strategic Agenda for Reforms in Mexico

ISBN 978-92-64-11172-1, Juillet 2013, 272 pages

€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

### Strengthening Evidence-based Policy Making on Security and Justice in Mexico

ISBN 978-92-64-19044-3, Juillet 2013, 164 pages

€45 \$63 £40 ¥5 800

Disponible en anglais uniquement

*OECD Reviews of Risk Management Policies*

### OECD Reviews of Risk Management Policies: Mexico 2013. Review of the Mexican National Civil Protection System

ISBN 978-92-64-19219-5, Juillet 2013, 224 pages

€65 \$91 £58 ¥8 400

Disponible en anglais et en espagnol  
uniquement

*OECD Public Governance Reviews*

### Public Procurement Review of the State's Employees' Social Security and Social Services Institute in Mexico

ISBN 978-92-64-19729-9, Octobre 2013, 252 pages

€55 \$77 £49 ¥7 100

Disponible en anglais et en espagnol  
uniquement

*OECD Public Governance Reviews*

### Public Procurement Review of the Mexican Institute of Social Security: Enhancing Efficiency and Integrity for Better Health Care

ISBN 978-92-64-19736-7, Octobre 2013, 230 pages

€55 \$77 £49 ¥7 100

Disponible en anglais et en espagnol  
uniquement

*OECD e-Government Studies*

### Reaping the Benefits of ICTs in Spain: Strategic Study on Communication Infrastructure and Paperless Administration

ISBN 978-92-64-11060-1, Juillet 2013, 124 pages

€40 \$56 £36 ¥5 200

Disponible en anglais uniquement



### Value for Money in Government: Norway 2013

ISBN 978-92-64-20191-0, Août 2013, 172 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500

Disponible en anglais uniquement

OECD Reviews of Regulatory Reform

### Regulatory Policy in Colombia: Going beyond Administrative Simplification

ISBN 978-92-64-20193-4, Octobre 2013, 200 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais et en espagnol uniquement

OECD Public Governance Reviews

### Colombia: Implementing Good Governance

ISBN 978-92-64-20216-0, Octobre 2013, 433 pages  
€99 \$138 £89 ¥12 800

Disponible en anglais et en espagnol uniquement

### Better Regulation in Europe: Italy 2012 Revised Edition, June 2013

ISBN 978-92-64-19081-8, Octobre 2013, 144 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

OECD Reviews of Regulatory Reform

### Regulatory Reform in the Middle East and North Africa: Implementing Regulatory Policy Principles to Foster Inclusive Growth

ISBN 978-92-64-20454-6, Novembre 2013, 81 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100

Édition française à paraître

## INDUSTRIE ET SERVICES

OECD Skills Studies

### Skills Development and Training in SMEs

ISBN 978-92-64-17529-7, Juillet 2013, 164 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500

Disponible en anglais uniquement

## QUESTIONS SOCIALES – MIGRATIONS – SANTÉ

OECD Health Policy Studies

### Cancer Care: Assuring Quality to Improve Survival

Examine les nouvelles opportunités qui apparaissent, du fait de l'utilisation des mobiles et d'Internet, pour relever les défis de la santé.

ISBN 978-92-64-18096-3, Octobre 2013, 163 pages  
€40 \$56 £36 ¥5 200

Disponible en anglais uniquement



### ICTs and the Health Sector: Towards Smarter Health and Wellness Models

ISBN 978-92-64-20285-6, Octobre 2013, 178 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500

Disponible en anglais uniquement

### OECD Reviews of Health Care Quality: Sweden 2013

ISBN 978-92-64-20478-2, Octobre 2013, 160 pages  
€36 \$50 £32 ¥4 600

Disponible en anglais uniquement

## SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION



### OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2013: Innovation for Growth

Publié tous les deux ans, le Tableau de bord de l'OCDE de la science,

de la technologie et de l'industrie analyse les tendances majeures en matière de connaissance et d'innovation dans l'économie mondialisée actuelle.

ISBN 978-92-64-20073-9, Octobre 2013, 260 pages  
€65 \$91 £58 ¥8 400

Édition française à paraître

### Supporting Investment in Knowledge Capital, Growth and Innovation

Montre que l'investissement dans le capital intellectuel est la clé d'un accroissement de la productivité et d'une augmentation du niveau de vie.

ISBN 978-92-64-19309-3, Octobre 2013, 360 pages  
€80 \$112 £72 ¥10 400

Édition française à paraître

### Marine Biotechnology: Enabling Solutions for Ocean Productivity and Sustainability

ISBN 978-92-64-19423-6, Septembre 2013, 116 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

### The Internet Economy on the Rise: Progress since the Seoul Declaration

Passe en revue le progrès fait depuis la « Déclaration de Séoul du 2008 sur le futur de l'économie Internet » et identifie les domaines de futurs travaux.

ISBN 978-92-64-20149-1, Octobre 2013, 184 pages  
€50 \$70 £45 ¥6 500

Disponible en anglais uniquement.

## TRANSPORTS

Tables rondes FIT

### Une meilleure réglementation des partenariats public-privé d'infrastructures de transport : Table ronde 151

Ce rapport examine la nature des risques et de l'incertitude liés aux différents types de projets PPP ainsi que les conséquences pratiques du transfert des risques aux partenaires privés.

ISBN 978-92-82-10397-5, Septembre 2013, 298 pages  
€31 \$44 £28 ¥4 000

## À PARAÎTRE

- Coopération pour le développement 2013 : Éradiquer la pauvreté
- Panorama des pensions 2013
- Panorama de l'environnement 2013 : Les indicateurs de l'OCDE
- Panorama des régions de l'OCDE 2013
- Études économiques de l'OCDE : Israël 2013
- Panorama de la santé 2013 : Les indicateurs de l'OCDE
- Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2013 Numéro 2
- Réformes économiques 2013 : Objectif croissance
- Panorama des statistiques de l'OCDE 2013
- Les essentiels de l'OCDE : Eau

Toutes les publications présentées sur ces pages sont disponibles sur :  
**www.oecd.org/librairie**  
et sur

**www.oecdilibrary.org/fr**

# De la gouvernance des crises



Toru Hanai/Reuters

Des événements majeurs comme le séisme au Japon ou la crise de l'euro peuvent avoir des effets bien au-delà de la zone immédiatement concernée. Plus récemment, la crise du budget aux États-Unis a entraîné la fermeture de larges pans de l'administration et des services publics et fait craindre un défaut de paiement qui aurait été le premier dans l'histoire du pays.

Aujourd'hui, les gouvernements affrontent un nombre croissant de crises, dont certaines découlent de menaces et de dangers nouveaux et mal connus.

Après les récentes crises financières et budgétaires, les dirigeants de la planète sont

bien conscients que de nouveaux chocs systémiques pourraient gravement menacer la reprise économique, la cohésion sociale, voire la stabilité politique. Et dans une économie mondiale interdépendante, le risque de crises déclenchant des effets en cascade au-delà des frontières nationales est plus que jamais d'actualité.

Le document de travail de l'OCDE « OECD Risk Management: Strategic Crisis Management », rédigé par Charles Baubion, montre l'évolution des crises que doivent affronter les gouvernements aujourd'hui. Il examine différentes stratégies et pratiques face aux crises classiques et nouvelles, et s'interroge sur la meilleure façon pour les gouvernements de s'adapter au changement sans entamer leur capacité à gérer les crises plus habituelles.

En situation de crise, des décisions publiques rapides, efficaces et transparentes renforcent la confiance des citoyens à l'égard des pouvoirs publics. Mais la gestion des crises modernes, éminemment complexe, fait

aussi intervenir de nombreux autres acteurs. L'aptitude à coordonner la gestion des crises est un élément clé d'une bonne gouvernance, qui détermine la capacité des pouvoirs publics à apporter en temps utile des réponses appropriées pour protéger les citoyens et atténuer l'impact des catastrophes. Il est primordial que les autorités nationales puissent s'appuyer sur un cadre institutionnel et des outils adaptés à une action coordonnée.

Beaucoup de pays de l'OCDE ont révisé leurs systèmes en tenant compte de l'évolution des risques et des crises depuis dix ans. Cette évolution se poursuit cependant, si bien que même les systèmes de gestion de crise les plus récents et les plus solides doivent continuer de s'adapter.

Baubion, C. (2013), « OECD Risk Management: Strategic Crisis Management », Document de travail de l'OCDE sur la gouvernance publique n° 23, Éditions OCDE.

<http://dx.doi.org/10.1787/5k41rbd11zr7-en>

## ABONNEZ-VOUS À L'OBSERVATEUR DE L'OCDE

**Oui**, je souhaite m'abonner pour 4 numéros et le volume *L'Annuel de l'OCDE*.

€ 75  
 US\$ 99  
 £ 59  
 ¥ 9 500

**Oui**, je souhaite m'abonner pour 8 numéros et deux numéros de *L'Annuel de l'OCDE*, réalisant ainsi 30% d'économies !

€ 104  
 US\$ 142  
 £ 84  
 ¥ 13 900

Commandez vos publications en ligne : [www.oecd-ilibrary.org/fr](http://www.oecd-ilibrary.org/fr), ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	
Téléphone	Fax
Adresse	
Code postal, Ville et Pays	

Organisation
Profession
E-mail
Date
Signature

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire. - Version française

### Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA  
 Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 350 0039, Email : [oe.cdna@turpin-distribution.com](mailto:oe.cdna@turpin-distribution.com)

### Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK  
 Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 601 640 E-mail : [oe.cdrow@turpin-distribution.com](mailto:oe.cdrow@turpin-distribution.com)

### Règlement

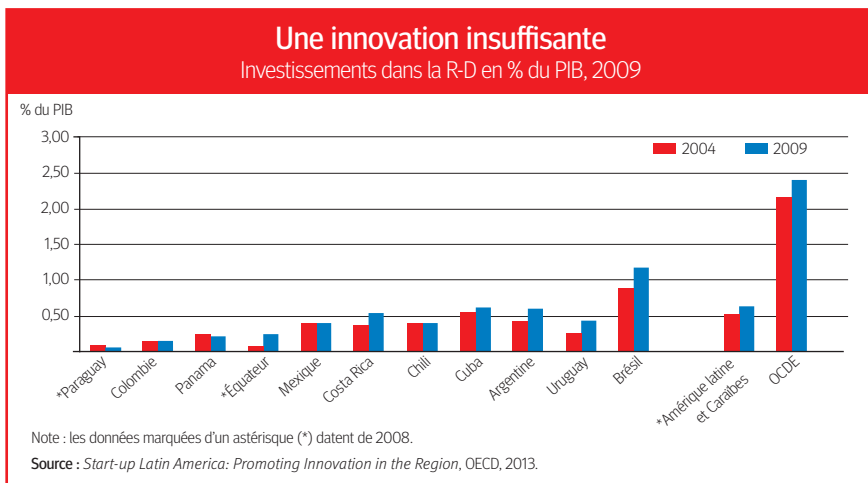
- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)  
 Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER	
N° de carte	Date d'expiration

## L'innovation en Amérique latine

L'avenir de l'Amérique latine comme région d'innovation sera plus qu'incertain si les investissements dans la recherche et développement ne décollent pas. Contrairement aux pays développés, en Amérique latine, le secteur privé investit peu dans l'innovation. Dans cette région, les investissements dans la R-D sont passés en moyenne de 0,5 % du produit intérieur brut en 2004 à 0,63 % en 2009, pendant que dans les pays de l'OCDE, ils passaient de 2,2 à 2,4 % du PIB.

En termes de montants investis et de résultats, il existe d'importantes disparités dans la région. C'est le Brésil qui investit la plus grande part de son PIB dans la R-D, suivi de l'Uruguay, l'Argentine, Cuba et le Chili. Mais pour dynamiser l'innovation, l'Amérique latine a besoin de beaucoup plus d'investissements privés dans la R-D et d'un meilleur soutien du secteur public. Il faudrait également promouvoir la création de start-up.



Pourquoi une aussi faible croissance de la R-D ? En grande partie à cause de la spécialisation dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et de ressources naturelles. En Amérique latine, les secteurs à forte intensité de ressources naturelles représentent encore 60 % de la valeur ajoutée totale dans le secteur manufacturier, alors qu'aux États-Unis, ce sont les secteurs à forte

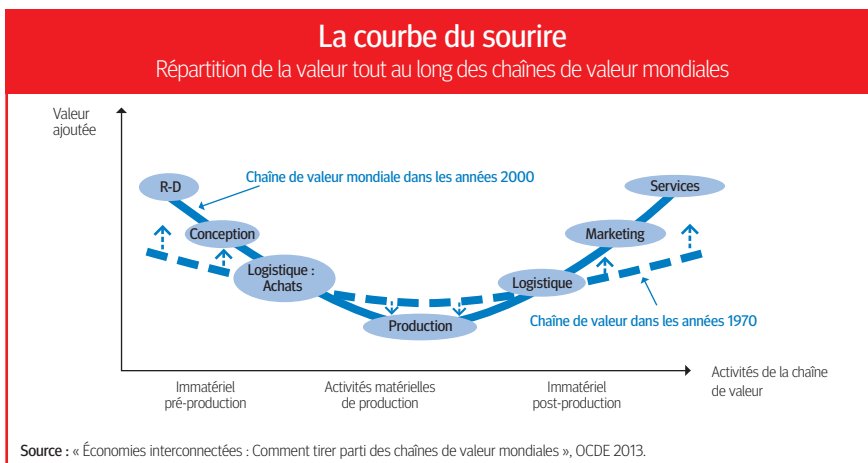
intensité de savoir qui, après avoir connu une forte croissance, atteignent ce pourcentage. Les activités scientifiques et technologiques des entreprises latino-américaines consistent essentiellement à acheter machines et équipements, ce qui limite potentiellement l'innovation.

Voir [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

## Qui a le sourire ?

Des études de cas sur des produits spécifiques, notamment électroniques, montrent une tendance à une inégale répartition de la création de valeur entre les activités d'une chaîne de valeur. Les activités en amont (développement de nouveaux concepts, R-D, fabrication de composants clés) sortent gagnantes, mais les activités en aval (marketing, stratégie de marque, services aux clients) ne sont pas en reste. La valeur ajoutée est en revanche faible dans les activités intermédiaires comme l'assemblage, souvent délocalisé dans des économies émergentes ou en développement. La « courbe du sourire » a été utilisée pour la première fois en 1992 par le fondateur d'Acer, Stan Shih, pour illustrer ce phénomène et les problèmes auxquels étaient confrontés les fabricants du secteur des technologies de l'information du Taipei chinois, pris dans le creux de la courbe.

Certains estiment que dans les pays de l'OCDE, le sourire, auparavant relativement plat, a tendance à s'accroître pour former



un « U », ce qui signifie que la création de valeur n'est plus répartie de façon aussi homogène, et qu'en termes de valeur ajoutée, la fabrication et l'assemblage ont reculé. La délocalisation de ces activités à forte intensité de main-d'œuvre vers des économies pratiquant des bas salaires a entraîné une vraie baisse des coûts. S'élever sur la chaîne de valeur est aujourd'hui l'objectif de nombreux décideurs,

particulièrement dans les économies émergentes où les activités manufacturières, importantes, ne tirent pas de la fabrication de produits pour le marché mondial toute la valeur ajoutée escomptée.

Voir également : « Made in the World : Une nouvelle vision des échanges », *L'Observateur de l'OCDE* n° 294, T1, 2013.



			variation par rapport à			niveau			
			la période précédente	l'année précédente		la période précédente	la même période	l'année précédente	l'année précédente
	Allemagne	Produit intérieur brut	T2-2013	0,7	0,5	Balance des comptes courants	T2-2013	64,7	59,7
		Production industrielle	T2-2013	1,0	-0,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	5,3	5,5
		Prix à la consommation	T2-2013	0,3	1,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Australie	Produit intérieur brut	T2-2013	0,6	2,6	Balance des comptes courants	T2-2013	-9,2	-11,2
		Production industrielle	T2-2013	0,3	3,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	5,6	5,1
		Prix à la consommation	T2-2013	0,4	2,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	2,6	3,6
	Autriche	Produit intérieur brut	T2-2013	0,1	0,1	Balance des comptes courants	T2-2013	3,5	0,0
		Production industrielle	T2-2013	2,2	-0,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	4,7	4,3
		Prix à la consommation	T2-2013	0,9	2,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Belgique	Produit intérieur brut	T2-2013	0,2	0,0	Balance des comptes courants	T2-2013	-4,5	-3,0
		Production industrielle	T2-2013	1,1	0,8	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	8,3	7,6
		Prix à la consommation	T3-2013	0,2	1,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Canada	Produit intérieur brut	T2-2013	0,4	1,4	Balance des comptes courants	T2-2012	-14,2	-16,3
		Production industrielle	T2-2013	-0,5	-0,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	7,1	7,3
		Prix à la consommation	T2-2013	0,5	0,8	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	1,2	1,2
	Chili	Produit intérieur brut	T2-2013	0,5	4,0	Balance des comptes courants	T1-2013	-3,0	-1,4
		Production industrielle	T2-2013	-2,8	-1,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	5,9	6,3
		Prix à la consommation	T3-2013	1,0	2,1	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	5,0	5,1
	Corée	Produit intérieur brut	T2-2013	1,1	2,3	Balance des comptes courants	T2-2013	17,4	8,8
		Production industrielle	T2-2013	-1,4	-1,7	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	3,2	3,3
		Prix à la consommation	T3-2013	0,4	1,2	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	2,7	3,5
	Danemark	Produit intérieur brut	T2-2013	0,6	0,6	Balance des comptes courants	T1-2013	3,8	3,6
		Production industrielle	T2-2013	0,2	2,6	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	6,8	7,9
		Prix à la consommation	T3-2013	-0,2	0,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,3	0,3
	Espagne	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,1	-1,6	Balance des comptes courants	T2-2013	2,8	-6,9
		Production industrielle	T2-2013	-0,2	-2,0	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	26,4	24,8
		Prix à la consommation	T2-2013	0,8	1,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Estonie	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,2	1,5	Balance des comptes courants	T2-2013	0,0	-0,2
		Production industrielle	T2-2013	0,9	4,8	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	8,1	10,1
		Prix à la consommation	T3-2013	0,2	3,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	États-Unis	Produit intérieur brut	T2-2013	0,6	1,6	Balance des comptes courants	T2-2013	-98,9	-110,5
		Production industrielle	T2-2013	0,2	1,9	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	7,6	8,2
		Prix à la consommation	T2-2013	0,5	1,4	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	0,2	0,3
	Finlande	Produit intérieur brut	T2-2013	0,2	-1,1	Balance des comptes courants	T2-2013	0,6	-0,6
		Production industrielle	T2-2013	-2,0	-6,0	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	8,1	7,6
		Prix à la consommation	T2-2013	0,6	1,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	France	Produit intérieur brut	T2-2013	0,5	0,4	Balance des comptes courants	T2-2013	-10,9	-18,0
		Production industrielle	T2-2013	1,4	0,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	10,8	10,2
		Prix à la consommation	T2-2013	0,5	0,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Grèce	Produit intérieur brut		-	-	Balance des comptes courants	T2-2013	-0,2	-2,2
		Production industrielle	T2-2013	3,0	-1,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	27,5	23,8
		Prix à la consommation	T3-2013	-2,1	-1,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Hongrie	Produit intérieur brut	T2-2013	0,1	0,1	Balance des comptes courants	T2-2013	0,5	0,4
		Production industrielle	T2-2013	1,2	0,6	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	10,4	11,0
		Prix à la consommation	T2-2013	0,4	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	4,6	7,9
	Irlande	Produit intérieur brut	T2-2013	0,4	-1,1	Balance des comptes courants	T2-2013	3,5	3,5
		Production industrielle	T2-2013	3,4	-2,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	13,8	14,9
		Prix à la consommation	T2-2013	0,5	0,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Islande	Produit intérieur brut	T2-2013	-6,5	1,9	Balance des comptes courants	T2-2012	0,1	-0,3
		Production industrielle	T4-2012	-10,2	-2,8	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	5,6	6,2
		Prix à la consommation	T3-2013	0,4	4,0	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	6,2	5,8
	Israël	Produit intérieur brut	T2-2013	1,2	3,7	Balance des comptes courants	T2-2013	1,8	0,3
		Production industrielle	T2-2013	-2,3	-1,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	6,8	6,9
		Prix à la consommation	T2-2013	0,9	1,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	1,2	2,1
	Italie	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,3	-2,2	Balance des comptes courants	T2-2012	6,2	-1,9
		Production industrielle	T2-2013	-1,0	-3,7	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	12,1	10,6
		Prix à la consommation	T3-2013	0,4	1,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Japon	Produit intérieur brut	T2-2013	0,9	1,3	Balance des comptes courants	T2-2013	21,5	19,2
		Production industrielle	T2-2013	1,3	-2,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	4,0	4,4
		Prix à la consommation	T2-2013	0,5	-0,3	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	0,2	0,3
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T2-2013	1,6	2,4	Balance des comptes courants	T2-2013	1,0	0,9
		Production industrielle	T2-2013	8,1	3,1	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	5,7	5,1
		Prix à la consommation	T3-2013	0,0	1,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4

			variation par rapport à				niveau		
			la période précédente	l'année précédente			valeur courante	même période année précédente	
	Mexique	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,7	0,3	Balance des comptes courants	T2-2013	-7,3	-3,1
		Production industrielle	T2-2013	-0,5	..	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	5,1	4,9
		Prix à la consommation	T3-2013	0,1	3,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	4,2	4,8
	Norvège	Produit intérieur brut	T2-2013	0,8	0,4	Balance des comptes courants	T2-2013	15,3	13,8
		Production industrielle	T2-2013	5,7	-5,5	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	3,5	3,1
		Prix à la consommation	T3-2013	0,3	3,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	1,7	2,1
	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T2-2013	0,1	2,2	Balance des comptes courants	T2-2013	-1,8	-2,1
		Production industrielle	T2-2013	-0,6	0,5	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	6,4	6,8
		Prix à la consommation	T2-2013	0,2	0,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	2,6	2,7
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,1	-1,9	Balance des comptes courants	T2-2013	19,2	18,4
		Production industrielle	T2-2013	-1,1	0,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	6,6	5,1
		Prix à la consommation	T3-2013	0,5	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Pologne	Produit intérieur brut	T2-2013	0,4	1,1	Balance des comptes courants	T2-2013	-0,8	-4,5
		Production industrielle	T2-2013	1,8	1,1	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	10,5	10,0
		Prix à la consommation	T2-2013	0,5	0,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	2,7	5,0
	Portugal	Produit intérieur brut	T2-2013	1,1	-2,1	Balance des comptes courants	T2-2013	0,8	-0,5
		Production industrielle	T2-2013	2,1	3,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	17,0	15,6
		Prix à la consommation	T2-2013	1,2	0,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	République Slovaque	Produit intérieur brut	T2-2013	0,3	0,8	Balance des comptes courants	T4-2012	1,4	0,3
		Production industrielle	T2-2013	0,8	2,0	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	14,2	13,8
		Prix à la consommation	T2-2013	0,2	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	République Tchèque	Produit intérieur brut	T2-2013	0,6	-1,3	Balance des comptes courants	T2-2013	-0,3	-1,2
		Production industrielle	T2-2013	0,3	-2,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	7,0	6,9
		Prix à la consommation	T2-2013	0,1	1,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,5	1,0
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T2-2013	0,7	1,3	Balance des comptes courants	T2-2013	-19,9	-27,5
		Production industrielle	T2-2013	0,7	-0,8	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	7,7	7,9
		Prix à la consommation	T2-2013	0,7	2,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,5	0,7
	Slovénie	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,3	-2,2	Balance des comptes courants	T2-2013	0,8	0,3
		Production industrielle	T2-2013	-0,1	-1,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	10,7	8,5
		Prix à la consommation	T2-2013	1,4	1,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Suède	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,2	0,1	Balance des comptes courants	T2-2013	7,1	7,0
		Production industrielle	T2-2013	-2,7	-5,8	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	8,0	7,8
		Prix à la consommation	T3-2013	0,0	0,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,9	1,1
	Suisse	Produit intérieur brut	T2-2013	0,5	2,1	Balance des comptes courants	T2-2013	19,4	18,3
		Production industrielle	T4-2011	-0,2	-1,1	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	4,2	3,7
		Prix à la consommation	T3-2013	-0,2	0,0	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	0,0	0,1
	Turquie	Produit intérieur brut	T2-2013	2,1	4,0	Balance des comptes courants	T2-2013	-18,2	-11,9
		Production industrielle	T2-2013	0,5	3,3	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	8,6	7,9
		Prix à la consommation	T3-2013	1,1	8,3	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Union européenne	Produit intérieur brut	T2-2013	0,3	-0,2	Balance des comptes courants	..	..	..
		Production industrielle	T2-2013	0,5	-0,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	10,9	10,4
		Prix à la consommation	T2-2013	..	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Zone euro	Produit intérieur brut	T2-2013	0,3	-0,6	Balance des comptes courants	T4-2012	51,7	17,2
		Production industrielle	T2-2013	0,6	-1,1	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	12,1	11,3
		Prix à la consommation	T2-2013	..	1,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
<b>Non membres</b>									
	Afrique du Sud <sup>2</sup>	Produit intérieur brut	T2-2013	0,8	1,8	Balance des comptes courants	..	..	..
		Production industrielle	..	..	..	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T2-2013	1,3	5,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	5,1	5,1
	Brésil <sup>2</sup>	Produit intérieur brut	T2-2013	1,5	3,3	Balance des comptes courants	T3-2012	-10,5	-12,2
		Production industrielle	T2-2013	1,0	3,3	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T3-2013	0,6	6,1	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Chine <sup>2</sup>	Produit intérieur brut	..	..	Balance des comptes courants	T2-2013	54,2	58,1	
		Production industrielle	..	..	Taux de chômage harmonisé	..	..	..	
		Prix à la consommation	T2-2013	-0,4	2,4	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	4,7	4,0
	Fédération de Russie <sup>1</sup>	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,3	1,2	Balance des comptes courants	T2-2012	22,7	23,4
		Production industrielle	T2-2013	0,3	0,3	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T2-2013	1,5	7,2	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	7,4	7,3
	Inde <sup>2</sup>	Produit intérieur brut	T2-2013	0,6	2,7	Balance des comptes courants	..	..	..
		Production industrielle	T2-2013	-4,2	-1,0	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T2-2013	2,5	10,7	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Indonésie <sup>2</sup>	Produit intérieur brut	T2-2013	1,4	5,8	Balance des comptes courants	T2-2013	-6,3	-7,3
		Production industrielle	..	..	Taux de chômage harmonisé	..	..	..	
		Prix à la consommation	T3-2013	4,6	8,6	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	5,7	5,9

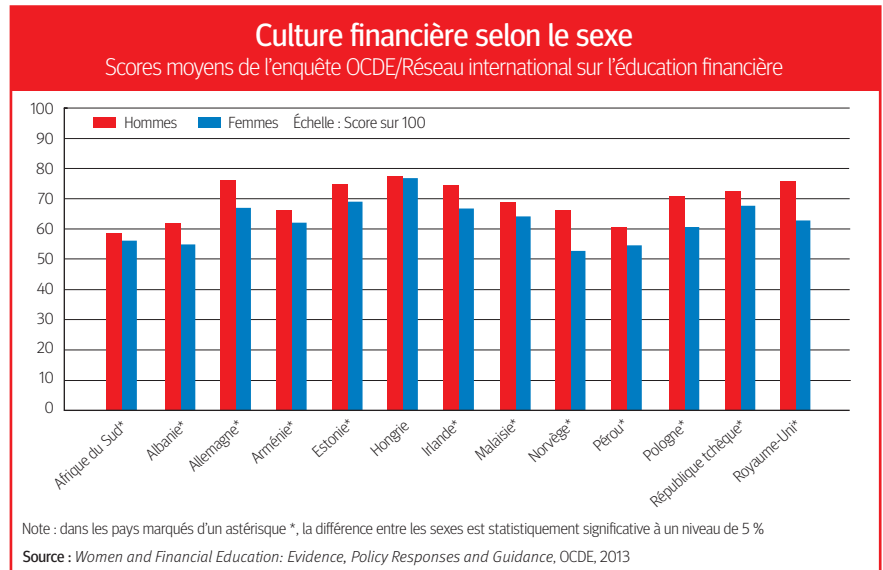
**Produit intérieur brut** : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite basé sur différents indicateurs de l'activité économique, qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : 3 mois.

.. = données non disponibles,  
<sup>1</sup>Candidat à l'adhésion à l'OCDE. <sup>2</sup>Programme d'engagement renforcé.  
Source : Principaux indicateurs économiques, octobre 2013.

## Le coût de l'inégalité

Épargne, investissements, retraite... Chacun a besoin d'un minimum de culture financière pour gérer son argent dans son intérêt et celui de sa famille. Or, dans de nombreux pays, les femmes sont moins au fait de ces questions que les hommes et ont moins confiance en leurs compétences. Cela vaut pour les pays en développement et développés, dans toutes les régions du monde, quels que soient les instruments d'enquête utilisés. Si les femmes semblent parfois plus compétentes que les hommes dans certaines formes de gestion à court terme de l'argent, elles sont plus susceptibles d'avoir des difficultés à boucler leurs fins de mois, se constituer une épargne solide et choisir les bons produits financiers.

Pourtant, les femmes font des choix quotidiens importants sur l'allocation des ressources du foyer et jouent un rôle majeur dans la transmission des habitudes et compétences financières aux enfants. Parce qu'elles vivent plus longtemps que les hommes en ayant des vies professionnelles plus courtes et des revenus moyens plus bas



sur lesquels épargner pour leur vieillesse, elles doivent disposer d'une culture financière suffisante pour faire face aux risques qu'elles encourent.

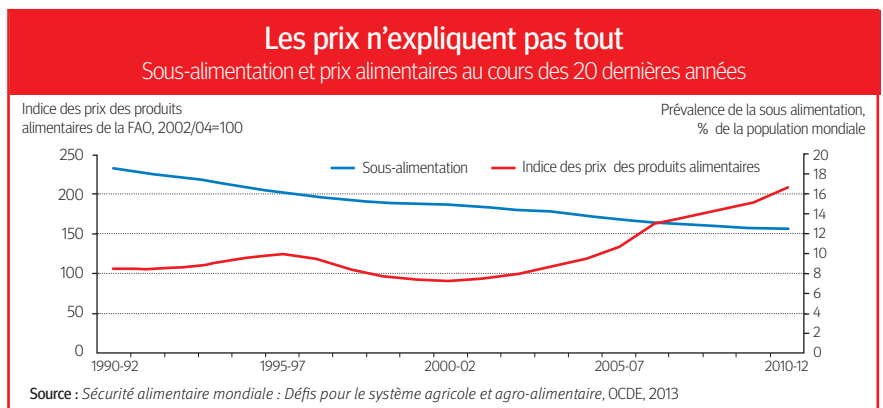
Chez les plus jeunes générations, qui ont grandi dans un environnement plus

égalitaire, les décalages de culture financière entre hommes et femmes semblent moins flagrants. L'enquête 2012 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE mesurera pour la première fois la culture financière des jeunes de 15 ans dans 18 pays.

## Le double visage des prix alimentaires

La hausse des prix alimentaires, cause de la famine ? On se souvient des émeutes de la faim dans plusieurs pays en 2008, suite à la hausse brutale des prix de certains aliments. Pourtant, si les prix jouent un rôle important, ils ne constituent pas le problème fondamental.

Certes, le problème de la faim a été accentué par le prix élevé des aliments de base. Dans les pays à faible revenu, les dépenses alimentaires représentent généralement 50 % au moins du budget des ménages, 40 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, comme la Chine et l'Inde. Mais les agriculteurs – qui constituent une forte proportion des populations les plus pauvres dans ces pays – ressentent les effets des prix alimentaires à la fois en tant qu'acheteurs et en tant que vendeurs, et peuvent tirer profit de la hausse des prix.



La majorité des pauvres des régions rurales sont cependant des acheteurs nets de produits alimentaires. Les hausses de prix ont certes accentué les difficultés de ces ménages, mais, à l'échelle mondiale, elles n'en ont pas été la cause déterminante, car les revenus moyens ont aussi augmenté.

Il est peu probable que les cours mondiaux des céréales retrouvent leurs niveaux historiquement bas du début des années

2000. D'ailleurs, même lorsque les prix étaient à ces niveaux, la sous-alimentation concernait encore 16 % de la population mondiale, soit plus de 800 millions de personnes. Le défi de l'éradication de la faim dans le monde dépend davantage de l'augmentation des revenus des ménages les plus pauvres que du prix des produits alimentaires.

Voir [www.oecd.org/fr/tad/echanges-agricoles](http://www.oecd.org/fr/tad/echanges-agricoles)





Création de valeur dans l'industrie de l'alumine et de la chimie

## 39 ans d'existence et toujours au sommet

### Notre technologie est une référence dans l'industrie mondiale de l'alumine:

- **Qualité** – Notre raffinerie bénéficie d'une réputation mondiale grâce à la qualité de nos produits et d'un excellent support à la clientèle.
- **Performance** – Notre consommation énergétique est la plus basse dans notre domaine.
- **Impact environnemental** – Nous avons le taux d'émission le plus faible de l'industrie par tonne produite.

### Nous soutenons nos partenaires économiques et sociaux:

- **Emploi** – Création de places de travail dans la communauté locale.
- **Investissement dans l'économie mondiale** – Approvisionnement en matières premières, énergie et services.
- **Création d'opportunités** – En appliquant des techniques de pointe et innovatrices.
- **Soutien aux collectivités locales** – A travers le sponsoring et la participation aux événements locaux.

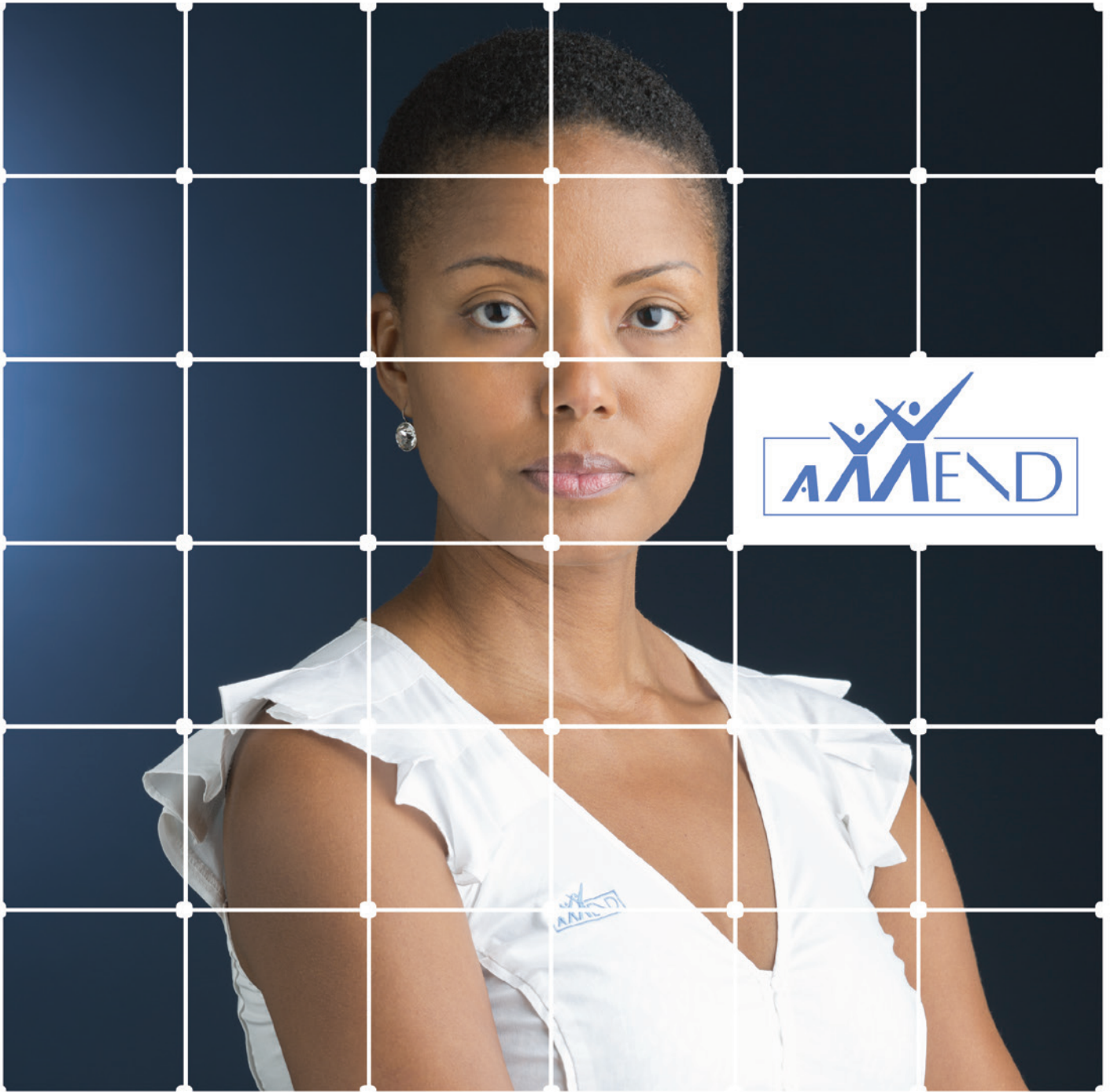
Notre engagement sans relâche vers une amélioration constante contribue au **bénéfice de tous**.



Depuis 1915







Votre partenaire pour les solutions Microsoft et SAP  
Your partner for Microsoft and SAP solutions



[www.axxend.com](http://www.axxend.com)  
[axxend@axxend.com](mailto:axxend@axxend.com)